

Université Paris I
Panthéon-Sorbonne

Bulletin
de
l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 47
Printemps 2018

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN
1, rue Victor Cousin
75005 Paris
Tél. : 01 40 46 27 90

Courriel du Bulletin : bulletin.ipr@gmail.com

Site Internet :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

RÉDACTION :

Marie-Pierre Rey,

Directrice de la publication et rédactrice en chef

Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction

Sara Legrandjacques et Laurent Pugnot Lambert,

Secrétaires de rédaction adjoints

Comité de rédaction

Alya Aglan, Farid Ameer, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Gisèle Borie, Anne Couderc, Sylvain Dufraisse, Anaïs Fléchet, Annick Foucier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Sara Legrandjacques, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Diana Ospina, Céline Paillette, Laurent Pugnot Lambert, Jenny Raflik, Marie-Pierre Rey, Marie de Rugy, Pierre Singaravélou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Fabien Théofilakis, Nicolas Vaicbourdt, Christina Wu.

© Institut Pierre Renouvin, 2018

ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)

ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :

<http://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/>

et sur CAIRN : <http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm>

MEILLEURS MEMOIRES

SOMMAIRE

ÉDITORIAL/EDITORIAL

LAURENCE BADEL

- Histoire transnationale versus histoire des relations internationales : un faux débat ?

p. 11

GABRIEL SIERRA HENAO

- L'américanisme comme triomphe du métissage
Americanism as Miscegenation's Victory

p. 15

MAHAUT CAZALS

- *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative* : Penser une « autre voie » pour l'Europe de l'Est, 1979-2007
L'Alternative and La Nouvelle Alternative : Thinking "Another Way" For Communist Eastern Europe, 1979-2007

p. 25

LOEÏZA HOTTE

- France-RFA face à l'effondrement du bloc de l'Est, des positionnements géopolitique et scientifique différents
The France-RFA Facing The Collapse Of The Eastern Bloc. On the Different Geopolitical and Scientific Positions

p. 37

ANNE-PRISCILLE DESBARRES

- Alexandre Michaud de Beaufort : des montagnes niçoises à l'oreille du tsar, récit d'une héroïsation inachevée, 1771-1841
Alexandre Michaud de Beaufort: From Nizza's Mountains to the Tsar's Ears. An Account of an Unfulfilled Heroism, 1771-1841

p. 49

ARTHUR BENETEAU

- Servir les intérêts français en plein chaos révolutionnaire. Étude des attachés militaires français en Russie, 1916-1920

To Serve French Interests In a Revolutionary Chaos. A Study of the French Military Attachés In Russia, 1916-1920

p. 61

ARTHUR DIOLEZ

- Une institution de rapprochement intellectuel : la Maison franco-japonaise de 1924 à 1939

An Institution For Intellectual Rapprochement. The Maison franco-japonaise from 1924 to 1939

p. 73

AUGUSTIN ROSE

- Genèse d'un partenariat privilégié : la France et l'Arabie saoudite, 1956-1968

The origins of a Privileged Partnership: France and Saudi Arabia, 1956-1967

p. 83

GREGOIRE LETELLIER

- La conquête du marché chinois par les Allemands de l'Ouest, 1978-1989

The Conquest of The Chinese Market, by West Germans, 1978-1989

p. 97

MATHIEU MOHLER

- La défense spirituelle : la contre-propagande en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale

The Spiritual Defence: Counter-Propaganda in Switzerland During World War II

p. 109

VINCENT JACQUET

- D'instrument de propagande à miroir de la guerre d'Algérie : l'équipe de football du Front de libération nationale, 1954-1962

From A Propaganda Tool To A Reflection Of The Algerian War: The National Liberation Front's Football Team, 1954-1962

p. 121

COMPTES RENDUS DE THESES

CAROLINE LAURENT

- Casinos en terre indienne : impact sur la population tribale du Minnesota

Casinos in Indian Country: their Impact on the Tribal Population of Minnesota

p. 133

SEVERINE BOUE

- L'ambassade et les ambassadeurs de France à Washington, 1893-1981. Évolution du poste, du profil des ambassadeurs et de leurs missions

The Embassy and Ambassadors of France in Washington, 1893-1981. Evolution Of The Position, The Profile Of The Ambassadors And Their Missions

p. 141

BRICE FOSSARD

- Les sports, le scoutisme et les élites indochinoises. De l'entre-soi colonial à la libération nationale, 1858-1945

Sports, Scouting and Indochinese Elites. From the Colonial Interior to the National Liberation, 1858-1945

p. 147

VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre de recherches d'histoire nord-américaine
Directrice : Annick FOUCRIER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Directeur : Pierre SINGARAVELOU

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directrice : Laurence BADEL

Guerre, politique et sociétés
Directrice : Alya AGLAN

Éditorial

Meilleurs mémoires

LAURENCE BADEL
Professeuse université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Histoire transnationale versus histoire des relations internationales : un faux débat ?

L'apparition de masters en histoire transnationale inscrits quasi simultanément dans les formations proposées à l'Université de Genève ainsi qu'à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et à l'École des Chartes à Paris pourrait donner à croire, à un lecteur hâtif, qu'elle constitue un développement avancé de l'histoire des relations internationales, sur la voie d'un « stade suprême » de la recherche en histoire.

Or, après d'autres, il convient de répéter que le transnational est une catégorie relevant d'une approche fondée sur l'examen des interactions transfrontalières qui peut s'appliquer à une infinité d'objets d'étude – dont les relations internationales – tandis que les relations internationales constituent un objet de recherche en soi auquel une grille de lecture transnationale peut être appliquée.

L'histoire des relations internationales est un domaine de recherche qui porte sur les fondements juridiques, diplomatiques, technologiques et culturels des systèmes internationaux ainsi que sur les interactions de leurs acteurs publics et privés. Ayant émergé comme histoire des politiques extérieures dans la seconde partie du XIX^e siècle, elle est longtemps demeurée une histoire centrée sur les politiques extérieures des États européens et fondée sur une approche nationale des relations internationales. Depuis trente ans, elle a intégré l'approche transnationale dans sa quête documentaire et ses interprétations en se refusant d'autant plus à rejeter dans les ténèbres d'une histoire périmée l'étude des processus décisionnels, que celle-ci était mieux éclairée par la prise en compte du jeu d'acteurs non-étatiques longtemps minorés sinon négligés¹.

¹ Laurence Badel, « Die französische Historiographie zu den internationalen Beziehungen : transnational oder realistisch ? », *Internationale Geschichte in*

Membre cofondateur de l'UMR SIRICE, l'Institut Pierre Renouvin a conservé une identité particulière puisque les chercheurs qui se spécialisent sur une aire régionale intègrent à leurs travaux une réflexion sur l'inscription de leur objet d'étude (sociétés américaines, asiatiques ou européennes) dans un environnement excédant systématiquement l'échelle nationale, favorisant ainsi les jeux d'échelles et des temporalités, et manifestant leur capacité à penser ensemble le national, l'infra-, l'inter- et le supranational, le régional et le transnational, le local et le transfrontalier.

Une nouvelle fois, la livraison d'articles, préparés à la suite de recherches poursuivies pendant deux années de master, confirme l'intérêt de la démarche. Quelques-uns sont consacrés aux effets des circulations d'artistes et d'intellectuels au xx^e siècle tant sur leurs productions que sur l'espace politique dans lequel ces productions s'inscrivent.

L'article, centré sur la statue appelée *La Bachué*, sculptée par Rómulo Rozo et présentée dans le pavillon colombien à l'Exposition internationale de Séville de 1929, souligne les emprunts faits à la fois aux Indiens *chichba* de Colombie qu'à des sculpteurs européens aussi différents que Michel-Ange ou Gustave Moreau. Le mélange des techniques conduit l'auteur à confirmer la définition de la notion d'américanisme comme métissage, rejetant l'idée d'un art indigène. L'article consacré à deux revues de la dissidence est-européenne pendant la guerre froide, *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative*, fait passer l'ombre de Karel Bartošek, l'un des « médiateurs » entre les « Deux Europe », réfugié à Paris et figure bien familière des chercheurs les plus anciens de l'Institut Pierre Renouvin : il était devenu membre de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) peu après son arrivée à Paris et avait lancé *La Nouvelle Alternative* en 1986. Les débats qui se nouent autour de la chute du mur de

Theorie und Praxis : Traditionen und Perspektiven, Österreichische Akademie der Wissenschaften Wien, 2017, p. 349-370 ; Pierre Grosser, « Chapitre 11. L'histoire des relations internationales à l'épreuve des interactions transnationales », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 271-288.

Berlin et de l'effondrement de l'Union soviétique sont très révélateurs des tensions qui traversent, en retour, la gauche française.

Une majorité d'articles déconstruisent l'objet étatique dans une approche typiquement « post-durosellienne » en se consacrant soit aux missions militaires françaises envoyées en Russie dans la foulée de la convention de 1883 ; soit à l'étude de départements ministériels ; soit aux acteurs diplomatiques du rétablissement des relations franco-saoudiennes le 13 septembre 1962 ou du rapprochement sino-ouest-allemand dans les années 1980 ; soit encore à la diplomatie culturelle de la France au Japon dans les années 1920 ou à la contre-propagande de la Suisse contre l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. L'approche comparée des services de la prospective des ministères ouest-allemands et français des Affaires étrangères révèle aux chercheurs français l'importance du *Planungsstab* allemand, créé en 1963, que dirigea Egon Bahr de 1966 à 1969, et qui semble avoir été bien plus intégré et reconnu au sein de son administration que son homologue français, le Centre d'aide à la prévision, institué dix ans plus tard. L'histoire du *Planungsstab* reste encore à établir. L'article consacré à la célèbre Maison franco-japonaise de Tokyo, associée au souvenir de Paul Claudel, se situe là aussi dans la continuité d'une histoire traditionnelle de la diplomatie culturelle française portée par ses établissements de recherche à l'étranger mais présente l'intérêt de mettre l'accent sur les milieux d'affaires japonais qui ont soutenu le projet et de renverser ainsi la perspective en montrant qu'elle a aussi été utilisée comme un outil de l'influence japonaise à l'étranger. L'étude dédiée à la diplomatie économique de la République fédérale allemande en République populaire de Chine après 1978 rappelle l'importance des acteurs para-diplomatiques que sont les associations patronales en Allemagne, et en particulier le rôle de l'*Ostauschuß der Deutschen Wirtschaft*, connu pour avoir frayé la voie à l'*Ostpolitik* en Europe mais qui fut aussi un acteur de premier plan en Chine dès le milieu des années 1950. Par ailleurs, elle « déseuropéanise » les figures de Kohl et Genscher, en démontrant l'importance que représentait pour eux le voyage à Pékin.

Deux articles enfin prolongent les analyses culturalistes sur la mémoire et les identités qui ont marqué la discipline ces dernières décennies. Le

premier est consacré à la figure d'un individu sarde, Alexandre Michaud, ingénieur militaire qui remplit des fonctions diplomatiques au service du tsar Alexandre I^{er} et dont le souvenir perdure encore aujourd'hui en Russie, en Italie et à Nice ; le second à la manière dont le FLN créa sa propre équipe de football composée de joueurs algériens qui avaient quitté l'équipe de France avant la Coupe du monde de 1958 afin d'asseoir les revendications indépendantistes de l'Algérie sur la scène internationale. En recourant à une analyse biographique ou prosopographique, en mettant l'accent sur les structures ou les discours, les jeunes auteurs démontrent leur aisance à conjuguer les différentes approches à leur disposition, à les subvertir ou à les lier au service de leur démonstration. Certains d'entre eux restent encore très proches de leurs lectures ou de modèles interprétatifs qu'ils ont tendance à appliquer de manière un peu « raide » mais tous donnent matière à réflexion en raison de l'examen de documents souvent inédits.

Si transnationaliser l'histoire des relations internationales est loin d'être une nouveauté en ces années 2010, en revanche, accentuer une réflexion mettant en relation interrégionale ou intercontinentale des individus ou des sociétés pour comprendre ce que cela révèle des rapports de puissance et des dynamiques de recomposition des hiérarchies internationales, reste un véritable défi. La spécificité de l'Institut Pierre Renouvin est de lier la connaissance profonde d'un espace, y compris dans ses composantes géographiques, géologiques, ethniques, linguistiques, économiques, parfois délaissées au profit de composantes sociales, culturelles et symboliques, à son inscription dans un environnement régional et mondial. À l'heure où, pour reprendre l'expression du moment, on assiste au retour des « politiques de puissance » conduites sans état d'âme par certains États occidentaux et de grands « émergents », on ne peut qu'apprécier les travaux d'apprentis-historiens des sociétés sud- et nord-américaines, asiatiques, africaines et aussi européennes qui conjuguent l'identification des circulations transrégionales, l'apprentissage de la connaissance intime du pays sur lequel ils ont commencé à travailler et de sa langue, et la réflexion sur les dynamiques systémiques et sociologiques des relations internationales depuis plus de deux siècles.

L'américanisme comme triomphe du métissage

GABRIEL SIERRA HENAO

Résumé

Cet article présente l'Américanisme comme manifestation de l'émancipation culturelle du continent américain, une émancipation conçue non pas comme rupture avec l'héritage européen mais comme exaltation du métissage culturel qui a eu lieu dans le nouveau continent. Cette idée est ici illustrée à travers l'exemple de *La Bachué* de Rómulo Rozo, l'une des œuvres majeures de cet artiste d'origine colombienne.

Mots-clés : Amérique – Métissage – Émancipation – Colombie – Sculpture.

Abstract

The Americanism as Miscegenation's Victory

This article proposes a study of Americanism as a manifestation of the cultural emancipation of America as a continent, not through the breaking with a European heritage but thanks to the exaltation of the miscegenation which took place in the so-called New World. This idea will be illustrated through the example of Rómulo Rozo's sculpture, La Bachué.

Keywords: America – Miscegenation – Emancipation – Colombia – Sculpture.

Tout au long du XIX^e siècle, l'Europe a occupé un rôle central dans l'organisation géopolitique du globe¹. Après les Indépendances (1810-1825), la volonté des nations latino-américaines naissantes de conserver des liens et des échanges avec les États du « Vieux Monde » témoigne de

¹ Gabriel Sierra Henao est un artiste et chercheur d'origine colombienne. Après avoir obtenu une double licence en Arts plastiques et Histoire de l'art à l'université de Strasbourg, il a poursuivi ses études à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans le département d'Histoire. Le présent article est issu de son mémoire de Master « L'Américanisme en Colombie dans les années 1920 » réalisé sous la direction d'Annick Lempérière et soutenu en 2017.

l'existence d'une dépendance à l'égard de l'Europe. Comme le signale à juste titre Serge Gruzinski, la vraie réussite de la conquête du continent américain n'est pas celle des terres mais de l'imaginaire collectif². Pour les nouvelles nations américaines du début du XIX^e siècle, l'Europe est l'exemple même de la civilisation, du raffinement et de la culture, au point que les révolutions du nouveau continent, vues du côté des élites locales, relèvent plus d'une volonté de se gouverner elles-mêmes que d'un désir d'émancipation envers l'Europe. Au contraire, dans les jeunes États américains, l'ascendance européenne est perçue comme une preuve de supériorité qui légitime le droit à gouverner. Pour cette raison, les études en Europe, les articles de luxe du vieux continent, et la traversée de l'Atlantique, s'imposent comme des étapes indispensables à toute carrière politique et sociale ambitieuse en Amérique.

Ce parrainage culturel de l'Europe revendiqué par les élites latino-américaines a été largement étudié. Ainsi Maria Paola Rodriguez Prada³ a-t-elle parfaitement illustré la dépendance culturelle de l'Amérique envers l'Europe. Son étude porte sur la mission diplomatique d'Antonio Zea qui, sous les ordres de Bolivar, se rend en Europe pour constituer un groupe de savants européens chargés de fonder l'École des Mines de Bogotá. Cette institution est à l'origine du Musée National de Colombie. Tout au long du XIX^e siècle, le même mécanisme se répète : tout projet d'envergure s'appuie sur une esthétique européenne et, de préférence, il doit être exécuté par un artiste européen. De sorte que l'on peut légitimement se demander : à partir de quel moment peut-on parler d'une indépendance culturelle américaine ? Comment se manifeste l'émancipation idéologique vis-à-vis de l'Europe et quelle forme prend-t-elle ?

² Serge Gruzinski, *La colonisation de l'imaginaire, sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol XVI-XVIII*, Mayenne, éditions Gallimard, 1988.

³ Maria Paola Rodriguez Prada, *Musée National de la Colombie : 1823-1830 Histoire d'une création*, Paris, L'Harmattan, 2013.

Selon Olivier Compagnon, la Première Guerre mondiale serait un moment de rupture de la dépendance américaine envers l'Europe⁴, dans la mesure où le carnage de la Grande Guerre a été perçu comme un symptôme de l'effondrement du monopole européen de la civilisation. Effectivement, la Première Guerre mondiale pousse les élites latino-américaines à chercher un nouveau modèle qui leur soit propre ; à creuser dans leur passé précolonial pour trouver dans la mythologie native la grandeur d'un peuple qui existait avant l'arrivée des Espagnols. Cependant, bien que les effets de la « guerre européenne » soient indéniables, ils s'inscrivent dans un processus qui prend sa force en amont. La Révolution mexicaine qui commence en 1910 constitue un séisme car, pour la première fois en Amérique latine, le peuple prend conscience de son pouvoir au point d'enlever par la force les rênes de l'État aux élites porfiriennes. Cet acte nous prouve une remise en question de l'hégémonie de la caste dirigeante blanche issue d'un lignage européen par les classes populaires. Mais même avant cela, cette indépendance culturelle est déjà annoncée par l'écrivain colombien José Asunción Silva comme une conséquence inévitable du développement économique de l'Amérique :

« (...) como flor de esos progresos materiales podrá contemplar el desarrollo de un arte, de una ciencia, de una novela que tengan sabor netamente nacional y de una poesía que cante las viejas leyendas aborígenes, la gloriosa epopeya de las guerras de emancipación, las bellezas naturales y el porvenir glorioso de la tierra regenerada⁵. »

⁴ Olivier Compagnon, *L'adieu à l'Europe, l'Amérique latine et la Grande Guerre*, Millau, L'épreuve de l'histoire, Fayard, 2013.

⁵ « (...) le couronnement de ces progrès matériels pourra se voir dans l'essor d'un art, d'une science, d'un roman à la saveur purement nationale, d'une poésie chantant les vieilles légendes aborigènes, la glorieuse épopée des guerres d'indépendance, les beautés de la nature et l'avenir glorieux d'une terre régénérée. »

José Asunción Silva, *Obra Completa*, Caracas, Biblioteca Ayacucho Digital, p. 145.

Même si ce texte (*De Sobremesa*) n'est publié qu'en 1925, son auteur le rédige entre 1887 et sa mort en 1896⁶ et il annonce avec exactitude ce que nous appellerons l'Américanisme. Plus qu'un mouvement, il s'agit d'une idéologie, d'un état d'esprit. L'Américanisme désigne la prise de conscience par les différents groupes sociaux du continent de la richesse qu'apporte la mosaïque culturelle du Nouveau Monde. Bien que pro-indigène, cet Américanisme revendique l'indépendance culturelle des nouveaux États du continent et non pas un retour au monde précolombien. En d'autres termes, ce nouveau modèle se centre sur l'image du métis et non pas de l'indigène, faisant du mélange culturel avec l'Europe un composant assumé et accepté. Ainsi, les modèles esthétiques précolombiens sont valorisés grâce aux nouvelles découvertes archéologiques du XIX^e siècle et à l'artisanat contemporain, héritage d'une tradition ancestrale qui oriente les recherches iconographiques. Les dieux indigènes remplacent les madones, alors que les Amérindiens n'ont jamais adoré ces divinités à travers des images. Les artistes s'inspirent du paysan, de ses attributs et des variations qu'il peut avoir d'une région à l'autre. Il s'agit d'un art qui représente l'intégralité du peuple sans se limiter aux portraits de ses élites. Suivant l'exemple de la révolution mexicaine, l'idéal américaniste entend remettre le pouvoir dans les mains du peuple. Le sculpteur hispano-colombien Ramon Barba illustre parfaitement ce propos. Dans son travail, il rejette ouvertement l'image des héros de l'indépendance qui occupent toute la place dans la sculpture monumentale colombienne au moment de son arrivée en Colombie en 1925. Pour sa part, il entreprend de tailler le portrait de la Colombie à travers le visage du paysan. Mais non pas d'un paysan illustre ou représentatif ; il modèle le buste du peuple, de tout un chacun sous les traits d'un inconnu. Donnant ainsi un visage au peuple, il le comble d'héroïsme en lui attribuant le titre de « *comunero* ». Ce sculpteur d'origine espagnole nous rappelle que la première révolte contre les autorités royales en Nouvelle-Grenade fut celle

⁶ « José Asunción Silva », escritores.org [mis en ligne le 24/10/13, consulté le 8/02/18 : <https://www.escriitores.org/biografias/221-jose-asuncion-silva>].

du peuple en 1781, et non pas celle des pairs de l'indépendance qui sont illustrés dans tous les monuments publics⁷. De sorte que chacun des bustes de Barba est aussi un hommage à tous les paysans que se sont battus sans avoir jamais eu droit à leur monument. Cette série de sculptures se nourrit de nombreuses conversations que l'artiste entretient avec Germán Arciniegas, un homme politique, historien et auteur d'un livre sur le sujet qui complète aisément le discours du sculpteur⁸. Il convient de souligner l'importance de la pluralité d'origines dans le personnage populaire, car limiter cette recherche artistique à l'indigène et à l'art indigéniste ampute l'américanisme de ce qui fait sa force et sa richesse, c'est-à-dire sa capacité à s'appropriier plus de trois siècles de colonisation espagnole, le métissage, l'apport de l'Afrique et tout le foisonnement culturel si cher à José Vasconcelos⁹. Cependant, il faut bien reconnaître que l'indigène joue un rôle majeur dans le processus de construction culturelle d'une nouvelle Amérique. Son inclusion implique un nouveau regard sur la composante précolombienne dans la généalogie des sociétés américaines. Il convient de rappeler qu'à l'époque coloniale, un huitième, voire un seizième de sang indigène peut empêcher un individu d'occuper une fonction publique. Par conséquent, avoir un regard bienveillant sur les aïeux indigènes constitue le premier pas à faire pour organiser une société qui est majoritairement métisse. L'Américanisme rompt avec cette hiérarchisation et valorise la diversité et le métissage. L'indigène occupe une place privilégiée en tant que plus vieux protecteur de ces terres, mais chacun des peuples est mis en avant. Dans cette idéologie du mélange, l'apport individuel se transforme en richesse collective.

⁷ Voir l'ensemble de monuments publics de la capitale colombienne avant 1930 : *Bogotá un museo a cielo abierto. Guía de esculturas y monumentos conmemorativos en el espacio público. Vol 1*, Alcaldía de Bogotá, 2008.

⁸ Germán Arciniegas, *Los comuneros*, Bogotá, ABC, 1938.

⁹ José Vasconcelos, *La raza cósmica, misión de la raza iberoamericana*, Madrid, Agencia Mundial de Librería, 1925.

Dans la tradition historiographique de l'art colombien, l'Américanisme a été étudié sous le titre de nationalisme. Par moments de façon péjorative pour le dénigrer¹⁰, dans d'autres cas avec fierté pour le sublimer¹¹. Dans tous les cas, ce terme est issu d'un discours qui se construit dans la période d'entre-deux-guerres avec la montée des fascismes en Europe. Le nationalisme est omniprésent dans la presse, au point que le terme finit par être utilisé d'une manière abusive et déplacée en oubliant parfois ce qu'il implique¹². Bien que la dimension nationale d'une œuvre d'art puisse apparaître *a posteriori* par l'appropriation qu'un groupe politique, ou l'ensemble d'une société fasse d'elle comme outil pour renforcer un discours identitaire, ce n'est ni l'artiste ni l'œuvre qui confèrent ce caractère « national » au moment de sa création. Seule l'appropriation progressive que le public du pays fait de l'image peut l'élever au statut de symbole de la nation. De sorte que parler d'un art nationaliste relève plus d'une appropriation politique de la production artistique (comme le fait le troisième Reich en Allemagne), que d'une esthétique recherchée de la part des artistes américanistes. D'autant plus que les artistes concernés s'inspirent de groupes régionaux ou ethniques très spécifiques qui ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la nation. Tel est le cas des chibchas pour Rómulo Rozo, des paisas pour Pedro Nel Gómez ou encore du peuple de Boyacá pour Acuña. Cependant, nous ne pouvons pas nous limiter aux attaches géographiques dans l'analyse de la pensée plastique d'un artiste, car il reste sensible à toutes les autres influences qu'il peut trouver dans son entourage. La libre circulation des artistes et des idées fait qu'il est impossible d'étudier une création plastique par des filtres géopolitiques, sans que cela élimine le facteur identitaire qu'un

¹⁰ Voir : Marta Traba, *Colombia, Art in Latin America Today*, Washington, Organization of America States, 1959.

¹¹ Alvaro Medina, *El arte colombiano de los años veinte y treinta*, Bogotá, Colcultura/Tercer Mundo, 1995.

¹² Ce que nous pouvons constater dans la « monographie du Bachué » et tous les débats qu'il génère par la suite : *Monografía del Bachué*. Lecturas Dominicales de El Tiempo, n°349, Bogotá, 15 juin 1930.

environnement particulier peut apporter à la formation artistique. Autrement dit, bien que l'artiste soit sensible à toute référence ou idée qu'il peut rencontrer dans son parcours, son éducation, sa culture et le milieu dans lequel il se développe influencent sa perception du monde. Aussi pourrions-nous dire que l'artiste est confronté dans son apprentissage à un facteur universel et à un facteur local, raison pour laquelle une étude purement locale de ses influences et de ses pratiques est aussi réductrice que lacunaire. C'est pour la même raison qu'il faut éviter dans la mesure du possible l'utilisation des raccourcis de l'histoire de l'art que sont les « mouvements » et les « écoles ». Ces concepts doivent être perçus comme des outils mnémotechniques qui facilitent l'illustration d'un exemple, mais qu'il ne faut pas appliquer comme une vérité scientifique, car un artiste est sensible à tout dans son entourage, ce qui lui permet de s'emparer d'influences très diverses. Par exemple, parler de Rómulo Rozo comme d'un sculpteur « chibchiste » limiterait son parcours artistique à ses œuvres produites à Paris et à Séville entre 1925 et 1931, en excluant toutes les œuvres de la même période qui ne répondent pas à cette esthétique, comme par exemple la *Mater Dolorosa*¹³.

Pour ces raisons, nous pouvons considérer l'américanisme davantage comme un état d'esprit collectif que comme un mouvement intellectuel ou artistique. Il ne se limite pas à une population native du nouveau continent, car comme toute idée, il est ouvert à tous ceux qui veulent bien l'adopter. Ainsi nous pouvons constater une grande proximité avec cette idéologie dans d'autres continents. Tel est le cas de la décoration du Palais de la Porte Dorée à Paris, construit pour l'exposition coloniale de 1931.

Pour mieux comprendre l'importance des échanges culturels dans le travail des artistes américanistes, nous prendrons comme exemple l'œuvre

¹³ Rómulo Rozo, *Mater Dolorosa*, ca 1929 (16 x 23 x 30 cm, bronze), collection du Musée national de Colombie, registre n° 2529.

baptisée *La Bachué*¹⁴. Si nous suivons la thèse de l'historien de l'art colombien Alvaro Medina, Rómulo Rozo ouvre la voie à l'art moderne colombien avec l'exécution de cette œuvre. La déesse de la fertilité de la civilisation chibcha dont il achève la figure à Paris en 1926, inspire le manifeste *Monografía del Bachué*¹⁵ et progressivement, tout un groupe d'artistes et d'intellectuels qui inaugurent la modernité artistique colombienne. Le rôle de *La Bachué* comme déclencheur d'un renouvellement artistique est pour la première fois signalé par Medina avec la publication de *El arte colombiano de los años veinte y treinta*¹⁶ en 1995. Avant cette date, *La Bachué* de Rozo, qui avait pourtant assuré au sculpteur sa place de décorateur du pavillon colombien à l'exposition ibéro-américaine de Séville (1929), avait disparu et elle n'était connue par les Colombiens que par les photos publiées dans les journaux. Medina inspire d'autres chercheurs comme Cristian Padilla qui continue à développer cette thèse avec son mémoire *La llamada de la tierra* publié en 2007. En 2013, un ouvrage collectif financé par l'actuel possesseur de la déesse de Rozo paraît sous le titre *La Bachué de Rómulo Rozo, un ícono del arte moderno colombiano*. Ces publications parmi tant d'autres contribuent à affermir la place de l'œuvre de Rozo, devenue dans l'histoire de l'art colombienne une pièce incontournable dans la compréhension de l'évolution artistique du pays, la preuve étant que d'abondantes interprétations de la divinité chibcha ont été réalisées par d'autres artistes colombiens¹⁷.

Pour exécuter cette sculpture, Rozo s'inspire en premier lieu de la légende de la déesse publiée par Miguel Triana dans son ouvrage sur la civilisation chibcha paru en 1922. De cet ouvrage il tire aussi les motifs

¹⁴ Rómulo Rozo, *La Bachué, diosa generatriz de los chibchas*, 1925, 16 x 23 x 30 cm, granite noir de Belgique, Collection particulière.

¹⁵ *Monografía del Bachué*, Lecturas Dominicales, El Tiempo n°349, 15 juin 1930.

¹⁶ « L'art colombien des années 1920 et 1930 ».

¹⁷ *La Bachué de Rómulo Rozo, un ícono del arte moderno colombiano*, Bogotá, editorial la bachué, 2013, p.19.

ornementaux qui y sont annexés. Dans la publication de 2013¹⁸, Alvaro Medina signale aussi l'influence de la sculpture muisca que l'artiste avait vue au Musée national de Colombie, ainsi que dans les collections précolombiennes parisiennes. Cette influence est perceptible dans la simplification du visage, le traitement géométrique des yeux et de la bouche, la parure couronnée de neuf coquilles, qui font allusion aussi bien à la féminité qu'à la fertilité et dans l'exploitation de l'image de la grenouille et du serpent, deux animaux d'importance majeure dans le langage symbolique indigène. Medina nous fait également remarquer le traitement particulier que Rozo applique aux jambes de la déesse en les transformant en deux serpents, solution utilisée auparavant par Michel-Ange pour évoquer l'expulsion du paradis au plafond de la chapelle Sixtine. L'histoire raconte que la Bachué sort de la lagune d'Iguaque quand les hommes n'existaient pas encore, portant dans ses bras un enfant qui, avec le temps, deviendra son amant et l'aidera à peupler la terre. Une fois cette mission accomplie, le couple revient à la lagune et se transforme en deux serpents qui disparaissent dans les profondeurs. Dans la partie supérieure de la sculpture, nous observons l'émergence de la déesse qui porte un bébé au-dessus de la tête. Puis, dans la partie inférieure, les jambes se transforment en deux serpents qui s'entremêlent pour nous rappeler sa disparition, à l'image de l'œuvre du maître de la Renaissance. Medina insiste aussi sur la richesse ornementale et le goût du détail qui n'est pas sans rappeler le traitement décoratif si cher à Gustave Moreau, tout en gardant un langage plus propre de l'iconographie précolombienne. Dans la même publication de 2013, Clara Isabel Botero ajoute le sarcophage de la dame Tanethep du IV^e siècle avant J.C., conservé au Louvre, aux sources d'inspiration de Rozo. À la liste d'influences cumulées par Rozo s'ajoutent les sculpteurs importants qu'il a pu fréquenter pendant son séjour en Europe, soigneusement répertoriés par Rodrigo Gutierrez Viñuela¹⁹. Tel est

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Rodrigo Gutierrez Viñuela, *Rómulo Rozo, Tallando la patria*, Bogotá, La Silueta, 2015.

le cas de son maître Victorio Macho, de Paul Landowski, d'Antoine Bourdelle et de Jacob Epstein parmi tant d'autres.

La richesse et la diversité des sources qui nourrissent la recherche de Rozo prouvent l'importance de la multi-culturalité qui caractérise sa démarche artistique, ainsi que le long processus qui fait d'une œuvre d'art un symbole national. Avec *La Bachué*, ce sculpteur initie en Colombie une recherche identitaire qui prend en compte la pluralité d'influences qui se croisent dans le continent de manière pleinement consciente et assumée. Ce métissage artistique se répand dans toute l'Amérique au début du XX^e siècle, aussi bien dans le « Mayan Revival » de la Hollyhock House de l'architecte Frank Lloyd Wright²⁰ que dans le poème « Retour à l'estancia » de Jules Supervielle.

²⁰ Eleanor Gibson, « Frank Lloyd Wright's Hollyhock House is an early example of Mayan Revival Architecture », Dezeen [mis en ligne le 6/06/17, consulté le 8/02/18 : <https://www.dezeen.com/2017/06/06/hollyhock-house-frank-loyd-wright-los-angeles-california-mayan-revival-architecture/>].

L'Alternative et La Nouvelle Alternative : Penser une « autre voie » pour l'Europe de l'Est, 1979-2007

MAHAUT CAZALS

Résumé

Les revues *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative* se sont donné pour objectif de publier des textes *samizdat* en France. De 1979 à 1989, elles sont ainsi devenues des espaces de rencontre entre dissidences est-européennes et milieux français de gauche. Cet article cherche à analyser les raisons de cet intérêt soutenu de la part d'une gauche en plein questionnement envers un Est dissident à la fois réprimé et innovant, puis radicalement transformé dans les années 1990 et 2000.

Mots-clés : *Alternative* – Dissidence – Maspero – Samizdat – Communisme.

Abstract

L'Alternative and La Nouvelle Alternative :

Thinking "Another Way" For Communist Eastern Europe, 1979-2007

From the 1970s, the two French reviews L'Alternative and La Nouvelle Alternative published samizdat from communist Europe and thus became meeting places between East European dissidents and French Leftists. This article delves into the reason of the involvement of these French activists, mainly Leftists, in this cause, just as the "popular democracies" suffered harsh criticisms.

Keywords: *Alternative* – Dissidence – Maspero – Samizdat – Communism.

Le récit historique de la chute du communisme en Europe apparaît bien souvent comme le long et inéluctable effondrement d'un système qui, sclérosé, ne pouvait se maintenir¹. Irréformables, enfermées dans leur immobilisme, étroitement surveillées par des geôliers soviétiques, les

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Antoine Marès, « De l'« Est » dissident à l'« Europe centrale » post-soviétique. Deux revues françaises face à un espace en mutation. *L'Alternative, La Nouvelle Alternative (1979-2007)* », soutenu en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

« démocraties populaires » auraient été condamnées à disparaître bien avant leur véritable disparition. Il est vrai que, sur le moment, certains épisodes de répression, celle de l'insurrection hongroise de 1956, comme celle du Printemps de Prague en 1968, ont pu renforcer une impression d'impasse, même pour des Français politiquement et/ou idéologiquement proches du communisme. Eux-mêmes se sont alors, en grande partie, convaincus qu'il n'était plus pertinent de chercher des innovations politiques dans le communisme « qui venait du froid² ». Certains se sont donc tournés vers des expériences plus lointaines et plus exotiques, comme celle de Cuba ou de la Chine de Mao.

Pourtant, jusqu'au bout, une multiplicité de trajectoires était bien en germe pour ces régimes, et il faut échapper à une vision téléologique de la fin du communisme en Europe. C'est ce que nous rappelle l'étude de deux revues, *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative*, publiées à partir de la fin des années 1970. Ces revues, si elles voient bien le jour au moment de la prise de conscience française du blocage que connaît l'Est communiste, ont à cœur de transmettre l'idée que différentes voies demeurent possibles. Au lieu de présupposer que les échecs du « socialisme réellement existant » constitueraient la preuve de l'inéluctabilité de la victoire du modèle libéral et capitaliste, les équipes des revues s'efforcent de voir à l'Est même les indices d'un renouveau, qui pourraient aller jusqu'à inspirer l'Occident. Ces « alternatives » seraient donc celles proposées par des individus et des groupes que l'on commence alors à mieux connaître en France, les dissidents³.

² Selon l'expression de Jean-Paul Sartre, dans « Le socialisme qui venait du froid », in Antonin Liehm (dir.), *Trois générations, entretiens sur le phénomène culturel tchécoslovaque*, Paris, Gallimard, coll. « Témoins », 1970.

³ Voir Barbara J. Falk, *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe: citizen intellectuals and philosopher kings*, New York & Budapest, Central European University Press, 2003, ou Harold Gordon Skilling, *Samizdat and an independent society in Central and Eastern Europe*, Oxford, Macmillan press, 1989.

L'Alternative et *La Nouvelle Alternative*, consultées à l'Institut d'études slaves, sont ici étudiées comme un témoignage des interactions entre Est et Ouest, au sein d'espaces de rencontre alternatifs. Elles n'avaient jamais fait l'objet de recherches universitaires dans leur ensemble, du premier numéro paru en 1979 jusqu'au dernier publié en 2007.

L'Alternative et *La Nouvelle Alternative* : des espaces de rencontre entre Est et Ouest

Fondée en 1978 par l'éditeur militant François Maspero, *L'Alternative* vise la reprise d'un dialogue intellectuel et politique européen libre, interrompu par l'instauration des « démocraties populaires » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La revue se donne pour objectif de soutenir les mouvements d'opposition, ainsi que les victimes de la répression dans les démocraties populaires et en Union soviétique. À cette fin, il s'agit de « donner le plus systématiquement possible des informations sur ces luttes et la répression⁴ », afin de sensibiliser le public français à ces voix menacées par la répression. Y sont donc publiés majoritairement des textes dits *samizdats*, appartenant à cette littérature « auto-éditée » (selon l'étymologie russe) clandestinement⁵. De grands noms, tels que ceux d'Andreï Sakharov, de Václav Havel ou de Jacek Kuroń, font partie des signataires. La revue relaie, de surcroît, les différentes annonces et publications de comités de soutien français en faveur des dissidents. Le raidissement du contexte est-européen dans la première moitié des années 1980, qui s'ajoute à des tensions au sein de l'équipe rédactionnelle, mettent fin au projet en 1985.

⁴ Déclaration des fondateurs de la revue *L'Alternative*, numéro 1, novembre 1979, p. 57.

⁵ Pour une description plus précise des *samizdats* publiés et des modalités de leur transfert en Occident, je renvoie à mon mémoire cité *supra*.

C'est Karel Bartošek (1930-2004), exilé tchèque, qui reprend cet objectif de transmission de la parole dissidente en lançant *La Nouvelle Alternative* en 1986. Le projet ne tarde pas à être profondément bouleversé quand, à partir des années 1988-1989, l'URSS et ses satellites connaissent des transformations politiques radicales qui conduisent, selon des modalités et des temporalités différentes, à la fin des systèmes communistes en Europe. La revue conserve néanmoins sa fonction d'espace de dialogue entre les deux Europe tout au long des années 1990 et 2000, cherchant à se redéfinir face à une Europe centrale et orientale qui connaît des réalités inédites en même temps que des phénomènes complexes de sortie du communisme. Ce nouveau contexte entraîne un certain nombre de difficultés pour la revue, dont le nombre d'abonnés demeure insuffisant et qui est soumise à de vives tensions entre ses membres. *La Nouvelle Alternative* prend fin une première fois en 1998, avant d'être relancée en 2001 par une nouvelle équipe. La nouvelle version, moins diffusée, tente de construire un dialogue Est/Ouest sur un mode universitaire avant de disparaître en 2007.

Les deux revues constituent donc des intermédiaires, des médiateurs entre deux mondes, séparés par des barrières linguistiques, géopolitiques et idéologiques qui s'effacent en partie après 1989. Elles ont le souci d'écouter directement les pensées et les paroles qui viennent de l'autre côté du Mur, faisant preuve d'une authentique curiosité pour cette « Autre Europe⁶ ».

Des revues ancrées à gauche

Quelle est la cause de cet intérêt ? Il faut, pour le comprendre, s'attarder un instant sur le profil des acteurs français engagés dans ce projet, dont

⁶ Selon le titre de l'ouvrage de Jacques Rupnik, *L'Autre Europe : crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990.

une partie, au moins, se distingue par un engagement politique significatif ancré à gauche. Ainsi, six des dix-sept membres du comité de rédaction de *L'Alternative* ont fait partie ou appartiennent encore à ce moment-là à des organisations trotskistes. Par ailleurs, à la tête de la revue, se trouve François Maspero, éditeur militant, adhérent du parti communiste français puis de la Ligue communiste⁷, surtout reconnu pour ses positions en faveur des mouvements anticolonialistes et anti-impérialistes.

La Nouvelle Alternative ne semble pas se définir par des engagements aussi clairs, mais demeure marquée par une identité de gauche, à l'image de son directeur, Karel Bartošek, un temps stalinien dans sa jeunesse, devenu dissident sans renoncer au marxisme⁸. Pour autant, il faut se garder de supposer, pour ces deux revues, un engagement collectif au sein d'une « gauche extrême », les acteurs que j'ai interrogés s'accordant à attester que les équipes à l'origine du projet ne partageaient pas tous les mêmes convictions, ni les mêmes objectifs.

Quoiqu'il en soit, cette sensibilité politique partagée par de nombreux membres des revues se traduit bien souvent par le refus de choisir entre les deux modèles dominants : le communisme soviétique et la démocratie libérale et capitaliste. La revue de Maspero le clame :

« Ceux qui en prennent l'initiative [de la revue] ne se reconnaissent, pour la plupart ni à l'Ouest dans le "système" capitaliste, ni à l'Est dans le "système" qui n'a de socialiste que le nom ; ils pensent que l'ordre mondial qui s'est établi par le concours de ces deux types de société n'est pas une fatalité⁹ »

L'Alternative, puis *La Nouvelle Alternative*, refusent largement de légitimer l'ensemble du système occidental au prétexte que son compétiteur est critiquable, et critiqué. Il s'agit donc de partir à la recherche d'alternatives échappant à la dichotomie communisme/capitaliste.

⁷ De 1955 à 1956 pour le PCF, puis à partir de 1969 pour la Ligue communiste, in François Maspero, *Les Abeilles et la Guêpe*, Paris, Seuil, 2003.

⁸ N'est ici relevée qu'une partie des engagements politiques, les plus significatifs. Pour une étude plus poussée, quoique incomplète, je renvoie à mon mémoire.

⁹ Déclaration des fondateurs, *op. cit.*

Or, le monde, ou plutôt la nébuleuse intellectuelle et politique à laquelle les revues appartiennent, se trouve en pleine remise en cause, l'éruption de l'année 1968 et le foisonnement politique du début des années 1970 s'éloignant. Alors que la gauche politique progresse, la gauche intellectuelle et militante s'engage dans une « [c]rise du militantisme, crise des repères théoriques et idéologiques¹⁰ », selon Jean-Yves Potel, figure phare de *L'Alternative*. Les milieux et intellectuels militants ne semblent pas parvenir à enrayer ni « le retour en force des idées de droite¹¹ », ni, par la suite, la construction du néolibéralisme dans les années 1980. La marge de manœuvre entre pensée capitaliste et contre-modèle soviétique paraît se réduire. Face à cette impasse, au milieu de « chemins encombrés de vieilleries déglinguées¹² », la pensée et l'action dissidentes apparaissent alors comme porteuses d'idées, de valeurs neuves et rafraîchissantes. Leur geste et leur parole attirent, bousculent, passionnent certains militants en plein questionnement.

Des revues à la recherche d'alternatives à l'Est

Le phénomène dissident apporte donc de nouvelles figures de référence à une gauche en perte de repères, mais surtout de nouvelles idées. Dépassant les concepts marxistes, les dissidents sont alors en train de réinventer la philosophie politique en retravaillant la notion de « société

¹⁰ Jean-Yves Potel, *Le soleil se couche à l'Est*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 1995.

¹¹ Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, p. 593.

¹² Jean-Yves Potel, *Le soleil se couche à l'Est*, *op. cit.*, p. 20.

civile » ou en introduisant celle d'« antipolitique » (György Konrad¹³) ou de « nouvel évolutionnisme » (Adam Michnik¹⁴).

Plus encore, si la « nouvelle lueur à l'Est¹⁵ » intéresse autant les militants français, c'est peut-être aussi que, pour certains, elle représente, paradoxalement, un espoir de sauver le socialisme. En témoignent les questions posées à certains dissidents, comme le Polonais Jacek Kuroń : « Pensez-vous que ce terme [de socialisme] ne désigne plus rien d'autre que le "socialisme réel", ou bien croyez-vous qu'il puisse encore signifier autre chose¹⁶ ? » Ou celle-ci, aux signataires de la Charte 77 et du VONS¹⁷ : « Qu'évoquent pour eux le mot socialisme, a-t-il été définitivement confisqué par le pouvoir¹⁸ ? ». La question est en fait de savoir si les dissidents, victimes d'un pouvoir qui se proclame socialiste, envisagent une voie de secours pour ce concept. Même s'il semble que le socialisme soit dévoyé à l'Est, qu'il en soit une « caricature¹⁹ », il apparaît comme nécessaire d'écouter ceux qui vivent les conséquences de cette dérive. Un lien presque organique semble, en effet, s'établir entre survie et renouvellement du socialisme occidental, d'un côté, et pensée dissidente, de l'autre. Pour espérer un renouvellement politique, il faut réunir ceux qui se battent sur place contre le « socialisme réellement existant » et ceux qui

¹³ György Konrad, *L'Antipolitique, Médiations centre-européennes*, Paris, La Découverte, 1987.

¹⁴ Adam Michnik, « Le nouvel évolutionnisme », in Pierre Kende, Krzysztof Pomian, 1956 : *Varsovie-Budapest, La deuxième révolution d'octobre*, Paris, Le Seuil, 1978.

¹⁵ Allusion à Jules Romains in *Cette grande lueur à l'Est* (1922), du cycle *Les hommes de bonne volonté*.

¹⁶ Jacek Kuroń, « Où en est le KOR ? », *L'Alternative*, numéro 1, novembre 1979, p. 20-23.

¹⁷ Le comité de défense des personnes injustement persécutées (VONS) est créé en Tchécoslovaquie en solidarité avec les signataires de la Charte 77, persécutés.

¹⁸ « Prague après le procès », *L'Alternative*, numéro 2, janvier –février 1980, p. 3.

¹⁹ François Maspero, « Notre travail », *L'Alternative*, numéro 12-3, septembre-octobre 1981, p. 4.

développent une pensée critique du capitalisme. Intégrer la parole des dissidents, c'est donc « les reconnaître (...) comme faisant partie d'une même famille de pensée et d'idéal : c'est une "chance historique" qui peut ne plus jamais se représenter²⁰ » pour une gauche en reconstruction idéologique.

Cette recherche d'un régime autre, qui s'accompagne d'une volonté de sauver le socialisme, pose la question de l'existence d'une réflexion autour d'une « troisième voie », au sens d'Ota Šik, comme un chemin entre capitalisme et communisme. La référence explicite du titre de la revue à l'ouvrage du dissident allemand Rudolf Bahro du même nom invite à épouser cette hypothèse : *Die Alternative* (1977) qui, en plus d'offrir une description critique de l'Union soviétique, se met à la recherche d'une alternative plus justement communiste. Cette « troisième voie » traverse bien l'histoire des revues, sans pour autant aboutir à un consensus, ni entre ses acteurs français, ni entre les dissidents publiés dans leurs pages.

Vers une communauté intellectuelle et politique transeuropéenne ?

L'absence de position commune sur ces questionnements contredit le désir qui s'exprime au sein des revues de faire corps, de construire une communauté transeuropéenne. En effet, la solidarité et l'écoute dont font preuve *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative* reposent sur l'idée que l'espace au-delà du Mur « n'est pas un monde "ailleurs", une "autre Europe", [mais que] c'est notre monde et notre Europe²¹ » et qu'il faut rétablir le dialogue. Pour autant, des malentendus semblent exister.

²⁰ François Maspero, « Un geste ou une politique ? », *L'Alternative*, numéro 18, septembre-octobre 1982, p. 4.

²¹ Karel Bartošek, éditorial « La vie est belle », *La Nouvelle Alternative*, numéro 1, avril 1986, p. 2.

Un entretien réalisé avec Miklós Haraszti²², co-fondateur de la revue samizdat *Beszélő* et figure centrale de la dissidence hongroise, mais également collaborateur de *L'Alternative* depuis Budapest, le montre bien. Pour lui, l'affinité mutuelle entre « dissidents » et « gauchistes » occidentaux est issue de l'expérience fondatrice commune de l'année 1968, à Paris ou à Prague, par procuration. Néanmoins, alors que son souvenir est tenace chez certains militants français, ceux de l'« Est » l'abandonnent, à ses dires, rapidement. Ces derniers renoncent ainsi au marxisme grâce auquel ils avaient construit leur critique du socialisme en place, par une comparaison entre la doctrine et sa mise en œuvre, et en viennent alors à la conclusion de Churchill selon laquelle « la démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ». De *Beszélő*, en particulier, Miklós Haraszti ne renie pas complètement l'inscription à la gauche, tout en précisant que si gauche il y a, celle-ci doit être libérale, tournée vers l'Europe et, surtout, pro-capitaliste. On mesure donc le fossé potentiel avec les profils militants que nous avons étudiés, malgré quelques passerelles qui demeurent entre les deux groupes comme l'antifascisme et l'antisoviétisme. Le dissident estime néanmoins que la revue de Maspero partage alors un autre « rêve » que le sien et celui de ses compagnons. Les alternatives que certains chercheraient à *L'Alternative* et à *La Nouvelle Alternative* n'existeraient tout simplement pas, du moins selon Miklós Haraszti.

Il existerait donc un décalage entre, d'un côté, certains Occidentaux penchés sur ce « laboratoire social extraordinaire²³ » qu'est l'Est et, de l'autre, les dissidents en majorité désireux de rejoindre un Ouest perçu comme terre de prospérité et de liberté. Or, il s'avère que la chute des régimes communistes européens au tournant des années 1990 semble permettre la réalisation de cette aspiration.

²² Entretien avec Miklós Haraszti du 22 novembre 2016.

²³ Karel Bartošek, « La vie est belle », *op. cit.*

Le tournant de 1989 : un enthousiasme certain et une certaine désillusion

S'ouvre à la fin des années 1980 une période d'espoir et d'euphorie, consécutive à la mise en place de nouveaux régimes. Un large éventail de possibles semble prendre forme, et certaines trajectoires intéressent la revue en particulier : la Pologne et Hongrie « ouvrent le processus de transition entre le système de monopole du pouvoir du Parti communiste et... un régime qui peut être très original. (...) Le "socialisme démocratique" pourra-t-il devenir une réalité dans la plus grande partie de notre continent²⁴ ? »

À *La Nouvelle Alternative*, on est tour à tour émus, méfiants, enthousiastes ou attentistes face à des États qui pourraient, éventuellement, construire des alternatives originales. C'est en tous cas un moment de soulagement et de joie partagée avec leurs compagnons de l'autre côté du Mur.

Pourtant, ce moment d'entre-deux est de courte durée, et c'est finalement le modèle de la démocratie libérale capitaliste qui est majoritairement adoptée par les pays libérés de l'emprise soviétique. Ce choix semble légitimer le modèle occidental, qui apparaît triomphant. De plus, l'altérité, autrefois fondamentale, qui permettait les échanges et les comparaisons, disparaît en partie.

Si les premières difficultés rencontrées par les régimes en transition tout au long des années 1990 maintiennent l'intérêt pour un temps, elles finissent par renforcer un sentiment d'impasse chez ceux qui espéraient encore pouvoir trouver une autre voie. Les acteurs historiques de *La Nouvelle Alternative* se retirent à la fin des années 1990, tandis qu'une génération plus jeune s'attèle à sa refondation, selon un modèle largement universitaire. Il ne s'agit plus de se pencher sur un « ailleurs » à la fois

²⁴ Karel Bartošek, éditorial, *La Nouvelle Alternative*, numéro 15, septembre 1989, p. 2.

fascinant et inspirant pour en tirer, peut-être, du nouveau, mais d'étudier des pays complexes, participant désormais à la même organisation politique, l'Union européenne. Si certains tentent, malgré tout, de sauver l'identité politique et militante de la revue, c'est le constat désabusé de François Furet qui semble dominer : après la conversion des régimes communistes européens au capitalisme, « l'idée d'une autre société est devenue presque impossible à penser (...). Nous voici condamnés à vivre dans le monde où nous vivons²⁵ ».

Si *L'Alternative* et *La Nouvelle Alternative* nous intéressent aujourd'hui, c'est parce qu'elles nous rappellent que l'Europe communiste ne saurait être résumée à l'immobilisme et à la répression. Dans ses interstices, agissaient des hommes et des femmes qui ont révolutionné la pensée et l'action politique. En tant que tels, ils ont provoqué une certaine fascination, en tous cas pour une partie de la gauche française alors en crise.

Cela ne signifie pas que tous les acteurs des revues ont, pendant toute l'histoire de celles-ci, partagé une aspiration vers une « troisième voie » inspirée de l'Est. Profils et objectifs, de fait, évoluent dans le temps et se distinguent par leur diversité. Seule une intense curiosité rassemblait les acteurs de la revue qui refusaient de voir dans l'« Autre Europe » un simple contre-modèle, un objet de répulsion. Bien au contraire, ceux-ci l'ont placée au centre de leurs actions militantes et de leur réflexion éthique et politique.

À l'heure où l'on assiste à une réécriture de la dissidence par des régimes au pouvoir gommant les pensées alternatives qui s'y sont développées²⁶ et où la période communiste demeure un « passé qui ne

²⁵ François Furet, *Le Passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont & Calmann-Lévy, 1995, p. 572.

²⁶ J'emprunte cette idée à Jessie Labov, émise lors d'une discussion portant sur ces revues, datée du 24 novembre 2016.

ne passe pas²⁷», il est profitable de se replonger dans la complexité et la diversité de cette fin du communisme en Europe.

²⁷ Pour paraphraser l'ouvrage d'Éric Conan et d'Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

France-RFA

face à l'effondrement du bloc de l'Est,
des positionnements géopolitique et scientifique différents

LOEÏZA HOTTE

Résumé

Il est connu que les puissances occidentales comme les pays du bloc de l'Est ont été pris de court par l'effondrement de l'URSS. S'interroger sur cet effet de surprise – somme toute étonnant compte tenu des signes pourtant visibles de la fin de l'Empire soviétique – fait sens, bien qu'il n'ait jamais été remis en question jusque-là. Dans ce contexte, cet article aborde les différences entre les anticipations et les réactions, d'une part, de la France et, d'autre part, de la RFA, face à cet effondrement, avant d'en expliquer les divergences.

Mots-clés : Europe de l'Est – France – RFA – Effondrement – Prospective.

Abstract

The France-RFA Facing The Collapse Of The Eastern Bloc. On the Different Geopolitical and Scientific Positions

It is known that the western powers as well as the Eastern bloc countries were surprised by the collapse of the USSR. As such, a study of this surprise – which is itself astonishing considering the visible signs of the end of the Soviet Empire – is judicious, although it has never been done before. In this context, this article will focus on the differences between the anticipations and reactions on the one hand, of France, and on the second hand, of the FRG, before explaining why they differed.

Keywords: *East Europe – France – FRG – Collapse – Prospective.*

Cet article se focalise sur l'étude comparative entre les cas français et ouest-allemand, à travers notamment la comparaison des travaux du Centre d'analyse et de prévision français (CAP) avec ceux du *Planungsstab* allemand¹. Ces deux centres étaient des organismes

¹ Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 d'histoire des relations internationales, sous la direction d'Antoine Marès, « La France face à l'effondrement du bloc soviétique : expertise et prospective

d'experts multidisciplinaires, relevant directement de leur ministère des Affaires étrangères respectif, et produisant des études prospectives et des prescriptions. Le premier a été créé en 1973 par Michel Jobert, sur le modèle du *Policy Planning Staff* américain. Ce centre devait effectuer, en coopération avec les postes diplomatiques et des experts extérieurs au ministère, des études prévisionnelles sur l'évolution à moyen et long termes d'un secteur du contexte international. À la demande du ministre, il devait analyser certains problèmes internationaux d'actualité sous tous leurs aspects (diplomatie, économique et militaire), puis évaluer les différentes options entre lesquelles ce dernier pourrait choisir. Le *Planungsstab* a quant à lui été créé en 1963, et tient exactement le même rôle que le CAP, mais pour la RFA.

Dans ce contexte, en quoi et pourquoi les réactions de la RFA face à l'effondrement du bloc de l'Est se différencient-elles de celles de son voisin direct, également pays européen membre du bloc occidental ?

Une meilleure préparation ouest-allemande aux événements de la fin des années 1980

Des anticipations justes de la part des deux pays

L'étude des archives du *Planungsstab* révèle chez les rédacteurs une bonne anticipation des événements et l'ébauche d'une prise en mains de la situation en Europe par la RFA (puis l'Allemagne réunifiée), dans ce monde en ébullition. Dans leurs analyses et leurs prescriptions, les experts de la RFA mettent à la fois en garde et rassurent l'URSS comme l'Europe, effrayées toutes deux par ce qu'elles refusent de voir arriver, à savoir la fin de la division du monde en deux blocs, face au déclin de l'URSS. Un document de novembre 1989 du *Planungsstab* issu des consultations des

française et allemande », soutenu en juin 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

CAP germano-soviétiques témoigne de la volonté d'aide de la RFA à l'URSS² :

« Nous avons cherché à souligner dès que possible les points de convergence et de concordance relativement à nos propres intérêts, conceptions et évaluations, et à atténuer les inquiétudes et les erreurs de perception des Soviétiques. [...] Nous avons l'impression que l'effet politique et psychologique des consultations sur les participants soviétiques était particulièrement important au vu de l'évolution de la situation³ ».

Ce comportement s'oppose à l'attitude craintive et discrète des Français et à la peur d'une URSS qui voit sa puissance s'étioler graduellement ; deux attitudes qui percent dans les documents du CAP et du *Planungsstab*.

Côté français, entre 1987 et 1989, les bouleversements européens sont bien prévus par le CAP, quoique parfois mal localisés et évalués. En rupture avec la traditionnelle vision de l'année 1989 comme année de tous les changements, l'étude des archives du CAP montre comment l'année 1988 avait déjà été décelée comme significative par ses experts, notamment en raison des précoces bouleversements polonais et hongrois, et du renouvellement successif des chefs d'État polonais, hongrois, et tchécoslovaque. Les observations à chaud des événements de 1988 par les experts du CAP sont donc justes et les amènent à une prise de conscience très correcte de l'état réel de la situation concernant le bilan désastreux de l'économie, l'étiollement de la foi en l'idéologie communiste

² Archives du MAE allemand, *Planungsstab* (RFA), Série B 9 (1949-1990), Vorlagen / Aufzeichnungen Planungsstabs (07/89-01/90), „Deutsch-sowjetische Planungsstabskonsultationen in Bonn, 20.11.89“, 178/529.

³ *Ibid.*, p. 2 : „Wir haben sobald wie möglich Berührungspunkte und Übereinstimmungen mit unserer eigenen Interessenlage, Konzeption und Bewertung unterstrichen und sowjetischen Sorgen und Fehlwahrnehmungen zu dämpfen gesucht [...] Wir hatten den Eindruck, dass diese politisch-psychologische Wirkung der Konsultationen für die sowjetische Seite angesichts der Lageentwicklung besonders wichtig war“.

et la montée en puissance de la dissidence et des nationalismes, *via* des revendications politiques qui ne sont pas étrangères à l'infiltration progressive du modèle occidental dans la partie orientale de l'Europe. Un exemple est une note du CAP de mars 1988 intitulée « Les évolutions récentes en Europe de l'Est », qui porte sur l'importance de la dissidence dans la zone⁴. L'accent y est mis sur la prise de conscience par les populations est-européennes de leurs déplorables conditions de vie par rapport au reste de l'Europe : « Le cloisonnement économique, politique et humain de "l'autre Europe" est de plus en plus vécu comme un anachronisme qui expliquerait le retard croissant des pays du CAEM par rapport à l'Europe de l'Ouest⁵ ».

Cette pertinence de l'analyse a pu toutefois être altérée par certains facteurs. En effet, à côté d'arguments rationnels, se trouvent dans les travaux du Centre plusieurs présupposés idéologiques, dont certains s'apparentent à une erreur d'appréciation générale quant aux intentions et aux capacités matérielles réelles de l'URSS. Ces présupposés sont ceux d'une époque, d'un milieu et d'un pays. Un exemple est la prégnance jusque très tard du fantôme de la doctrine Brejnev dans les esprits, qui apparaît comme une menace jusqu'en 1990, alors même que Gorbatchev avait officiellement annoncé la fin des interventions de l'Armée rouge dans les États satellites dès 1985, lors de sa première rencontre avec les dirigeants de l'Alliance atlantique⁶ ; la déclaration avait ensuite été confirmée en octobre 1985 à la Conférence du Pacte de Varsovie à Sofia. Ce type de présupposés révèle une mentalité alors assez répandue en France, victime à la fois du pro-soviétisme comme de l'antisoviétisme, qui ont nécessairement brouillé la vision des événements chez les

⁴ Archives du MAE, CAP, 1988-1992, Fonds 594INVA, Carton 79, N/43, « Les évolutions récentes en Europe de l'Est », 30 mars 1988.

⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁶ Svetlana Savranskaya, Thomas Blanton, Vladislav Zubok, *Masterpieces of History, The Peaceful Hand of the Cold War in Europe, 1989*, Budapest & New-York, Central European University Press, 2010, 730 p.

contemporains. Au contraire, ce filtre idéologique et aveuglant était peut-être moins important en RFA, où l'idéologie communiste était moins ancrée.

Des réactions divergentes

Face au choc et à l'effondrement d'un monde, la RFA semble toutefois garder une attitude sereine, voire empreinte d'enthousiasme et d'un certain pragmatisme. Comme nous le verrons par la suite, cette réaction mesurée et optimiste n'est pas étrangère aux intérêts géopolitiques de cet État, puisque la RFA tire nombre d'avantages de la chute du bloc soviétique, *via* les questions du retour de la RDA et de la réunification, ou encore de la modification des équilibres européens lui permettant de revenir sur le devant de la scène de l'Europe. Par ailleurs, un effet de surprise spécifiquement allemand a été relevé à travers l'étude de la littérature et des archives allemandes, plaçant la grande rupture en janvier 1990, donc plus tardivement que chez les auteurs français ou d'autres nationalités. Egon Bahr, qui a lui-même dirigé le *Planungsstab* de 1966 à 1969 et a été ministre de Willy Brandt comme d'Helmut Schmidt, pose par exemple sans hésiter dans ses *Mémoires*, le tournant décisif de la fin des années 1980 à l'origine de l'effondrement du bloc soviétique, lors de la chute de la RDA⁷.

Du côté français, il est admis que François Mitterrand aurait mal géré l'effondrement du bloc soviétique, qui l'aurait surpris. La polémique est ainsi animée par le groupe de ses partisans (Hubert Védrine, Roland Dumas, Pierre Joxe, etc.⁸) opposé à celui de ses détracteurs (Bernard Lecomte, Michel Marian, Jacques Jessel, etc.⁹). La réaction ambiguë du

⁷ Egon Bahr, *Zu meiner Zeit*, Munich, Goldmann, 1998, 606 p.

⁸ Hubert Védrine, *Les Mondes de François Mitterrand : à l'Élysée, 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, 784 p. ; Roland Dumas, *Le fil et la pelote : mémoires*, Paris, Plon, 1996, 462 p. ; Pierre Joxe, *Pourquoi Mitterrand ?*, Paris, Points, 2006, 224 p.

⁹ Bernard Lecomte, « François Mitterrand et l'Europe de l'Est : le grand malentendu », *Commentaire*, n° 75, 1996/3, p. 577-586 ; Michel Marian,

Président face au putsch de Moscou d'août 1991, tout comme son projet avorté de Confédération européenne, ont contribué à accentuer ces débats, ainsi que les critiques à son encontre. La littérature française appuie en retour l'imprévisibilité et la surprise relatives à cet effondrement, décrit par Jacques Rupnik comme « subit et imprévisible¹⁰ », tandis que François Fetjő écrit que la chute a été « surprenante, imprévisible, mais revêtue quand même de toute la parure de la fatalité¹¹ ». Selon lui, Washington, Paris et Londres défendaient un changement graduel et contrôlable, malgré les événements polonais, hongrois et yougoslaves échappant à tout contrôle. Il est intéressant de voir que Bonn n'est pas cité dans cette énumération, sans doute du fait de son positionnement géopolitique particulier.

Des intérêts géopolitiques distincts

La course aux Ostpolitik

La place de l'Europe centrale et de l'Est dans la politique mitterrandienne, et notamment sa politique officielle à l'Est à partir de 1988, peut être décrite comme ambiguë. Des théories telles que celle de « l'angle mort » élaborée par Antoine Marès défendent l'absence d'intérêt de la politique française pour cette région, validée par ce qui peut être considéré comme la polémique provoquée par la politique à l'Est de François Mitterrand à la fin

« France–Europe de l'Est : les rendez-vous manqués », *Politique Internationale*, n° 56, 1992, p. 89-101 ; Jacques Jessel, *La double défaite de François Mitterrand : de Berlin à Moscou, les faillites d'une diplomatie*, Paris, Albin Michel, 1992, 210 p.

¹⁰ Jacques Rupnik, *L'autre Europe, crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990, 384 p.

¹¹ François Fetjő, *La fin des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 1992, 560 p. ; Rupnik, Jacques, *op. cit.*

des années 1980¹². Le choix des pays visités par le président français (Tchécoslovaquie, Bulgarie et RDA, alors considérés comme les trois pays les plus réticents aux réformes de Gorbatchev), tout comme ce qui a été défini comme une politique purement verbale, rhétorique et idéaliste, ont contribué à alimenter cette polémique. Les dates, les objectifs et la mise en œuvre de cette politique sont en effet restés flous et ambivalents pour le public français et étranger.

Cependant, l'*Ostpolitik* de la RFA aurait, quant à elle, clairement débuté en 1969. À cette date en effet, à l'issue d'un processus d'adaptation, Bonn admet la nécessité d'une reconnaissance étatique de Berlin Est. Elle prend alors l'initiative d'organiser elle-même les relations avec l'Union soviétique, les États d'Europe de l'Est et la RDA. Dans les années 1970 et surtout 1980, alors que l'URSS éprouve de plus en plus de difficultés à subventionner la RDA, cette dernière se tourne encore davantage vers la RFA, dont elle devient de plus en plus tributaire. La politique envers les États d'Europe centrale et orientale débute réellement à partir de 1982, soit bien avant celle enclenchée par la France dans la même zone, et se présente comme plus efficace que celle de sa voisine. La proximité géographique, la tradition d'influence germanique en matière économique et culturelle, le facteur que constitue la RDA, et enfin l'existence de minorités allemandes notamment en Roumanie, expliquent en partie cette efficacité. À partir de là, la RFA assure un rôle de leader européen, marqué par une volonté de rassurer des Alliés qui commencent à s'inquiéter de ce succès. Peut être noté le fait que l'*Ostpolitik* et la *Deutschlandpolitik* (ou politique de réunification) étaient également reliées entre elles : elles ont eu les mêmes buts principaux, à savoir d'une part l'amélioration du sort des ressortissants de la RDA, d'autre part le développement des échanges avec l'Est et, enfin, l'extension de l'influence allemande en Europe centrale et orientale.

¹² Antoine Marès, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », in Christian Lequesne et Maurice Vaïsse (dir.), *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve édition, 2013, p. 89-105.

Le projet de reconstruction de la puissance allemande sur la scène européenne

Les enjeux de l'effondrement de l'Empire soviétique sont différents pour la RFA d'abord en ce que celle-ci y voit un moyen d'accroître sa puissance à travers le développement de la Communauté européenne, le rapprochement avec l'Europe de l'Est économiquement très intéressant du fait de l'accès à de nouveaux marchés, et notamment le rapprochement avec la RDA. En outre, contrairement à la France, l'Allemagne ne peut se permettre, au vu de son passé belliqueux et de son statut récent d'ancienne puissance impérialiste, de défendre hargneusement l'idée d'une sauvegarde de son autonomie politique, économique ou encore militaire au sein de l'Europe. C'est pour cette raison qu'elle cherche à rassurer constamment ses partenaires européens vis-à-vis de sa politique à l'Est. Dans un document datant du 18 janvier 1990 qui a pour sujet la crainte des voisins européens de la RFA au sujet de la domination économique de l'Allemagne, la RFA cherche à affirmer son inoffensivité, tout en déclarant mettre sa puissance à contribution du projet européen¹³ : la force économique des Allemands ne se laisserait pas transformer de manière schématique en influence à l'international, et ne serait en outre pas assurée sur le long terme. L'union des Allemands dans la Communauté européenne et l'économie mondiale offrirait à ses partenaires européens la sécurité que les Allemands apporteraient un poids économique et politique bénéfique et conscient de ses responsabilités dans le développement de l'Europe¹⁴.

¹³ Archives du MAE allemand, *Planungsstab* (RFA), Série B 9 (1949-1990), Vorlagen / Aufzeichnungen Planungsstabs (01/90-04/90), « Befürchtungen unserer europäischen Nachbarn über die wirtschaftliche Dominanz der Deutschen, 18.01.90 », 178.530.

¹⁴ *Ibid.*, p. 8 : „Die wirtschaftliche Stärke des Deutschen lässt sich nicht schematisch in Macht und internationalen Einfluss transformieren. Sie ist zudem nicht langfristig gesichert. Die Einbindung der Deutschen in EG und Weltwirtschaft bietet unseren europäischen Partnern weitgehende Sicherheit,

Cette idée d'indépendance et d'autonomie est au contraire chère à la France et lui assure une place originale parmi les États puissants d'Europe ; elle est en outre en plutôt bons termes avec les deux superpuissances qui dominent alors le monde. Or, le maintien du *statu quo* est pour elle un moyen d'entretenir une telle situation. C'est également la possibilité pour la France de maîtriser le développement de l'Allemagne, consciente que, dès que l'Europe de l'Est sera libérée, la puissance du voisin germanique se renforcera *via* la réunification et son arrivée sur le nouveau marché centre et est européen. L'optimisme que l'on perçoit dans les documents du *Planungsstab* apparaît donc compréhensible, en particulier face au pessimisme des documents du CAP français.

Une collaboration différente entre science et décision

Le CAP et l'administration Mitterrand

À travers l'étude des archives et l'analyse de la littérature sur le sujet, il apparaît que l'effet de surprise a davantage touché François Mitterrand et ses proches conseillers que les experts de la région de l'Europe centrale, dont nous venons d'évoquer quelques analyses.

Une des explications est donnée par Samy Cohen, selon qui « les événements qui se sont succédé depuis mai 1988 montrent que non seulement aucun rééquilibrage n'a eu lieu, mais que le retour à l'unité du système de décision s'est accompagné d'un renforcement du poids du président par rapport aux années 1981-1986¹⁵ ». Il applique également le syndrome de la présidence omnisciente à la personne de François

dass die Deutschen zusätzliches wirtschaftliches und politisches Gewicht verantwortungsbewusst in die europäische Entwicklung einbringen werden“.

¹⁵ Samy Cohen, « La politique étrangère entre l'Élysée et Matignon », *Politique étrangère*, n° 54/3, 1989, p. 487-503.

Mitterrand. Selon Samy Cohen, la faible prise en compte de l'opinion du CAP tiendrait également au fait qu'il n'a pas été conçu pour jouer un grand rôle dans la définition de la politique étrangère de la France. Dans le système politique de la Cinquième République les grandes orientations procèdent en effet du président de la République. Or, le chef du CAP ne travaille pas directement avec le Président mais avec le ministre des Affaires étrangères.

Un troisième et très important facteur est celui du manque de considération et donc de ressources financières du CAP. La méfiance de la part des autres services envers le Centre s'explique par une rivalité d'influence vis-à-vis du ministre, ainsi que de manière plus concrète par la relative jeunesse de l'organisme et par la diversité de ses membres (chercheurs, ingénieurs, militaires, etc.)¹⁶. Mais c'est avant tout sa fonction critique originelle au sein de l'administration qui a pu jouer dans son rejet. En effet, l'organisme devait au départ constituer une cellule indépendante des services, ne relevant que du ministère des Affaires étrangères, et possédant un regard critique facilité par la jeunesse de ses membres (la moyenne d'âge étant alors de 29 ans) et leur origine extérieure à l'administration. Par conséquent, sa mise à l'écart des réunions, des documents, et des ressources archivistiques de chaque direction, prive le CAP d'une bonne partie des informations récoltées par les autres services. Enfin, la force comme la renommée de cet organisme dépendent non seulement de son dirigeant, mais également du ministre des Affaires étrangères alors en place. Le ministre peut ainsi décider d'utiliser le CAP et de lui reconnaître une certaine importance, ou au contraire de le maintenir à l'écart, comme Roland Dumas semble bel et bien l'avoir fait sous notre période, en raison de la méfiance qu'il vouait au domaine de la prospective¹⁷.

Le Planungsstab et l'administration Kohl

¹⁶ Voir Loeïza Hotte, *op. cit.*, p. 78.

¹⁷ Marie-Christine Kessler, *La politique étrangère de la France : acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 498 p., citation p. 86.

En revanche, les dirigeants de la RFA et le *Planungsstab* entretenaient des relations régulières et diversifiées. La consultation des archives du centre allemand montre, notamment grâce aux tampons, que les documents sont bien transmis et reçus. Et surtout, ils sont annotés, ce qui prouve qu'ils étaient lus par le ministre ou le secrétaire d'État, et ce sans intermédiaire aucun. Les passages importants sont en outre soulignés ou signalés à l'aide d'une croix dans la marge. Le ministre ou le secrétaire d'État n'hésitent pas à donner leur avis sur le contenu du document. Les études du centre pouvaient même répondre à des demandes ou à des commandes précises du ministre. Ces dernières étaient majoritairement rédigées à des fins de prescription et d'information.

En guise d'exemple, un document datant du 18 décembre 1989, rédigé par le conférencier du conseiller de légation Rücker et le *Doktor* von Bismarck-Osten, consiste en un article pour une note de synthèse sur les « Perspectives pour les années 90 », qui est spécifié être une réponse à la demande de dernière minute du bureau du ministère. Cette demande date du 15 décembre 1989¹⁸. En trois jours donc, le *Planungsstab* a fait en sorte de répondre le plus justement possible à un thème aussi large. On peut en déduire que son travail est par conséquent efficace, et les rapports entre le demandeur et le fournisseur, bons. Le document s'adresse de ce fait directement au ministre.

En fin de compte, les prévisions des deux centres furent globalement bonnes, se démarquant de la surprise éprouvée par les populations, les intellectuels et les hommes politiques notamment français contemporains des événements. Si les réactions ont pu différer entre les deux pays, c'est entre autres que ces analyses en majeure partie pertinentes n'ont pas été utilisées de la même manière par les gouvernements français et ouest-

¹⁸ Archives du MAE allemand, *Planungsstab* (RFA), Série B 9 (1949-1990), Vorlagen / Aufzeichnungen Planungsstabs (07/89-01/90) : „Artikel für das Handelsblatt ‚Perspektiven der 90er Jahren‘, 18.12.89“, 178.529.

allemand, le second y prêtant plus d'attention et appliquant de ce fait davantage les préconisations qu'il y trouvait. La relation de nature différente entre experts universitaires et décideurs politiques, d'une rive à l'autre du Rhin, est donc l'une des raisons qui explique cette divergence de réactions et du niveau de préparation face à l'effondrement du système mondial qui dominait depuis une quarantaine d'années. Le positionnement géopolitique dissemblable de ce qui représentait alors deux puissances européennes moyennes, à l'histoire, à la géographie et aux atouts différents, face à ce phénomène historique, en constitue une autre.

Alexandre Michaud de Beuretour : des montagnes niçoises à l'oreille du tsar, récit d'une héroïsation inachevée, 1771-1841

ANNE-PRISCILLE DESBARRES

Résumé

Ingénieur et militaire sarde entré au service du tsar Alexandre I^{er}, tour à tour stratège lors de la campagne de Russie, et diplomate informel lors de la période des Congrès, Alexandre Michaud s'impose comme une figure complexe. Conseiller du tsar, protecteur indirect du Piémont, c'est encore lui qu'Alexandre I^{er} envoie auprès du pape Léon XII en 1825, négocier une réunification des Églises d'Orient et d'Occident. L'étude de sa vie nous place dans les pas d'un héros national, devenu héros de roman.

Mots-clés : Guerre d'Italie – Campagne de Russie – Alexandre I^{er} – Congrès de Vienne – Histoire et Littérature.

Abstract

Alexandre Michaud de Beuretour: From Nizza's Mountains to the Tsar's Ears. An Account of an Unfulfilled Heroism, 1771-1841

As an engineer and Sardinian Army officer in the service of Tsar Alexander I, Alexandre Michaud was a complex historical actor in his function as a strategist in the Russian campaign and informal diplomat in the Congress period. As adviser of the Tsar, and indirect protector of Piedmont, it was Michaud who Alexander I sent to pope Leo XII in 1825 in order to negotiate a reunification of the Eastern and Western Churches. Thus, the study of his life allows the tracking of the life of a national hero who eventually became a hero of novels.

Keywords: *Italian campaign – Russian Campaign – Alexander I – Vienna Congress – History and Literacy.*

Si les noms du duc de Richelieu ou de François-René de Chateaubriand font aujourd'hui référence à des figures mythiques de la période révolutionnaire et napoléonienne, d'autres font au contraire partie des oubliés de l'histoire¹. C'est le cas notamment d'Alexandre Michaud de

¹ Cet article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre du Master 2 Histoire contemporaine des Mondes étrangers et des Relations internationales, sous la direction du professeur Marie-Pierre Rey. Il s'intitule « Des montagnes niçoises à l'oreille du tsar. Le parcours d'Alexandre Michaud de Beuretour :

Beauretour, patriote sarde² au service de la Russie. Militaire de renom et diplomate de l'ombre, abondamment honoré par les tsars Alexandre et Nicolas I^{ers}, ainsi que par Victor-Emmanuel et Charles-Albert I^{ers} de Savoie à l'issue de la chute de l'Aigle, sa postérité, revendiquée pendant un siècle par des groupes sociaux divers, est aujourd'hui tombée dans l'oubli.

Pourtant, l'étude de la figure d'Alexandre Michaud présente bien des intérêts. D'un point de vue factuel, s'attacher à retracer sa vie nous replonge dans une période charnière de l'histoire contemporaine. Suivre les pas d'Alexandre Michaud conduit à affiner la chronologie des événements auxquels il a participé. Cela nous permet également de mieux comprendre le rôle de différents acteurs majeurs de la période, qu'il a eu la chance de côtoyer ; mais également de plonger dans un quotidien qui nous livre de très belles pages d'histoire culturelle et militaire. D'un point de vue méthodologique, étudier une telle figure implique de retracer la manière dont s'est construite l'historiographie des Congrès en Italie. Cette étude présente par ailleurs un corpus de sources riche, de nature variée, en partie inexploitées³. D'un point de vue de chercheur et de citoyen, enfin, la

mythes, réalité et constructions identitaires (1771-1841) », et a été soutenu en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

² La Maison de Savoie se voit offrir le trône de Sardaigne en 1720. Les écrits de l'époque montrent l'importance que revêt l'acquisition de ce titre royal pour les Savoie-Piémont, du fait qu'il les place dès lors au même rang que les plus grands souverains d'Europe sur le plan symbolique. Cette fierté du titre royal se retrouve en filigrane dans de très nombreuses archives du XIX^e siècle. Le terme « sarde » y désigne les sujets de la Couronne sarde – c'est-à-dire de la Maison de Savoie – de manière générale, et s'applique en conséquence à de très nombreux Savoyards, Niçois ou Piémontais d'origine.

³ Ces sources se composent de correspondances privées de la famille Michaud (Fonds Riley) et de documents officiels du début du XIX^e siècle conservés à l'AMAE, au SHD en France ; à l'AMB, l'AVPRI, le GARF, le RGIA, le RGVIA et à la RNB en Russie ; aux archives de Corfou en Grèce ; à l'Archivio di Stato de Turin ; ainsi qu'aux archives vaticanes. À cela viennent s'ajouter des biographies de Michaud datant du milieu du XIX^e siècle, les mémoires et les correspondances de proches du général – comme celles de Langeron, de Maistre, ou de l'Abbé Lanteri –, des ouvrages d'instruction militaire du XIX^e siècle ; des œuvres littéraires – romans et pièces de théâtre, dont *Guerre et*

disponibilité sociale du souvenir d'Alexandre Michaud nous pousse à interroger la manière dont le collectif s'empare d'une individualité, et l'usage qu'il en fait.

Entre héros et homme ordinaire : un parcours transversal dans l'Europe du XIX^e siècle

Alexandre Michaud de Beaufort, illustre inconnu

Né en 1771 à Nice, Alexandre Michaud entend très tôt l'appel des armes, et se forme au métier d'ingénieur militaire. Prenant la tête d'un groupe de 300 miliciens piémontais lors de l'invasion de Nice par les armées révolutionnaires françaises en 1792, il intègre l'armée austro-piémontaise en 1793. L'échec retentissant de cette dernière et la conquête progressive de tout le Piémont par les troupes françaises le poussent à fuir Nice. Il rejoint sa famille à Turin après la bataille de Marengo du 14 juin 1800, puis franchit les lignes ennemies afin de rejoindre Charles-Emmanuel IV de Savoie à Rome, pour lui offrir ses services. Là, ses talents d'ingénieur ainsi que ceux de son frère Louis sont repérés par des envoyés du tsar. Souhaitant poursuivre la lutte contre les armées révolutionnaires là où s'étaient déplacés les combats, les deux frères intègrent les armées russes en 1805. Alexandre Michaud est envoyé sur le Danube et en Crimée entre 1806 et 1810, puis sur le front russe à proprement parler en 1812, lors de la Campagne de Russie. Il se distingue notamment au siège de Drissa⁴. Conseiller militaire de Koutouzov, il est celui qui annonce à Alexandre I^{er} la perte de Moscou le 14 septembre 1812, ainsi que la

Paix de Tolstoï –, et des articles de presse. Ces sources manuscrites sont complétées par de nombreux documents iconographiques – cartes, tableaux et bas-reliefs – provenant des Archives de Cour de Turin, du Musée du Risorgimento de Turin, du Musée de la Guerre patriotique de 1812 de Moscou, ou de la galerie Tretiakov, ainsi que de collections privées.

⁴ Aujourd'hui Verkhniadzvinsk.

première victoire russe sur Napoléon I^{er} à Winkovo. Certains lui attribuent même la tactique de la Bérézina⁵. Devenu aide de camp du tsar en novembre 1812, Michaud reçoit l'honneur d'annoncer à Victor-Emmanuel I^{er} la nouvelle de son rétablissement sur le trône sarde. Michaud s'improvise également diplomate, en défendant les intérêts du Piémont au traité de Paris et de Vérone. Confident d'Alexandre I^{er}, il est chargé en 1825 d'annoncer au Pape la volonté du tsar de rapprocher la Sainte Russie et le Saint Siège. Certains historiens de l'époque vont même jusqu'à soutenir qu'il s'agissait là d'organiser la conversion du tsar ou de son empire à la foi catholique. Michaud quitte le service de la Russie en 1829, et se retire à Nice, auprès de sa famille, puis en Sicile, où il s'éteint le 22 juillet 1841.

Une plongée dans un quotidien révolu

Alexandre Michaud joue donc un rôle non négligeable dans l'histoire de Nice, du royaume de Sardaigne, de la France et de la Russie, et ce à des périodes charnières. Plonger au cœur de la correspondance d'Alexandre Michaud, c'est se mettre dans les pas d'un ingénieur militaire, qui nous livre le quotidien de la guérilla⁶ menée par les Piémontais contre les armées françaises dès 1792. Le récit d'Alexandre Michaud nous fait voir l'armée russe d'Alexandre I^{er} par les yeux d'un étranger. On découvre avec lui une réalité bien éloignée du *topos* de l'officier russe, jeune et insouciant, libéré de toute contrainte financière, et passant ses soirées à boire de la vodka jusqu'à l'ivresse⁷. Avec Michaud, c'est le portrait d'un officier pauvre qui se dresse devant nous. Sa correspondance privée, ses biographies,

⁵ Sébastien Cagnoli, « Du Paillon à la Moskova – Histoire et légende d'Alexandre Michaud de Beauretour, officier niçois et diplomate », intervention dans le cadre du colloque international « Guerres et Paix », Nice, novembre 2012.

⁶ Michel Lafelice, *Barbets ! : résistances à la domination française dans le pays niçois*, Nice, Serre Éditeurs, 1998, p. 96 et suivantes.

⁷ Christopher Duffy, *Russia's Military Way to the West: Origins and Nature of Russian Military Power 1700-1800*, Londres, Routledge Kegan & Paul, 1882, p. 147.

ses dossiers militaires nous font découvrir l'âpreté des missions en solitaire, les jeux d'argent des campements, la structure paternaliste de l'armée russe, et le patriotisme brûlant des soldats dont il a la charge⁸.

Étudier la figure d'Alexandre Michaud implique de se pencher sur l'insertion des émigrés et des catholiques au sein de la cour russe. Le général nous fait ainsi prendre conscience de la difficulté de faire prévaloir ses idées, dans un contexte de forte tension entre le « parti des Allemands⁹ », et celui des Russes de souche. Michaud nous rend à même de mieux saisir l'ampleur des ramifications des réseaux émigrés et catholiques à la cour, et du grand pouvoir d'influence qu'ils exercent auprès du tsar.

Ces difficultés d'intégration n'empêchent pas Alexandre Michaud de se dire « Russe de cœur, quoique étranger¹⁰ », et de porter une affection et une admiration réelle à la Russie. Loin de dresser un tableau volontairement exotique, Michaud livre dans ses lettres des parcelles de son quotidien, véritables aperçus anthropologiques. On le voit ainsi tour à tour évoquer une recette de cuisine typique¹¹, rapporter à sa famille la méthode de découpe de la glace sur le bord de la Néva, ou se faire le guide des usages russes en matière de politesse, d'étiquette ou de lois. Ces lettres sont donc le parfait contrepoint de l'étonnement ravi et superficiel souvent caractéristique des récits de voyages de l'époque.

⁸ Anastasie Paoletti de Rodoretto, *Coup d'œil sur la vie de S. E. le comte Alexandre Michaud de Beauretour*, Turin, Éditions J. Baglione et C., 1869., p. 61-70.

⁹ Nom donné aux officiers étrangers entrés au service de la Russie.

¹⁰ Военский К. А., *Две беседы полковника Мишо с императором Александром [Deux entretiens du colonel Michaud avec l'empereur Alexandre en 1812]*, Saint-Pétersbourg, Типографш Мивистерства Внутреннихъ Дел, 1907, 32 p.

¹¹ (*et suivantes*) Lettres d'Alexandre Michaud à ses proches, 1825-1834, Saint-Pétersbourg, Fonds Riley.

À sa fascination pour la culture populaire s'ajoute celle qu'il éprouve devant les fastes de la cour. Michaud décrit les bals masqués typiques de la cour, la salle de bal illuminée, les polonaises endiablées et la promenade aux flambeaux. Ce qui le subjugué le plus reste cependant la démonstration de la puissance militaire qui semble être au cœur des fêtes du règne d'Alexandre I^{er}, et la manifestation de l'attachement du petit peuple russe à son tsar. Au travers des lignes d'Alexandre Michaud, c'est également le tsar Alexandre I^{er} que l'on saisit, dans l'intimité de l'amitié qu'il entretient avec Michaud.

Miroir inversé de son temps ?

En apparence, la vie de Michaud est tout sauf révélatrice des grands mouvements de son époque, qui s'avèrent déterminants par la suite. La possibilité d'embrasser la modernité en marche lui est perpétuellement offerte, et pourtant, Michaud choisit systématiquement l'ordre ancien. Étudier le parcours d'Alexandre Michaud implique donc de combattre la tentation téléologique, et nous amène à relativiser ainsi le caractère évident et nécessaire du parcours de ses contemporains.

À l'inverse, tout en appréhendant les nouveautés de sa période avec des catégories anciennes, Alexandre Michaud fait parfois preuve de grande modernité, tant par son positionnement en faveur de revendications d'avant-garde – notamment en ce qui concerne la condition féminine –, que par son réemploi de notions, tirées d'un contexte révolutionnaire, dans un contexte légitimiste. Son vocabulaire lui-même est involontairement contaminé par les « idées nouvelles ».

Alexandre Michaud est donc le miroir à la fois inversé et fidèle de son époque. Inversé, car il va à l'encontre de la publicité du politique qui s'ouvre avec la Révolution française¹². Fidèle, car il nous rapporte avec minutie la vie quotidienne d'un ultramontain fidèle à son roi, tout en se faisant le reflet des grands changements de mentalités qui s'opèrent à son époque.

¹² François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1985, *passim*.

Un acteur de second plan et un témoin de premier ordre

Marcher dans les pas d'Alexandre Michaud, c'est également avoir accès au déroulé précis de grands événements de l'histoire au travers des yeux de contemporains.

La correspondance de Michaud et les mémoires de ses compagnons nous révèlent ainsi le détail du jeu d'influences qui se tisse au sein de l'état-major russe, mais également les hésitations, les erreurs, les manquements qui ont accompagné les grandes décisions stratégiques. La stratégie militaire y perd son côté lisse et désincarné ; et les victoires, leur côté évident. On apprend ainsi que c'est à Michaud que l'armée russe doit de ne pas avoir été écrasée définitivement au camp de Drissa, dès juillet 1812. On découvre avec lui le désarroi d'Alexandre I^{er} lors de l'incendie de Moscou, mais également sa fermeté sur le champ de bataille et son degré de proximité avec ses généraux.

Il en va de même pour la période des traités – ceux de Paris – et des congrès. Avec Michaud, c'est le fonctionnement de la machine diplomatique qui se met en branle sous nos yeux. On le voit ainsi être sollicité par la diplomatie piémontaise pour influencer le tsar en faveur de la couronne sarde, alors que le corps diplomatique sarde est en apparence absent des débats aux Congrès. Michaud réussit ainsi à faire modifier *in extremis* le texte du premier traité de Paris, après avoir réussi à convaincre le tsar de son iniquité. Ce haut fait rend au royaume de Sardaigne son intégrité territoriale, en lieu et place d'une spoliation annoncée. Cela vient s'ajouter à deux autres interventions majeures d'Alexandre Michaud auprès d'Alexandre I^{er}, en 1814 puis 1822. Il obtient de lui le maintien de Charles-Albert, l'héritier légitime du Piémont sur le trône sarde, à des périodes où

ce dernier menaçait de passer aux Habsbourg. Ainsi, indirectement, c'est à Michaud que le Piémont doit d'avoir eu la puissance requise et le dirigeant adéquat pour réaliser l'unification italienne, en la personne de Victor-Emmanuel II, fils de Charles-Albert I^{er}.

Enfin, suivre les pas d'Alexandre Michaud entraîne des découvertes : on apprend ainsi qu'il est secrètement chargé par le tsar d'une mission exploratoire de rapprochement, voire de fusion, des Églises d'Orient et d'Occident, en décembre 1825, quelques semaines à peine avant le décès inattendu d'Alexandre I^{er}.

Alexandre Michaud ; entre oubli et réappropriation

Une figure tombée dans l'oubli ?

Que reste-t-il donc de la mémoire d'Alexandre Michaud aujourd'hui ? Fort peu de choses en réalité. Une place des faubourgs niçois, nommée en son honneur, quelques biographies et quelques articles de presse (de 1860 à 1914), des tableaux exposés à Turin et Saint Pétersbourg, un nom, dans *Guerre et Paix*, et un écho flou dans la mémoire de Niçois poursuivant le combat du général, à savoir la promotion des intérêts particuliers de Nice, qui s'ancrent dans un attachement passionné à la terre et la certitude de l'unicité de sa culture. Nous sommes donc loin du héros, adulé par les foules, dont la mort signe l'accès à une gloire éternelle, transmise de génération en génération. Comment expliquer que de si hauts faits n'aient pas contribué à la gloire incontestée de leur auteur ?

La mémoire de Michaud : entre usages et rejet

Un premier début d'explication vient du fait que cette mémoire est partielle. À la modestie proverbiale d'Alexandre Michaud et à la promesse qu'il tint de garder des secrets jusque dans la tombe s'ajoute tout un panel de sources perdues, détruites ou censurées. Cet anonymat s'explique également par la coexistence de récits contemporains mensongers, ou

volontairement flous, comme ceux du Marquis de Paulucci, ou du baron Karl Wilhelm von Toll, qui s'attribuent les mérites de Michaud.

Malgré cela, une idéalisation du personnage s'opère en Russie, en Italie, et à Nice. Le souvenir de Michaud est reconfiguré à de nombreuses reprises, afin de trouver un écho dans des contextes sociaux et culturels distincts. Dans chaque pays, c'est un Michaud distinct qui émerge peu à peu. Cependant, si cette étape d'idéalisation est atteinte, la figure de Michaud ne fait pas l'objet d'une commémoration à l'échelle de toute une société. Ce problème de diffusion de la mémoire d'Alexandre Michaud, indépendante de la diffusion matérielle abondante de ses biographies, nous conduit à poser la question sous un autre angle : pourquoi les autorités politiques ne se sont-elles pas emparées de cette vie comme d'un symbole, alors même qu'elle sert leurs intérêts – du moins en apparence ?

À y regarder de plus près, manier la mémoire d'Alexandre Michaud s'avère à double tranchant, quel que soit le pays considéré. Trop de figures différentes de Michaud se font concurrence, ce qui nuit à l'efficacité d'une seule d'entre elles. Pour le gouvernement italien, le fidèle serviteur est avant tout un ultramontain convaincu, au moment même où l'unification italienne requiert encore l'appropriation par l'Italie des États pontificaux. Par ailleurs, avant même 1848 et le début de l'unification italienne, l'entretien de la mémoire de Michaud entre en conflit direct avec la politique d'oubli de l'épisode révolutionnaire pratiquée par le gouvernement piémontais. Du point de vue russe, Alexandre Michaud est un vaillant général, dont l'action a contribué à la défaite sur Napoléon I^{er}. Il n'en reste pas moins un catholique piémontais, à une période – celle des règnes de Nicolas I^{er} puis d'Alexandre II – où le pouvoir assimile la russité à l'orthodoxie. En France, la mémoire d'Alexandre Michaud est dérangeante, car elle rappelle à qui veut l'entendre que Nice n'a pas toujours été française. En ce qui concerne les catholiques – et en particulier les catholiques russes –, ces derniers ont tout intérêt à diffuser la mémoire de la mission d'Alexandre Michaud auprès du pape afin d'alimenter les rumeurs sur la conversion d'Alexandre I^{er} et de renforcer la légitimité de

leur cause. Néanmoins, il n'en va pas de même du Vatican, pour qui la valorisation officielle de cette mémoire aurait entraîné des complications dans ses relations diplomatiques avec Saint-Pétersbourg. Enfin, la raison pour laquelle la mémoire d'Alexandre Michaud n'est pas commémorée à grande échelle résulte également de la publication de ses biographies à un moment où la société n'est plus réceptive à ce que Michaud symbolise. Les cadres littéraires qui présentent son histoire se ressentent des derniers codes en vogue au XIX^e siècle, mais les notions que ses biographes lui font défendre appartiennent à un temps révolu.

Il ne reste plus alors qu'une mémoire partielle, celle des groupes sociaux défendant leurs intérêts au travers de la figure de Michaud : la famille, partagée entre désir filial d'entretenir la mémoire et volonté de se rappeler au bon souvenir de leur souverain¹³ ; et quelques Niçois, opposés à l'annexion du Comté de Nice par la France, et promoteurs d'une identité locale forte ; qui puise sa légitimité dans une histoire glorieuse, indépendante et particulière. Enfin, on pourrait citer ici à nouveau les groupes catholiques militant en faveur d'une conversion universelle au catholicisme – et d'une confession de la Russie en particulier. L'affaiblissement de la mémoire de Michaud n'est que la conséquence de l'affaiblissement progressif de ces groupes sociaux face au pouvoir politique, et de l'affaiblissement de l'écho que trouvent au sein de la société les enjeux dont Michaud est porteur.

De l'individuel au collectif en passant par la littérature

La mémoire d'Alexandre Michaud s'est donc vidée progressivement de son contenu politique. Le processus d'héroïsation initié, stoppé en cours de route, laisse en suspens une figure publique, sans valeurs qui lui soient fermement associées. Disponible à toute réappropriation, réinvestie par

¹³ Victor-Emmanuel I^{er} de Savoie (1802-1821), Charles-Félix de Savoie (1821-1831), Charles-Albert I^{er} de Savoie (1831-1849), Victor-Emmanuel II (1849-1861).

des sensibilités diverses, la personne d'Alexandre Michaud est aujourd'hui devenue personnage de théâtre¹⁴, et le héros national, un héros de roman¹⁵.

Détachée de son contexte d'origine et réinvestie par une nouvelle génération ou une nouvelle société, la figure d'Alexandre Michaud remplit alors les critères dont Barthes se sert pour définir le héros¹⁶, et atteint du même mouvement un paradoxal anonymat. La collectivité récupère ainsi des « enveloppes » héritées du passé, tissées de mémoire et d'histoire, que l'oubli dévide peu à peu, jusqu'à ce que notre propre individualité ait suffisamment de place pour s'y couler à nouveau. Il ne nous reste donc plus qu'à relire une nouvelle fois la vie d'Alexandre Michaud, en gardant en tête qu'il ne s'agit pas d'opposer la fiction et l'histoire autour de la représentation de la réalité empirique des faits passés, mais plutôt de montrer comment la littérature permet de penser l'historicité de l'expérience humaine dans son rapport au temps, à l'attente, à la guerre ou à la mort¹⁷.

¹⁴ Hervé Barelli, *Doun van béure li bestia*, Nice, Serre, 2013.

¹⁵ Jean-Marie et Maurice Rainaud, *L'ombre d'un rêve*, Paris, l'Harmattan, 2016 ; Lev Tolstoï, *Война и мир [Guerre et Paix]*, trad. Boris Schloezer, Paris, Gallimard, 1972 [1869].

¹⁶ Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1970.

¹⁷ Étienne Anheim, Antoine Lilti, « Introduction », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 2, 2010, p. 253-260.

Servir les intérêts français en plein chaos révolutionnaire Étude des attachés militaires en Russie, 1916-1920

ARTHUR BENETEAU

Résumé

Durant la Grande Guerre, la France envoie en Russie des attachés militaires afin d'épauler l'armée russe face au défi militaire commun que représente l'Allemagne. Ces officiers français vont être à leur insu les témoins, les acteurs mais aussi les victimes de séismes politiques et sociaux qui vont brutalement jeter l'immense territoire tsariste dans une guerre permanente de sept ans. L'étude de ces hommes d'exception montre qu'ils sont les forces privilégiées de l'État-major français à l'étranger et des acteurs à part entière des relations franco-russes.

Mots-clés : Attachés militaires – Révolution russe – Intervention étrangère – Guerre civile russe – Relations franco-russes.

Abstract

To Serve French Interests In a Revolutionary Chaos. A Study of the French Military Attachés In Russia, 1916-1920

During the Great War, France sent military attachés in Russia in order to support the Russian army against the common military challenge that was Germany. These French officers would unwittingly be the witnesses, the performers but also the victims of political and social earthquakes, who would throw the immense tsarist territory into a permanent war of seven years. The study of these exceptional men illustrates that they were the favoured tools of the French military Staff for foreign purposes and as full-fledged actors of the French-Russian relations.

Keywords: *Military attachés – Russian revolution – Foreign intervention – Russian civil war – French-Russian relations.*

Depuis la signature de la convention militaire franco-russe de 1883, la France envoie en Russie un nombre croissant d'attachés militaires en Russie sous la forme de missions militaires variées¹. Un attaché militaire

¹ Le présent article est tiré du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Marie-Pierre Rey, « Des hommes d'exception au service de la France : étude des attachés militaires français en Russie durant la Première Guerre mondiale et la Guerre civile russe (1916-1920) », soutenu en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

désigne à l'origine un officier supérieur chargé d'assister les ambassadeurs sur les questions militaires et techniques. La fonction apparaît au début du XIX^e siècle en France sous le règne de Napoléon I^{er}², puis en Autriche, et se popularise dans tous les autres états-majors européens avec la technicisation du savoir militaire et la multiplication des conflits entre États-nations sur le continent tout au long du siècle. Dépendant localement de l'ambassadeur mais rattaché au ministère de la Guerre, l'attaché militaire français acquiert peu à peu son autonomie vis-à-vis des autorités civiles, comme en témoigne la formation de missions composées uniquement de figures militaires et ne rendant compte qu'au ministre de la Guerre lui-même, exacerbant par la même occasion la rivalité entre l'ambassadeur et l'attaché militaire à l'étranger. C'est ainsi que se dessine en France une nouvelle élite constituée d'hommes choisis avec soin et prenant le pas sur l'ancienne aristocratie militaire française.

La figure des attachés militaires, peut-être du fait de l'ambiguïté de leur statut, n'a été que très peu étudiée jusqu'à aujourd'hui. Mis à part l'ouvrage d'Alfred Vagt³, le mémoire de Florence Pain⁴ et un article de Maurice Vaïsse⁵, qui traitent spécifiquement de ces hommes d'exception, les attachés militaires ont toujours été abordés dans le cadre beaucoup plus large d'une histoire diplomatique, qui ne s'est que marginalement intéressée aux individus mêmes, à leurs parcours personnels, à leurs attitudes et logiques d'actions. Si Anne Hogenhuis-Seliverstoff évoque à plusieurs reprises les attachés militaires français dans son étude des relations franco-soviétiques⁶, ces derniers ne sont pas les héros de son

² La désignation anglaise de cette fonction, « *military attaché* », témoigne de son origine française.

³ Alfred Vagt, *The military attaché*, Princetown, Princetown University Press, 1967.

⁴ Florence Pain, « Les attachés militaires français : acteurs de la politique étrangère de la France ? », mémoire soutenu à l'université Paris 1, 1997.

⁵ Maurice Vaïsse, « L'évolution de l'attaché militaire en France au XX^e siècle », *Relations Internationales*, n° 32, 1982, p. 507-524.

⁶ Anne Hogenhuis-Seliverstoff, *Les relations franco-soviétiques, 1917-1924*,

récit, qui se veut plus global. Dans une démarche opposée, le but de cet article est de mettre en avant le rôle particulier qu'ont joué les attachés militaires français dans l'évolution des relations franco-russes en devenant un instrument privilégié de la politique extérieure française en Russie puis en Europe médiane. En conséquence, les sources utilisées seront principalement celles émanant des attachés militaires eux-mêmes, sous la forme de rapports et télégrammes, disponibles au Service Historique de la Défense (SHD).

Dans cet article, nous nous concentrons sur les attachés militaires français en tant que producteur de discours. En conséquence, cet article sera structuré autour de trois axes principaux. Le premier s'attachera à présenter les attachés militaires français de notre récit *via* une étude prosopographique de huit d'entre eux. Le deuxième axe s'intéressera à la manière dont les attachés militaires français s'informent en Russie, et le dernier axe insistera sur les discours contenus dans les rapports des attachés militaires et leur influence certaine sur la diplomatie française et la dégradation progressive des relations franco-russes.

Des hommes d'exception choisis avec soin par l'État-major français

Les militaires français envoyés en Russie doivent répondre à trois objectifs. D'abord ils représentent l'armée française auprès de l'état-major russe, la *Stavka*, et forment ainsi le fer de lance de la collaboration militaire franco-russe. Cette collaboration s'accomplit dans l'objectif d'aider à la modernisation du matériel et de l'organisation tactique russe, jugés obsolètes par l'état-major français, tout en veillant à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures russes, un subtil jeu d'équilibriste souvent remis en cause. Enfin, les attachés militaires français, par leur position sociale élevée et la dignité de leur fonction, représentent aussi la France dans ses

intérêts et son honneur à l'étranger. Ainsi, ils doivent faire la preuve de leur expertise dans la science militaire, de leur autonomie dans leur action quotidienne et maîtriser les codes sociaux en usage dans les hautes sphères de la société européenne. Ils sont donc choisis avec soin. Les archives du SHD conservent les dossiers d'état civil des officiers supérieurs français – certificat de naissance et de décès, état des services, livret militaire, certificats d'études, etc. – et permettent ainsi de reconstituer avec précision les carrières militaires individuelles de chaque officier français. Nous pouvons ainsi dresser une prosopographie basée sur un échantillon de huit officiers supérieurs, choisis en fonction de leur importance dans notre récit et leur poids dans les sources utilisées. Il s'agit, par ordre chronologique, d'Alphonse Lavergne (1844-1921), Pierre de L'aguiche (1859-1940), Henri Berthelot (1861-1946), Maurice Janin (1862-1946), Ernest Etiévant (1866-1941), Henri Niessel (1866-1955), Jacques Gabriel Langlois (1874-1934) et Édouard Chapouilly (1881-1950).

Ces militaires partagent des similarités sociales qui aident à dresser un portrait-type de l'attaché militaire français. Ils sont tous issus de familles de traditions militaires et suivent presque tous la même carrière militaire que leur père, que ce soit dans le choix de l'école militaire ou le corps de spécialisation. Les attachés militaires sont soit issus de la noblesse militaire française (Pierre de L'aguiche, Maurice Janin, Jacques Langlois), soit un produit de la méritocratie ascendante française à l'œuvre dans l'armée. Ils se divisent entre les saint-cyriens et les polytechniciens mais passent tous à l'École Supérieure de Guerre à l'âge de trente ans, qui forme les officiers généraux et d'État-major et dessine les carrières militaires à venir. Cette exigence de posséder un grade d'officier élevé fait que la plupart des attachés militaires de notre étude ont dans la cinquantaine, à l'exception d'Alphonse Lavergne, doyen du groupe à l'âge de 72 ans, et d'Édouard Chapouilly, âgé de seulement 35 ans. Cependant, ces officiers se différencient aussi par leurs parcours et leurs personnalités propres qu'il est intéressant de noter. Ils ne partagent pas la même expérience du combat : si De L'aguiche n'a jamais expérimenté le feu,

Lavergne est quant à lui un vétéran de la guerre de 1870 qui a participé à la répression communarde tandis que Etiévant et Niessel sont tous les deux blessés sur le champ de bataille. Le rapport à la Russie n'est pas la même entre les attachés militaires : Maurice Janin est attaché au service de l'Empereur en 1896 et restera très proche de lui jusqu'à sa mort⁷ ; en revanche Henri Berthelot, Ernest Etiévant et Alphonse Lavergne ne sont *a priori* pas familiers avec la culture russe et sa langue. Enfin, il est intéressant de noter que les deux attachés militaires désignés spécifiquement pour former des soldats et redresser les armées nationales – il s'agit ici de Berthelot en Roumanie et de Niessel en Russie – ont été formés dans leur jeunesse par l'expérience coloniale.

De toutes ces considérations, nous pouvons dès lors distinguer deux types d'attachés militaires, l'attaché militaire-diplomate et l'attaché militaire-commandant. Le premier, auquel on peut rattacher L'aguiche, Janin et Langlois, est d'origine sociale élevée, polytechnicien, maîtrise avec aisance les langues et possède une culture et une éducation très développées. L'attaché militaire-diplomate, souvent rattaché à une ambassade, se distingue par son tact, sa modestie, sa sociabilité mondaine et a pour principale fonction de récupérer des informations de valeur auprès de grandes personnalités alliées ou ennemies sans se déconsidérer à l'étranger. Ce type d'attaché militaire, « vieille école », a tendance à être remplacé par celui de l'attaché militaire-commandant. Issu de la méritocratie française, ce dernier est souvent saint-cyrien et est salué par ses supérieurs pour son esprit militaire développé, c'est-à-dire sa capacité à commander des hommes et leur esprit d'initiative sur le terrain. Rattaché à une mission militaire dont il prend la direction, l'attaché militaire-commandant hérite souvent d'objectifs ambitieux et d'intérêt national,

⁷ Selon Maurice Janin, l'Empereur l'appelait publiquement « mon ami le général Janin » et le tsarévitch le gratifiait d'un affectueux « Papa ». C'est d'ailleurs le général Janin qui ramènera les ossements de la famille impériale en France. Voir Maurice Janin, *Ma mission en Sibérie, 1918-1920*, Paris, Payot, 1933, p. 301-305.

comme le général Berthelot qui remet sur pied l'armée roumaine après la débâcle militaire roumaine de l'automne 1916, où le général Niessel chargé de restaurer la discipline dans l'armée russe après l'échec de l'offensive Kerenski de juin 1917.

S'informer en territoire étranger : les sources utilisées par les attachés militaires

Leur principale préoccupation au quotidien est d'abord de s'informer. Les rapports des attachés militaires sont dans leur grande majorité très descriptifs et relatent sous la forme d'un plan en trois parties – situation militaire ; politique ; économique – ou d'éphémérides ce qu'ils ont vu et ce qu'ils ont fait durant leur séjour en Russie. Bien entendu, ces rapports sont aussi l'occasion pour ces hommes de se mettre en valeur en justifiant leurs actions en Russie tout en donnant leur point de vue sur la situation militaire et politique russe. Il nous faut alors nous interroger sur la méthodologie des attachés militaires français dans leur recherche d'informations, c'est-à-dire interroger l'origine de leurs sources et la manière dont ils les traitent. Les attachés militaires se renseignent d'abord par eux-mêmes, ils suivent les événements à Petrograd au jour le jour et font régulièrement des voyages sur les différents fronts russes pour voir et s'informer auprès des officiers russes de la situation militaire et sociale dans les tranchées. Dans le cas où l'attaché militaire ne peut vérifier lui-même un fait, il se raccroche aux rapports des autres attachés militaires ou bien à la presse écrite russe, voire à la rumeur de la rue. Or, les journaux russes s'informent en partie par les journaux de propagande français ou alliés financés par les attachés militaires. Cela a pour conséquence de générer un circuit fermé de l'information, dans laquelle cette dernière s'amplifie et s'autovalide par la même occasion. Ce constat est encore renforcé par la manière dont l'information est traitée en aval. L'ensemble des rapports et télégrammes envoyés par les attachés militaires français forment une masse

astronomique de documents que le ministre de la Guerre ne peut lire en intégralité. C'est pourquoi tous ces documents passent d'abord par la section des Renseignements Généraux (RG) du 2^e Bureau de l'état-major de l'Armée, chargée du renseignement militaire. La section des RG, composée d'une équipe de 400 officiers dont 40 normaliens, synthétise toutes ces analyses et produit en conséquence de grands rapports imprimés, les « Bulletins de Renseignements », destinés aux attachés militaires afin de les informer chaque mois sur le contexte économique, social et politique d'un pays et les aider dans leur travail de propagande. Mais ces conditions de production du savoir amplifient encore plus le phénomène de circuit fermé tout en donnant une légitimité encore plus grande à ces informations puisqu'ils sont validés par les services de Renseignement eux-mêmes. Les jugements de valeur et les préjugés culturels se retrouvent renforcés plutôt que remis en question, les discours sur la Russie et les Russes s'homogénéisent et participent à créer un discours dominant sur la politique française en Russie.

Les attachés militaires comme producteurs et porteurs de discours sur la Russie et les Russes

Les attachés militaires sont censés être des experts complets du pays dans lequel ils officient. Pourtant, pour beaucoup d'entre eux, la Russie est un pays lointain, mystérieux et difficile à comprendre, et ce d'autant plus en période révolutionnaire. Lors de son premier voyage en Russie, le capitaine Terray, officier-courrier pour la Roumanie affirme sans détour :

« La Russie ! C'est une boîte à surprise ! M'a-t-on dit un jour. Cette définition pittoresque éclairait la confusion de mes renseignements et la contradiction de mes impressions. [...] Quelle surprise et quelle déception attendent le nouveau venu en Russie. Pays arriéré et de civilisation rudimentaire qui s'évade tout juste de la barbarie.

Certaines grandes villes peuvent entretenir l'illusion, mais hors de celles-ci la réalité s'impose⁸.»

À la lecture de leurs rapports, il apparaît que l'amitié franco-russe proclamée et soutenue par les militaires français et russes souffre de préjugés culturels tenaces qui pèsent sur une relation que l'on pourrait qualifier de « dominant-dominé ». Chez tous les attachés militaires français se retrouve en effet un discours condescendant voire paternaliste qu'illustre parfaitement un commentaire du lieutenant Lecomte dans son carnet de voyage :

« Une définition des Russes. Ils sont des enfants ; ils en ont la diversité des sentiments, passant d'un extrême à l'autre – joyeux et gais, puis sombres et tristes. [...] De l'enfant ils ont les emportements violents, les larmes et le repentir, les entêtements et le fatalisme, les passions. Ils poursuivent difficilement un effort prolongé, et ont besoin d'être sans cesse encouragés et remontés. Ils sont superstitieux, aiment la vie facile et la boisson mais déplorent vite leurs fautes et se montreront l'instant d'après hommes de devoir, généreux, excellents soldats et prêts à donner leur vie pour leur Dieu et leur pays – Il ne faut pas les buter, mais bien pris avec de la patience et du temps ils se laissent persuader⁹. »

Cette infirmité morale et culturelle prêtée aux Russes est amplifiée par la collaboration militaire franco-russe qui se révèle défectueuse entre les deux pays. Les attachés militaires français, venus en Russie pour aider à la formation de nouvelles troupes et participer à l'organisation de l'armée russe, sont vus par leurs homologues comme des gêneurs et des « donneurs de leçons », un sentiment d'infériorité que les Russes compensent en limitant le partage des renseignements militaires avec les Français. Cette défiance persiste voire se renforce avec le nouveau gouvernement provisoire russe, qui ne parvient pas à redresser la situation

⁸ Archives du SHD, 7N761, compte-rendu du capitaine Terray de son séjour en Russie et en Roumanie, daté de janvier 1917.

⁹ Archives du SHD, 7N761, extraits du carnet de route du lieutenant Lecomte sur son voyage en Roumanie du 20 décembre 1916 au 9 février 1917.

militaire du pays. L'ambassadeur de France à Petrograd, Joseph Noulens, et le nouveau chef de la Mission militaire française en Russie, Henri Niessel, accusent la Russie de ne pas avoir voulu faire les efforts nécessaires dans la lutte commune contre l'Allemagne et d'avoir abusé de l'aide matérielle française. Ils demandent en conséquence une plus grande ingérence française dans les affaires intérieures russes. En août 1917, soit trois mois avant le coup de force bolchevique, un document du 2^e Bureau invite à considérer la Russie comme « une des plus riches colonies du monde¹⁰ » et à envisager une « occupation étrangère¹¹ » par les Alliés pour sauver la Russie de la famine et de l'anarchie ambiante. Ces assertions, qui nous interpellent tant elles préfigurent l'intervention étrangère et l'occupation française d'Odessa, ont certainement eu une influence majeure sur la politique extérieure française à venir envers la Russie.

L'arrivée au pouvoir des bolcheviques, la signature du traité de Brest-Litovsk et les premières exactions bolcheviques contre les ressortissants étrangers mettent définitivement fin à l'amitié franco-russe et le ressentiment des attachés militaires français contre son allié russe se transforme en un discours violent contre les Russes, qui en appelle à des mesures autoritaires. Niessel qualifie le peuple russe de « borné et paresseux¹² », Noulens qualifie le moujik russe d'« êtres primitifs¹³ », et les lieutenants Denis et Loubigniac prononce le mot d'« Indigène¹⁴ » à leur égard. En conclusion de son rapport de fin de mission, le sous-lieutenant Victor Federoff affirme avec force : « Je crois que la mesure unique et radicale que les Alliés doivent prendre sans retard, c'est l'intervention

¹⁰ Archives du SHD, 7N758, témoignage d'un Russe retranscrit dans un compte-rendu du 2^e Bureau du ministère de la Guerre, rédigé à Paris le 7 août 1917.

¹¹ *Idem.*

¹² Archives du SHD, 7N760, rapport n° 5 du général Niessel adressé au ministre de la Guerre, daté du 23 novembre 1917.

¹³ Joseph Noulens, *Mon ambassade en Russie soviétique, op. cit., préface* p.17.

¹⁴ Archives du SHD, 7N796, compte-rendu sténographique d'une conversation entre le lieutenant Denis et le commandant Loubigniac, daté du 6 février 1918.

*armée, mais amicale*¹⁵. » Cet appel à l'invasion d'un ancien pays allié est le résultat direct de ce discours moralisateur et paternaliste à l'égard des Russes. Cette violence des mots sur le papier se traduit alors par une attitude colonisatrice des puissances occidentales et japonaises sur les territoires occupés et par des relations entre la France et les généraux blancs structurellement asymétriques. La France, à l'opposé de l'Angleterre et des États-Unis, tient envers les bolcheviques une position « jusqu'au-boutiste » qui s'explique en grande partie par la propagande massive et constante qu'exercent les attachés militaires français. En novembre 1917, Niessel déclare « certain que tous [les Russes] appellent de leurs vœux l'arrivée d'une autorité étrangère susceptible de remettre le pays dans le droit chemin¹⁶ » et le général Lavergne affirme à Clemenceau avec beaucoup de certitude que « seule l'intervention étrangère est susceptible de produire cet effet [chasser les bolcheviques du pouvoir]. Beaucoup y sont préparés et l'appellent ; beaucoup même parmi ceux qui s'y déclarent le plus opposés sentent la nécessité, sans oser l'avouer¹⁷. »

À partir de mars 1918 et la sortie de guerre de la Russie, on observe au 2^e Bureau des renseignements généraux une multiplication considérable de documents promouvant l'idée d'une intervention étrangère armée sur le sol russe afin de rallumer le front de l'Est et de chasser les bolcheviques du pouvoir. Cette propagande émane de plusieurs milieux : des attachés militaires eux-mêmes, par germanophobie¹⁸ puis par anticommunisme, des

¹⁵ Archives du SHD, 7N796, rapport du sous-lieutenant Federoff au chef du 2^e Bureau de l'État-major, rédigé à Paris vers mars 1918.

¹⁶ Archives du SHD, 7N760, rapport n° 5 du général Niessel adressé au ministre de la Guerre, daté du 23 novembre 1917.

¹⁷ Archives du SHD, 7N761, lettre d'envoi du rapport n° 2 du général Lavergne adressé au ministre de la Guerre et président du Conseil, rédigé à Moscou le 25 avril 1918.

¹⁸ L'idée que Lénine serait un agent allemand est très répandue dans la sphère

premiers exilés russes et anciens militaires tsaristes restés fidèles à l'idéal impérial ou constitutionnaliste, des milieux d'affaires français qui pensent trouver en Russie un débouché au surplus des commandes de guerres, mais aussi des banques françaises qui veulent récupérer par la force les actifs français nationalisés par les bolchéviques. Par les annexes des rapports qu'ils adressent au ministre de la Guerre, les attachés militaires défendent ces intérêts et se font en pleine connaissance de cause la caisse de résonance de la propagande interventionniste. À la fin de l'année 1918, avec la capitulation allemande et les premiers témoignages des violences bolchéviques, le discours contenu dans les rapports du 2^e Bureau devient anxiogène et fantasmagorique. Le communisme naissant est décrit par les agents informateurs français comme une anti-civilisation en expansion apportant le chaos et la guerre perpétuelle en Europe. S'appuyant sur les révolutions spartakiste et hongroise, les attachés militaires et les ambassadeurs français alimentent par leurs discours un climat paranoïaque et apocalyptique qui favorise des discours militaires musclés et intransigeants et donc *in fine* l'action des attachés militaires français en Europe centrale. En 1920, la paix règne enfin en Europe et pourtant la France est plus militarisée que jamais. Elle maintient encore deux armées à l'extérieur de ses frontières – l'Armée d'Orient et l'armée d'occupation du Rhin – et alimente un réseau de missions militaires denses de plus de 2 000 officiers dans l'Est européen¹⁹. D'une certaine manière, les attachés militaires ont été à la fois la cause et la conséquence de la fuite en avant belliciste de la France, leur discours rend légitime leurs actions à l'étranger qui en retour nourrit ce même discours belliciste. Cet effet est d'autant plus puissant dans un pays où le président du Conseil Clemenceau est aussi le ministre de la Guerre. Plus qu'un instrument,

militaire française.

¹⁹ Frédéric Guelton, « Typologie des missions militaires françaises dans l'Est européen », in *Bâtir une nouvelle sécurité : la coopération militaire entre la France et les États d'Europe centrale et orientale de 1919 à 1929*, actes de colloque, Vincennes, Centre d'études d'histoire de la défense, 2001, p. 57.

l'attaché militaire français est une force à part entière qui pose son empreinte sur les relations internationales en influençant et agissant sur le monde qui l'entoure.

Une institution de rapprochement intellectuel : la Maison franco-japonaise de 1924 à 1939

ARTHUR DIOLEZ

Résumé

La Maison franco-japonaise de Tokyo, haut-lieu des études japonaises françaises, a célébré en 2014 son 90^e anniversaire. Cette institution peu connue est au cœur des relations culturelles et diplomatiques entre la France et le Japon. Cet article met l'accent sur le rôle des acteurs – hommes d'affaires et universitaires – qui ont participé à son activité dans les années 1920 et 1930.

Mots-clés : Japon – Maison franco-japonaise – Relations franco-japonaise – Orientalisme – Japonologie.

Abstract

An Institution For Intellectual Rapprochement. The Maison franco-japonaise from 1924 to 1945

The Maison franco-japonaise in Tokyo, an important site for Franco-Japanese studies, celebrated its 90th birthday in 2014. This institution is at the heart of cultural and diplomatic relations between France and Japan. This article underlines the role of the key players – business men and scholars – who participated in its activities during the twenties and the thirties.

Keywords: *Japan – Maison franco-japonaise – French and Japanese relations – Orientalism – Japonology.*

Depuis plus de quatre-vingt-dix ans, la Maison franco-japonaise de Tokyo continue de perpétuer sa mission originelle : rapprocher « les peuples français et japonais »¹. De nos jours, ce centre de recherche sur le Japon paraît, pour le vaste réseau culturel français, n'être que l'un des 27 instituts français de recherche à l'étranger (IFRE). Pourtant, la Maison franco-japonaise est par bien des aspects une institution originale. C'est un

¹ Le présent article est tiré d'un mémoire de Master 2 intitulé « Une institution de rapprochement intellectuel : la Maison franco-japonaise de 1924 à 1945 », réalisé sous la direction de Pierre Singaravélou. Il a été soutenu à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en juin 2017.

établissement bilatéral dirigé par des Français et des Japonais – comme il n'en existe nul autre dans le réseau culturel français –, fondé en 1924 par l'ambassadeur de France Paul Claudel et l'homme d'affaires japonais Eiichi Shibusawa.

La Maison franco-japonaise s'inspire des modèles d'établissement de recherche fondés par la diplomatie du XIX^e siècle – l'École française d'Athènes (EfA) créée en 1846 et l'École française de Rome (EfR) créée en 1875. Par ses thèmes de recherches – l'Asie et le Japon – et sa localisation, elle se rapproche de l'École française d'Extrême-Orient (EFO) créée en 1900. Néanmoins si cette dernière a été fondée dans la colonie indochinoise, la Maison franco-japonaise l'a été dans la capitale d'une grande puissance asiatique.

Depuis deux décennies, l'historiographie française s'intéresse à l'histoire de ces instituts de recherche à l'étranger². Néanmoins, la Maison franco-japonaise n'a été étudiée que par ses membres³. Notre étude essaie de combler ce vide en mettant en lumière la genèse de cette institution et en questionnant la nature du rapprochement culturel entre la France et le Japon.

Pour ce faire, nous avons consulté des archives conservées au Japon et en France. Les archives de la Maison franco-japonaise à Tokyo sont bien évidemment notre première source, mais pour analyser les réseaux qu'elle entretient, afin d'éviter l'écueil de l'histoire institutionnelle, nous nous sommes appuyés sur les archives de l'administration (Ministère des

² Jean-Marc Delaunay, *Des Palais en Espagne. L'École des hautes études hispaniques et la Casa Velazquez au cœur des relations franco-espagnoles du XX^e siècle (1898-1979)*, Madrid, Casa de Velazquez, 1994 ; Pierre Singaravélou, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges. Essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Catherine Valenti, *L'École française d'Athènes*, Paris, Belin, 2006.

³ Bernard Frank, Shôkichi Iyanaga, « La Maison franco-japonaise, son histoire, ses buts, son fonctionnement », *Nichifutsu bunka*, n°31, 1974, p. 1-103.

Affaires étrangères) et des institutions orientalistes (EFEO, Langues'O et le Musée Guimet).

Dans cet article, nous mettrons l'accent sur les individus – diplomate, chercheur ou homme d'affaires, car ce sont eux qui façonnent l'institution et son identité. Les propos de Christophe Charle sur l'enseignement supérieur valent pour les instituts de recherche : « Comment concevoir une histoire de l'enseignement supérieur, une histoire de la formation des élites en général, sans connaître ceux qui assurent cet enseignement et ont la charge de cette formation ? »⁴

Une initiative française soutenue par les milieux financiers japonais

La pensée française exerce une influence profonde sur l'élite japonaise de l'ère Meiji en quête de modèle pour sa modernisation. L'un des chefs de file du Mouvement pour la liberté et les droits du peuple dans les années 1880 n'est autre que Chômin Nakae – traducteur en japonais des ouvrages de Jean-Jacques Rousseau. Le Japon accueille des conseillers français comme l'ingénieur Léonce Verny ou le juriste Gustave Émile Boissonade qui édifie le premier Code civil japonais, qui ne sera cependant jamais mis en application. L'influence française au Japon décline cependant après la défaite de 1871 contre la Prusse et la France se fait peu à peu supplanter par l'Allemagne et la Grande-Bretagne, alliée du Japon à partir de 1902.

La langue française est ainsi marginalisée au Japon au profit de l'anglais, la langue du commerce et de la diplomatie, et de l'allemand, la langue de la science. En 1923, Paul Claudel évoque un rapport de 1 à 20 entre ceux qui

⁴ Christophe Charle, « Une enquête en cours : le dictionnaire biographique des universitaires français aux XIX^e et XX^e siècles », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-Age, Temps modernes*, n°1, 1988, p. 63.

apprennent le français et ceux qui apprennent l'allemand⁵. Le principal pilier de l'enseignement français est le Collège de l'Étoile du Matin fondé par les marianistes français en 1888, qui devient un lycée privé en 1899, dispensant des cours en français avec des manuels français. C'est dans ce contexte que la Société franco-japonaise – une société fondée en 1909, qui contrairement à ce que son nom indique n'est que japonaise – ambitionne de fonder un centre de culture et de langue française à Tokyo.

Pendant la Première Guerre mondiale, les autorités françaises décident d'agir contre l'influence allemande en soutenant ce projet. L'ambassadeur Eugène Regnault propose de bâtir une école d'enseignement supérieur, dénommée Institut français de Tokyo, sur le modèle des instituts français fondés à Florence (1908) ou à Madrid (1909). La mission universitaire menée par Paul Joubin en 1919 préconise la constitution d'un établissement permettant aux orientalistes d'étudier le Japon, de développer les échanges entre les savants français et japonais et de promouvoir la science et la culture française. Paul Claudel, ambassadeur de 1921 à 1927, effectue une synthèse des deux projets, en collaboration avec les Japonais : la Maison franco-japonaise sera une institution de recherche sur le Japon et une vitrine de la culture française, elle organisera des conférences et invitera des personnalités prestigieuses⁶.

Les partenaires japonais menés par l'homme d'affaires Eiichi Shibusawa apportent un appui politique et financier indispensable pour mettre en marche le projet. Entrepreneur et industriel hors-norme, Shibusawa est surnommé « le père du capitalisme japonais », il est le premier directeur de la banque nationale à partir de 1873 et est associé à la fondation de 500

⁵ Paul Claudel, « Une tournée dans les villes de l'ouest. 17 décembre 1923 », *Cahiers Paul Claudel*, numéro *Paul Claudel, Correspondance diplomatique. Tokyo, 1921-1927*, vol. 14, Paris, Gallimard, 1995, p. 233.

⁶ Bernard Frank, Shôkichi Iyanaga, « La Maison franco-japonaise... », *op. cit.*, p. 8-11.

entreprises⁷. Le 14 mars 1921, sous sa direction, les Japonais créent un comité pour la fondation de la Maison de France, composé de sept membres issus des milieux universitaires et diplomatiques japonais. Néanmoins, Paul Claudel a le plus grand mal à collecter des fonds. Les rivalités commerciales entre le Japon et l'Indochine française retardent les financements japonais. Ce n'est qu'une fois la question réglée que le gouvernement japonais accepte de donner 30 000 yens pour la fondation, le 8 décembre 1923. Paul Claudel reçoit également des financements du gouvernement d'Indochine et du ministère des Affaires étrangères. Le tremblement de terre du Kanto, qui anéantit pratiquement Tokyo le 1^{er} septembre 1923, marque un coup d'arrêt au projet. Malgré cette catastrophe, le soutien de riches mécènes japonais permet l'inauguration de la Maison franco-japonaise le 14 décembre 1924. Trois ans plus tard, Paul Claudel fonde avec les francophiles du Kansai un centre d'enseignement du français à Kyoto, l'Institut franco-japonais du Kansai – il faut attendre 1952 pour que soit inauguré un établissement similaire à Tokyo.

Les Japonais francophiles, pilier du rapprochement intellectuel

La coopération entre les Français et les Japonais n'est pas définie dans la constitution de l'établissement. Si la partie japonaise est reconnue par le droit japonais comme une fondation d'utilité publique le 7 mars 1924, c'est-à-dire une association, la partie française n'a aucun statut. Ce vide juridique fournit une certaine souplesse à l'institution, mais les débats autour de la répartition des tâches au sein de celle-ci trahissent les faiblesses de cette structure juridique. Le comité français de la Maison franco-japonaise déclare le 8 février 1926 que « La Maison franco-

⁷ Claude Hamon, *Shibusawa Eiichi (1840-1931). Bâtitteur du capitalisme japonais*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2007, p. 205.

japonaise sera administrée par un directeur français, assisté d'un secrétaire français et d'un secrétaire japonais⁸ ». Cette déclaration provoque les iras de Eiichi Shibusawa, pour lui la direction revient aux Japonais. À la suite de discussions avec les interlocuteurs japonais, Paul Claudel écrit que la gestion de l'établissement se divise entre « le contenu », le personnel scientifique géré par les Français, et le « contenant », l'administration gérée par les Japonais⁹. Le président du Conseil d'administration japonais est à la tête de l'établissement et les Français sont ses invités.

Les administrateurs appartiennent aux plus hautes sphères de la société japonaise : des hommes d'affaires, des juristes ou des universitaires. La plupart d'entre eux ont séjourné en France pendant leur jeunesse, on peut les désigner comme des francophiles mais avec quelques précautions de langage. Pour eux, il n'est pas inconciliable de soutenir à la fois les intérêts de la France et ceux de l'Allemagne, l'important étant de servir les intérêts du Japon et pour les hommes d'affaires leur intérêt économique. Ainsi, selon Sylvain Lévi, l'industriel Shibusawa est membre « du bureau de la Société Belge-Japonaise, de la Société Germano-Japonaise, de la Société Chine-Japon, de la Société Inde-Japon, du Club Pacifique qui rapproche Américains et Japonais¹⁰ ». Masaakira Tomii, docteur à l'Université de Lyon et professeur en droit civil à l'Université impériale de Tokyo, qui dirigera la Maison franco-japonaise de 1934 à 1935, est un opposant au Code civil de Boissonade, car il ne le juge pas être assez moderne. Selon Tomii, le Code Boissonade suit aveuglement le Code civil français datant

⁸ AMAE, série E, carton 189, 1930-1934, Japon, Maison franco-japonaise, « Lettre du Vicomte Eiichi Shibusawa à l'ambassadeur de France au Japon Paul Claudel, 24 juillet 1926 », p. 41.

⁹ AMAE, série E, carton 189, 1930-1934, Japon, Maison franco-japonaise : « Lettre de l'ambassadeur de France au Japon Paul Claudel à l'administrateur de la Maison franco-japonaise Kijima, 26 juillet 1926 », p. 45.

¹⁰ Sylvain Lévi, « La Maison franco-japonaise de Tokyo », *Revue de Paris*, 1929, p. 412.

du début du XIX^e siècle et ne tient pas compte des apports récents de la science juridique allemande¹¹.

Le choix de fonder un foyer de culture française est avant tout pragmatique. Rappelons que les milieux d'affaires, dont le premier président de la Maison franco-japonaise Eichii Shibusawa, recommandent au Gouvernement japonais d'entretenir des bonnes relations avec l'Occident, car l'économie japonaise est devenue dépendante des économies européenne et américaine¹². Pour les Japonais francophiles, la France n'est pas un modèle comme à l'époque Meiji, mais un partenaire – le Japon étant reconnu comme une grande puissance après la Première Guerre mondiale.

Après l'invasion de la Mandchourie en 1931, les Japonais francophiles cherchent à promouvoir la culture japonaise à l'étranger afin de redorer l'image du Japon. La *Kokusai Bunka Shinkôkai*, institution fondée en 1934 pour promouvoir la culture japonaise à l'étranger, s'appuie sur la Maison franco-japonaise. Le comité national japonais, sous le contrôle de la *Kokusai Bunka Shinkôkai*, parraine ainsi la traduction, par le pensionnaire Georges Bonneau et par Daigaku Horiguchi, du roman *Kokoro* de Natsume Soseki. Déplorant la faiblesse des études japonaises en France, Naojiro Sugiyama, l'administrateur général à la direction scientifique de la Maison franco-japonaise, milite pour la création de l'Institut d'études japonaises, rattaché à l'Université de Paris, qui sera fondé à Paris en 1934.

Portrait de groupe : les universitaires français, passeurs méconnus entre la France et le Japon

¹¹ Yasuo Okubo, « La querelle sur le premier Code civil japonais et l'ajournement de sa mise en vigueur : le refus du législateur étranger ? », *Revue internationale de droit comparé*, n° 2, 1991, p. 399-400.

¹² Thomas W. Burkman, *Japan and the League of Nations : Empire and World Order, 1914-1938*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2008, p. 107.

Les chercheurs au sein de l'établissement sont pour la plupart issus du milieu universitaire français. Ils ont été sélectionnés par le comité français – qui réunit les représentants du ministère des Affaires étrangères et de l'enseignement supérieur français, le représentant de l'ambassadeur japonais en France – et leur nomination est ratifiée ou non par le conseil d'administration aux mains des Japonais. Il n'y a pas de concours, contrairement à la pratique des autres écoles françaises à l'étranger. Les directeurs ont accompli plusieurs fonctions prestigieuses auparavant, les pensionnaires sont des jeunes chercheurs agrégés ou docteurs – et ce sont exclusivement des hommes. Les pensionnaires restent à la Maison franco-japonaise pour une très courte durée, environ deux ans. C'est moins que les membres de l'EFA, qui résident en moyenne trois ans, et beaucoup moins que les pensionnaires de l'EFEO qui séjournent 10 ans. Le fait que l'institution peine à recruter des pensionnaires, qu'il n'y ait pas besoin d'organiser un concours, que la durée du séjour soit courte montre que le Japon n'est pas une destination attractive pour les universitaires français. L'effectif maximum est de quatre pensionnaires et d'un directeur.

L'après-guerre est une période de renouveau pour les études japonaises, aussi bien au niveau des institutions qu'au niveau des thématiques de recherche. Si la culture japonaise a suscité en Occident un engouement artistique et littéraire au XIX^e siècle, les études sur le Japon restent bien souvent cantonnées à l'art et à la littérature classique. C'est une discipline de niche qui ne concerne qu'une poignée d'intellectuels aux Langues'O ou à l'EFEO – tels que Noël Péri et Claude Maitre. La Maison franco-japonaise est la première institution française de recherche au Japon. Charles Haguenauer, premier pensionnaire de l'institution, réside de 1925 à 1932, ce qui lui permet de mener des enquêtes de terrain dans tout l'Empire japonais. Il s'intéresse même à la Corée¹³. D'autres institutions ou chaires sont fondées à la même période : la chaire d'enseignement d'art

¹³ Il publie durant son séjour quatre articles dans le bulletin de la Maison franco-japonaise sur le Japon, Taiwan et la Corée. Voir : « Publications de la MFJ », *Ebisu*, n°19, 1998, p. 143-144.

japonais à l'École du Louvre en 1925 et un Institut d'études japonaises de l'Université de Paris en 1934.

L'établissement accueille dès 1926 des chercheurs d'horizons variés marquant un intérêt nouveau pour le Japon contemporain : un économiste, Marcel Requien (juin 1926-septembre 1927), un géographe, Francis Ruellan (février 1926-mars 1927). Mais leurs travaux sont sans lendemain. Marcel Requien entreprend une carrière d'homme d'affaires à Kobe dès 1927. Francis Ruellan, premier universitaire français à s'intéresser à la géographie japonaise, fonde en 1927 l'Institut franco-japonais du Kansai avec Paul Claudel et devient son directeur de 1927 à 1931. Par la suite, il part en Amérique latine et ne poursuit pas ses recherches sur le Japon.

Pendant cette période, la Maison franco-japonaise devient également un centre d'études bouddhiques de premier plan. En témoignent les liens forts avec l'EFEO, qui est à l'époque le plus grand centre de recherche sur l'Asie. Paul Claudel entretient une correspondance avec le secrétaire de l'EFEO, Léonard-Eugène Arousseau et, en 1922, lui promet qu'il y aura toujours à la Maison franco-japonaise une place disponible pour un membre de l'EFEO¹⁴. Par la suite, plusieurs membres de l'EFEO séjournent dans l'institution : Alfred Foucher (janvier-septembre 1926), Paul Demiéville (juillet 1926-juin 1930), Elie Auboin (septembre 1926-septembre 1927), Émile Gaspardone (juin 1930-février 1931). Le premier directeur Sylvain Lévi, professeur au Collège de France, en équipe avec Junjiro Takakusu, professeur honoraire à l'Université impériale de Tokyo, s'attelle à partir de son arrivée à la rédaction de l'*Hôbôgirin*, dictionnaire de terminologie bouddhique avec des sources japonaises et des sources chinoises.

Dans les années trente, la Maison franco-japonaise évolue et endosse plusieurs casquettes : celle d'institut d'études orientalistes, d'institut de recherche scientifique et en droit. Le droit et la science français, outils

¹⁴ Shinobu Chujo, Jacques Houriez, Maryse Bazaud, « Correspondance Léonard-Eugène Arousseau-Paul Claudel (1922-1926) », *Ebisu*, n° 30, 2003, p. 188.

traditionnels de la diplomatie culturelle, gagnent une place prépondérante au sein de la Maison franco-japonaise tandis que les études orientalistes diminuent au sein de l'établissement – répondant ainsi au souhait des juristes japonais qui sont majoritaires au sein du conseil d'administration.

Les pensionnaires deviennent des véritables agents de liaison entre la France et le Japon, représentant leur discipline auprès des universitaires japonais. Ainsi, le pensionnaire Jean Chabas est à la fois un chercheur, étudiant le droit de la famille et le droit ouvrier au Japon, entretenant des contacts avec des maîtres de conférences de l'Université impériale de Tokyo et de l'Université Waseda, mais il travaille également au ministère des Affaires étrangères du Japon en tant que conseiller juridique français¹⁵. Loin de codifier le droit japonais comme Boissonade, Chabas est un intermédiaire entre les droits français et japonais.

À la demande des Japonais, l'institution invite également des conférenciers renommés : le psychologue Georges Dumas en 1930, le juriste Henri Capitant en 1931, l'ancien ministre de l'Éducation André Honnorat en 1933 ou le sinologue Paul Pelliot en juin 1935.

Le rayonnement de la Maison franco-japonaise est faible comparé à celui de l'EFEO ou de l'EFA. Son action est élitiste – elle constitue un microcosme où se côtoient des universitaires français et japonais. Mais elle a contribué au renouveau de la présence intellectuelle et culturelle française au Japon dans les années vingt et au développement des études japonaises. De nos jours, elle reste l'un des symboles du rapprochement franco-japonais.

¹⁵ AMAE, SOFE (Service des œuvres françaises à l'étranger), carton 409, 1932-1936, Japon, Maison franco-japonaise : « Rapport de Monsieur Julliot de la Morandière, directeur français à la Maison franco-japonaise de Tokyo, Tokyo le 1^{er} juillet 1934 », p. 4-6.

Genèse d'un partenariat privilégié : la France et l'Arabie saoudite, 1956-1968

AUGUSTIN ROSE

Résumé

L'Arabie saoudite est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la France dans le Golfe, ainsi que son premier client en matière d'armement. Cette situation est née d'une relation bilatérale qui se construit depuis plus de soixante ans. Cet article a pour but de mettre en lumière les fondations de ce partenariat franco-saoudien. Partant de la situation critique de 1956, nous allons nous concentrer sur cette décennie majeure où la politique française en Arabie saoudite se réinvente.

Mots-clés : France – Arabie saoudite – Politique étrangère – Partenariat – Golfe.

Abstract

The origins of a Privileged Partnership : France and Saudi Arabia, 1956-1968

Today, Saudi Arabia is France's primary commercial partner in the Gulf, as well as its first client for armaments. This situation has emerged from a bilateral relation which has been building for over 60 years. As old as the fifth Republic, the aim of this article is to attempt to shed a light on the pillars that have paved the way for Franco-saudi partnership. Starting with the critical situation of 1956, we will focus on this major decade when French policy in Saudi Arabia reinvented itself.

Keywords: France – Saudi Arabia – Foreign policy – Partnership – Gulf.

« Réviser les alliances avec les pétromonarchies », « engager un dialogue franc avec l'Arabie saoudite », un royaume saoudien duquel serait attendu « beaucoup d'exigence », c'est ainsi que trois des quatre candidats à l'élection présidentielle de mai 2017¹ redéfinissaient la relation avec l'Arabie saoudite². Partenaire majeur de la France dans la péninsule

¹ Propos issu des programmes pour la campagne présidentielle de 2017 de Jean-Luc Mélenchon, de François Fillon et d'Emmanuel Macron.

² Actuellement en Master 2 professionnel Coopération Internationale Afrique et Moyen-Orient à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le présent article est tiré du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 Histoire des mondes étrangers et des relations internationales, sous la direction de Laurence Badel, « Le pays des Lumières et la "Dictature protégée", la genèse des relations franco-

arabique, avec les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite occupe une place importante dans la diplomatie française tant en 2012 qu'en 2017, les présidents fraîchement élus s'y sont rendus 6 mois après leur élection. Si François Hollande y était allé à l'occasion d'une visite officielle en novembre 2012, Emmanuel Macron y effectue une visite « surprise » sur le chemin des Émirats Arabes Unis le 9 novembre 2017³. Malgré la baisse de ses revenus pétroliers, l'Arabie saoudite reste en effet un marché solvable, notamment grâce à ses importantes réserves de pétrole. Pays en quête permanente de modernisation de son outil militaire, dans un contexte de tensions avec l'Iran, l'Arabie saoudite demeure le premier client de la France en matière d'armement. Au cours de ces cinq dernières années, la France a bénéficié de la détérioration des relations entre les États-Unis de l'administration Obama et le royaume saoudien. Cependant, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir a rétabli la bonne entente entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, entente dont souffre la France⁴.

Mais cette relation est décriée par l'opinion publique et des voix se manifestent depuis plusieurs années pour que la France mette en adéquation ses idéaux universels et sa diplomatie. Ainsi, la remise de la Légion d'honneur à l'ancien prince héritier Mohammed Ben Nayef, le 4 mars 2016⁵ a suscité un véritable tollé dans l'opinion, bien que cette

saoudiennes (1958-1973) », soutenu en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

³ « Arabie saoudite : Emmanuel Macron en visite surprise en vue d'apaiser les tensions régionales », *France Info* [mis en ligne le 09/11/17 consulté le 06/12/2017] : https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/tensions-entre-l-arabie-saoudite-et-l-iran/arabie-saoudite-emmanuel-macron-en-visite-surprise-en-vue-d-apaiser-les-tensions-regionales_2461768.html.

⁴ Michel Cabirol, « Quand la France déçue s'éloigne de l'Arabie saoudite », *La Tribune* [mis en ligne le 04/12/17, consulté le 07/12/17] : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/quand-la-france-decue-s-eloigne-de-l-arabie-saoudite-1-3-755483.html>.

⁵ « La France décore le prince héritier d'Arabie saoudite de la Légion d'honneur », *Le Monde* [mis en ligne le 06/03/16, consulté le 27/04/2017] :

décoration soit jugée « protocolaire » par l'Élysée. L'intervention de l'Arabie saoudite dans la guerre civile yéménite amène les populations à s'interroger sur le devenir des armes vendues à l'Arabie saoudite. En dépit des critiques que suscite ce lien, nous nous interrogeons rarement sur les origines de cette relation. Cependant nombre d'ouvrages, d'articles, de commentaires, traitent des relations franco-saoudiennes après le « tournant » que constitue la prise de la Kabba par des fondamentalistes en 1979. L'objectif de cet article est de voir la construction de cette relation à partir de 1962, en prenant pour base la situation complexe de la fin des années 1950, et ainsi de dégager le caractère fondateur de la période 1956-1967. Ce travail se base sur de nombreuses sources, les plus importantes étant les archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ainsi que les documents du Service Historique de la Défense. Plus ponctuellement, les archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères d'Italie m'ont été grandement utiles, tout comme celles du ministère de l'Économie et des Finances.

Une situation initiale complexe

Les années 1950 sont une période compliquée pour la politique étrangère française, la France est embourbée dans des conflits coloniaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et lorsque le conflit indochinois prend fin en août 1954, l'Algérie s'embrase en novembre. La politique française vis-à-vis de son empire colonial en déliquescence est de moins en moins bien acceptée par la population et par la communauté internationale. C'est dans ce contexte tendu que la France commence à prendre conscience de l'importance que pourrait avoir l'Arabie saoudite. Cette prise de conscience découle en partie des demandes répétées du

personnel de l'ambassade pour que lui soient alloués des moyens financiers et humains plus importants⁶. Un rapport du 1^{er} mai 1956⁷ faisant état du corps diplomatique présent dans le royaume à la fin des années 1950 permet de mettre en perspective le volume du poste français par rapport aux autres grands acteurs régionaux ou internationaux. Le déficit de l'ambassade, qui héberge trois agents diplomatiques, est très important par rapport aux États-Unis, qui en ont neuf (ce qui fait de celle-ci l'ambassade la plus importante du pays), ou aux Égyptiens, qui disposent de huit agents. De plus, la représentation française ne dispose d'un poste radio qu'à partir de la fin de l'année 1956, tandis que les Américains et les Britanniques en possèdent déjà. Mais, si la présence diplomatique dans le pays est encore faible, le ministère des Affaires étrangères commence tout de même à vouloir renforcer sa présence dans le pays. La nomination le 1^{er} mars 1956 d'un premier attaché commercial pour six mois à l'ambassade de France à Djeddah, en la personne du chef de bataillon Vincent Monteil⁸, est symbolique de cette volonté de renforcer la position française dans le pays. De plus, il y a un double avantage à envoyer un militaire comme attaché commercial. Il est ainsi en mesure de rendre compte des besoins saoudiens en matière d'armement, la France fournit à cette période beaucoup de matériel militaire au royaume, tout en œuvrant au renforcement de la position commerciale française.

C'est dans ce contexte qu'a lieu l'opération de Suez. L'événement amène une situation très paradoxale pour la France car si l'opération « Mousquetaire » sur le canal de Suez est une vraie réussite, la manœuvre constitue un échec diplomatique et politique retentissant. Cela amène de nombreux États du Moyen-Orient à rompre leurs relations diplomatiques

⁶ Archives du ministère des Affaires étrangères, [ci-après AMAE], fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1953-1959 », 212QONT/592, AR I-1 : Représentations française et étrangères, télégramme n° 586 du 26 août 1956 par exemple.

⁷ AMAE, *ibid.*, télégramme n° 225/AL du 24 juin 1956.

⁸ AMAE, *ibid.*, télégramme n° 3194 du 18 janvier 1956.

avec la France. L'Arabie saoudite notifie à l'ambassade de France, ainsi qu'à la Grande-Bretagne, la rupture des relations diplomatiques le 6 novembre 1956 à deux heures du matin⁹. Dans la foulée de la rupture, un embargo sur les exportations de pétrole est décrété par le roi Saoud, qui sera levé dès le 11 mars 1957. En effet, l'embargo pesait beaucoup sur l'économie du pays car ses exportations vers la France et la Grande-Bretagne représentaient 40 % des exportations de pétrole du royaume. Rapidement, les Saoudiens rappellent leur ambassadeur et laissent au Pakistan le soin de prendre en charge leurs intérêts. Le cas de la France est plus complexe. Dans un premier temps, les Français demandent aux Américains de gérer leurs intérêts mais le 17 novembre, l'ambassade n'a toujours pas eu de retour de leur part et leur attitude est quelque peu ambiguë. Les Français, sous pression des Saoudiens qui réclament le départ de leur délégation, se tournent vers l'Italie, qui accepte de prendre en charge les intérêts français à partir du 22 novembre 1956¹⁰.

Cette rupture se fait cependant sans animosité et le motif invoqué par l'Arabie saoudite, la « solidarité arabe », repose principalement sur des impératifs de politique intérieure. Les deux pays maintiennent leurs liens économiques mais les Français sont handicapés par leur faible présence commerciale. À cette époque, les relations commerciales entre la France et l'Arabie saoudite sont en effet très faibles et cela relève principalement des particularités inhérentes à chaque partie. Peu d'entrepreneurs français sont présents dans le pays et les négociants français s'intéressent peu à cette région du monde. Ainsi la communauté française dans le pays compte seulement une vingtaine d'individus répartis dans tout le pays en

⁹ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1953-1959 », 212QONT/592, AR I-1 : Représentations française et étrangères, télégramme n° 461 reçu le 6 novembre à 22H41.

¹⁰ AMAE, *ibid.*, télégramme n° 478 du 24 novembre 1956.

1964¹¹. La seule entreprise majeure présente dans le pays est la Banque de l'Indochine, dont l'agence à Djeddah a ouvert le 26 mars 1948¹². Elle dispose alors de solides relais au sein du gouvernement saoudien, ce qui permet à la banque de traverser cette période trouble sans trop subir de dommage, tout en pouvant jouer le rôle d'acteur informel et de source d'information pour la France. Ce rôle est notamment endossé de façon emblématique par Paul Anthoine-Milhomme, inspecteur et contrôleur des agences de la Banque de l'Indochine au Moyen-Orient, qui fait de nombreux allers-retours entre la France et l'Arabie saoudite durant la période où les relations sont rompues¹³. Il faut attendre 1961-1962 pour que les deux pays commencent à reprendre contact dans l'optique de renouer des liens officiels sur fond de profond bouleversement dans chacun des pays concernés, ainsi que sur l'échiquier international.

Le contexte favorable des années 1960

Le règlement de la question algérienne a une importance décisive pour permettre à la France de retrouver une certaine influence diplomatique, notamment auprès des pays arabes¹⁴. À partir de là, de Gaulle a les moyens de mettre en place sa vision de la politique étrangère, c'est-à-dire une politique de contestation de l'ordre bipolaire du monde des années

¹¹ AMAE, fonds « Afrique du Nord et Moyen-Orient, 1966-1970 », série « Arabie saoudite 1966-1970 », 2038INVA/1719, AR 13-2 : Français dans le pays, télégramme n° 77/AL, 7 mars 1966.

¹² Marc Meuleau, *Des pionniers en Extrême-Orient, histoire de la Banque de l'Indochine, 1875-1975*, Paris, Fayard, 1991.

¹³ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1953-1959 », 212QONT/593, AR V-11 : Politique intérieure.

¹⁴ Maurice Vaïsse, *La puissance ou l'influence. Histoire de la diplomatie française. II. De 1815 à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, 2005.

1960, processus qui mène dans la seconde partie des années 1960 à l'apparition de la « troisième voie », qui donne à la France sa « politique arabe ».

Par ailleurs, le début des années 1960 est une période trouble pour la gouvernance du royaume saoudien. À la fin du mois de novembre 1961, le roi Saoud est admis à l'hôpital américain de Dharam avant de quitter le pays afin d'être opéré. Il est alors obligé de nommer Fayçal régent et celui-ci profite de la situation pour neutraliser ses rivaux dans le pays. En mars 1962, l'état critique du roi lui permet de prendre définitivement la tête du royaume, même s'il n'accède officiellement au trône qu'en 1964, après avoir dirigé le pays au nom de Saoud durant deux ans. Fayçal amène alors un profond changement dans la politique étrangère du royaume et exprime le désir d'établir de bonnes relations avec tout pays ne lui étant pas hostile. C'est lui qui met en avant l'indépendance de l'Algérie comme condition à la reprise des relations avec la France. Ainsi au début du mois d'avril 1962, l'ambassadeur saoudien à Beyrouth se voit confier la tâche de reprendre contact avec la France, *via* l'ambassade française au Liban¹⁵. Le Quai d'Orsay étant favorable à cette demande, des discussions s'engagent. Les Saoudiens ayant été à l'origine de la rupture des relations diplomatiques avec la France, cette dernière considère qu'il leur revient de faire officiellement le premier pas¹⁶.

En outre, la politique américaine d'aide économique à l'égard de Nasser en Égypte, grand adversaire de l'Arabie saoudite dans la quête du leadership régional, est vue d'un très mauvais œil par le gouvernement saoudien. Le royaume cherche alors à se rapprocher d'autres pays, afin de

¹⁵ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1960-1965 », 212QONT/865, AR 1-1 : Générale ; reprise des relations, télégramme n° 45 du 22 mars 1962.

¹⁶ AMAE, *ibid.*, télégramme n° 400/402 du 11 avril 1962 et 520/522 du 19 mai 1962.

palier l'influence américaine¹⁷. Quant au Yémen, chasse gardée de l'Arabie saoudite, un coup d'État renverse le régime de l'imam Badr le 26 septembre 1962. Une république est alors proclamée, à laquelle l'Égypte apporte immédiatement son soutien. S'ensuit une guerre civile de huit ans dans laquelle l'Arabie saoudite apporte son soutien aux royalistes *via* la fourniture d'armes et de subsides. Cette guerre reste un des enjeux centraux de la politique extérieure saoudienne durant toutes les années 1960.

C'est donc dans un contexte pesant pour le royaume saoudien que l'échange d'ambassadeurs entre la France et l'Arabie saoudite se fait, un communiqué officiel des deux pays annonce la reprise des relations diplomatiques le 13 septembre 1962 à 18 heures GMT¹⁸. Le début des années 1960 est donc une période charnière dans la construction du partenariat franco-saoudien dans la mesure où l'arrivée au pouvoir de Fayçal et de de Gaulle permet d'infléchir la politique des deux États, favorisant ainsi, avec l'aide du contexte régional, le rapprochement entre les deux pays. C'est parallèlement à cela que le climat économique du royaume s'améliore, amenant une reprise des relations commerciales entre la France et le Royaume.

Le climat des affaires en Arabie saoudite, enjeu des relations commerciales

¹⁷ Service Historique de la Défense [ci-après SHD], série T (1945-1972), GR 10 T 775, « Bulletins de renseignement reçus du SDECE », « Relations extérieures, 1960-1966 », « 1960-1962 », « L'Arabie saoudite et l'Occident », D 12642/AL, le 23 mai 1962.

¹⁸ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1960-1965 », 212QONT/865, AR 1-2-B : Dossier personnel de l'ambassadeur, télégramme n° 930 du 12 septembre 1962.

À la fin des années 1950, le climat des affaires en Arabie saoudite est tendu, ce qui explique en partie la faible présence commerciale française à cette époque. Un extrait d'un rapport de février 1956 permet d'apprécier la situation du marché saoudien et ses particularités :

« Il n'y a pas de législation commerciale, ni de tribunaux commerciaux, il n'y a donc aucune possibilité de recours auprès de la justice saoudienne en cas de litige avec l'importateur. Il est impossible de vérifier ce que deviennent les marchandises livrées, seul l'importateur peut faire quelque chose, il n'existe pas non plus d'entrepôt ni d'agents de douane. La marchandise ne peut être réexpédiée qu'après le règlement des taxes diverses (coût de magasinage très élevé) et sous licence, qui ne peut être obtenu qu'avec l'accord du destinataire prévu. Les marchandises étant restées un an dans les magasins de la douane (ou elles ne sont pas assurées) sont vendues aux enchères publiques pour le bénéfice du Trésor Royal¹⁹. »

L'absence totale de garantie pour les entreprises étrangères fait de l'Arabie saoudite un marché risqué pour ces dernières et l'absence de représentation française dans le pays enlève toute possibilité de recourir à l'ambassade. Ajoutons à cela le code saoudien des capitaux étrangers de 1957, décrit dans une note du ministère de l'Économie et des Finances²⁰. Conçu dans une période de contrôle des changes, de restriction des importations et de nationalisme économique, sa sévérité rend difficile toute implantation d'entreprise étrangère. Il dispose par exemple que toute formation de société en Arabie saoudite doit avoir au moins 51 % de capitaux saoudiens et 75 % de personnel local. L'incertitude entourant le riyal, monnaie extrêmement volatile, est également une raison de la situation commerciale compliquée du royaume. Il faut attendre la réforme

¹⁹ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1953-1959 », 212QONT/592, AR I-1 : Représentation française et étrangères, télégramme n° 405 du 8 février 1956.

²⁰ Archives du ministère de l'Économie et des Finances [ci-après AMEF], B-0000456, « Relations commerciales franco-saoudiennes (1946-1965) », « Programme du gouvernement saoudien, 1962-1963 », note n° 62/DE relative au code des capitaux étrangers du 2 mars 1964.

économique qui a lieu entre 1958 et 1960 pour que cela s'améliore. Dans le même temps, les négociants saoudiens ont une réputation de très mauvais payeurs. Ceux-ci retardaient souvent les paiements en espérant bénéficier du prochain taux du riyal, tout en demandant des baisses de tarifs en jouant sur la complexité du processus de réexportation²¹. Si on ajoute à cela la frilosité des industriels français, qui « attendent souvent des garanties de l'État et que celui-ci ait frayé une voie pour se lancer dans les pays arabes²² », on comprend la faible présence commerciale française à cette période. Il faut donc attendre que la réforme économique fasse effet en 1963 et qu'un nouveau code des investissements soit promulgué le 24 février 1964 pour que la situation se stabilise.

Parallèlement à la reprise économique du pays, des discussions commencent entre les gouvernements français et saoudiens à propos d'un projet de coopération à la fin du mois de décembre 1962. Ce projet est à l'initiative de Fayçal et les négociations aboutissent rapidement dans la mesure où un premier accord de coopération culturelle et technique est signé le 17 avril 1963. Mais le souverain saoudien désire aller plus loin et il charge un de ses plus proches conseillers, le Dr Pharaon, de voir qu'elles sont les possibilités « d'élargissement du traité²³ ». Le 7 juillet 1963 l'accord entre les deux gouvernements est finalement ratifié. Cet accord, plus technique que culturel, est le premier marqueur de la volonté des deux gouvernements de rapprocher leur pays l'un de l'autre. C'est dans ce cadre que vont être pensés les contrats commerciaux entre la France et l'Arabie saoudite, tant au niveau civil que militaire. Sur l'exemplaire ratifié,

²¹ AMEF, B-0000456, « Relations commerciales franco-saoudiennes (1946-1965) », « Situation économique et financière », correspondance de l'ambassade de France (1956-1965).

²² Paul Balta et Claudine Rulleau, *La politique arabe de la France de De Gaulle à Pompidou*, Paris, Sinbad, 1973, p. 78.

²³ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1960-1965 », 212QONT/867, AR 6-4 : Relations avec la France ; relations économiques, télégramme n° 290/94 du 2 juin 1963.

seul l'article 4 fait mention de la coopération culturelle, tous les autres portant sur la coopération technique, donc économique.

L'assouplissement législatif se fait sur fond de forte croissance du marché saoudien. La production de pétrole augmente de près de 50 %, passant de 421 millions de barils en 1959 à 651,8 millions en 1963, dopant les royalties, qui font un bon de 312,1 millions de dollars à 523,7²⁴. C'est durant cette période de croissance de la production pétrolière que la France décide de se tourner vers l'Arabie saoudite pour acheter son pétrole, surtout après la nationalisation des gisements algériens le 24 février 1971. En 1973, le royaume devient le premier fournisseur de la France. Les perspectives commerciales pour les entreprises françaises sont donc très bonnes et, maintenant que l'accès au marché est facilité (la législation entourant les capitaux étrangers a été assouplie) et que la monnaie est stabilisée, l'Arabie saoudite devient un partenaire commercial de plus en plus fiable. Cette débauche de moyens financiers permet à Fayçal de mettre en place un plan d'équipement de grande ampleur. Entre 1962 et 1965, on compte 544,5 millions de dollars de budget alloué. Avant 1964-1965, les entreprises françaises sont souvent écartées au profit d'entreprises italiennes, allemandes, britanniques ou américaines²⁵. Mais, à partir de 1965, la présence française commence réellement à se développer dans le royaume saoudien, notamment grâce aux bonnes dispositions du roi à l'égard du pays mais aussi à la popularité croissante de la France dans la région. La période 1965-1967 permet à la France de poser les jalons de « la troisième voie » prônée par de Gaulle. Plusieurs entreprises s'enracinent dans le pays comme la SOGREAH, qui remporte deux contrats en 1965 et 1966, et le Bureau de recherche géologiques et

²⁴ AMAE, fonds « Levant 1944-1965 », série « Arabie saoudite 1944-1965 », sous-série « Arabie saoudite 1960-1965 », 212QONT/869, AR 8-1 : Coopération économique étrangère, rapport annuel de la SAMA pour 1963.

²⁵ AMEF, B-0000456, « Relations commerciales franco-saoudiennes (1946-1965) », « Programme du gouvernement saoudien, 1962-1963 », note n° 62/DE du 2 mars 1964.

minières (BRGM) qui se voit confier des études géologiques. Parallèlement, les exportations françaises en valeur augmentent de 162% entre 1963-1964 et 1966-1967. Si cette croissance suit l'augmentation des moyens saoudiens (les importations passent de 301,8 millions de dollars à 501,8 millions de dollars), elle est aussi le fruit du développement du tissu de production français. Le taux de croissance de la France sur la décennie 1960 atteint en effet 5,8%, soit le taux le plus élevé des pays industrialisés²⁶. Ce n'est donc plus uniquement le contexte saoudien qui est favorable à la présence française, comme dans la période 1962-1964, le contexte français s'ajuste de façon complémentaire en fonction de la situation saoudienne. Les Saoudiens étant très soucieux de leur sécurité, notamment vis-à-vis de l'Égypte, Fayçal purge l'armée, la réorganise et décide de la moderniser. Il souhaite « voir la France participer plus à la réorganisation militaire [...] du royaume²⁷ » et, afin de répondre aux sollicitations, l'attaché militaire de Djibouti est nommé attaché militaire non permanent à Djeddah. Les ventes de matériel léger reprennent en 1963, mais si les propositions saoudiennes sont nombreuses, les réponses inadéquates de la France (mission militaire trop petite et absence d'experts et autres fonctions supports) l'empêchent de décrocher un gros contrat avant 1965. Il faut attendre 1965 pour que la France mette en place une réelle politique d'exportation de matériel militaire à l'égard de l'Arabie saoudite, à l'image des contrats portant sur la fourniture d'automitrailleuses et de chars signés en février 1965, puis en 1966²⁸. D'importantes relations politiques peuvent alors commencer à se nouer entre les deux pays.

²⁶ Frédéric Bozo, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Flammarion, 2012, p. 102.

²⁷ SHD, série T (1945-1972), GR 10 T 775, « Bulletins de renseignements reçus du SDECE », « Relation extérieure, 1960-1966 », « Relation extérieure 1963-1964 », D 20704, 11 février 1963.

²⁸ AMAE, fonds « Afrique du Nord et Moyen-Orient, 1966-1970 », série « Arabie saoudite 1966-1970 », 2038INVA/1714, AR 6-5 : Relations avec la France ; relations financières, rapport du conseiller financier pour le Proche et Moyen-Orient, télégramme n° 126, Beyrouth le 10 avril 1969.

Indéniablement, la période étudiée pose donc les jalons de ce que sera jusqu'à aujourd'hui les relations entre ces deux pays. Cette décennie est à la fois une période de rupture et de reconstruction. À l'image de la réécriture de la constitution en France en 1958 et de l'arrivée à la tête du royaume saoudien de Fayçal en 1962, les relations franco-saoudiennes se recomposent et on observe une mutation des rapports économiques, politiques et militaires. Cependant, il faut attendre 1971 pour identifier sur quel axe vont réellement se développer les relations entre les deux pays. À partir de cette date, la France ne parvient pas à se démarquer de ses concurrents dans le domaine civil. C'est donc dans le domaine militaire qu'elle se distingue avec la signature de nouveaux contrats majeurs et le déploiement d'une mission de formation dans le pays.

La conquête du marché chinois par les Allemands de l'Ouest, 1978-1989

GREGOIRE LETELLIER

Résumé

Pendant la période de réformes engagée par Deng Xiaoping, la Chine connaît un fort essor industriel. Les dirigeants acceptent l'arrivée d'entreprises étrangères sur le marché à condition d'en retirer un maximum de savoir-faire et de capitaux. Dans un contexte de forte compétition entre les pays occidentaux, le succès des entreprises allemandes révèle une culture commerciale qui se distingue par la coordination entre les acteurs économiques ou politiques, et une disposition à la coopération.

Mots clés : République fédérale d'Allemagne – République populaire de Chine – Commerce extérieur – Réformes – Coordination.

Abstract

The Conquest of The Chinese Market by West Germans, 1978-1989

During the period of reforms initiated by Deng Xiaoping, China's industry took off. Leaders accepted the arrival of foreign companies on the market provided that they bring as much know-how and capital as possible. As this article will illustrate, German companies' successes in a context of strong competition between Western countries reveal features of a commercial culture based on coordination between economical or political actors, and on a willingness to cooperate.

Keywords: *Federal Republic of Germany – People's Republic of China – Foreign Trade – Reforms – Cooperation.*

Sans le concours de partenaires occidentaux désireux de prendre pied sur son marché prometteur à la fin des années 1970, la Chine aurait difficilement pu devenir en quelques décennies la première puissance économique mondiale¹. Quand arrive au pouvoir Deng Xiaoping, en 1978,

¹ Agrégatif d'histoire à l'École normale supérieure de Paris, l'auteur a mené un master de recherche sous la direction du professeur Laurence Badel, à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le mémoire qui en est issu, intitulé

de multiples obstacles se dressent entre le pays du maoïsme et les entreprises étrangères qui le courtisent. Cela n'empêche pas les Allemands d'y connaître un succès remarquable. Un partenariat privilégié se construit jusqu'à l'été 1989, lorsque la répression des manifestants sur la place Tiananmen marque un coup d'arrêt brutal et provisoire à l'essor des échanges.

Cette décennie de mutations n'a pas fait l'objet d'un traitement historique complet : l'ouvrage-clef sur le sujet est encore un recueil de sources réalisé par la sinologue Mechthild Leutner². En raison de son dynamisme après 1945, l'économie allemande a suscité l'intérêt des historiens, mais ceux-ci ont plutôt étudié les causes intérieures de ce succès que ses manifestations sur des marchés extérieurs³. On trouve néanmoins de nombreux articles sur les relations bilatérales entre Chine et Allemagne au xx^e siècle, l'historiographie allemande ayant une riche tradition de sinologie avec l'*Institut für Asienkunde* à Hambourg et les *Berliner Asia-Studien*. Enfin, un ouvrage récent de Martin Albers a montré, dans une démarche comparatiste, l'action des trois premières puissances européennes pour renforcer les liens avec Mao puis Deng dans le contexte de Guerre froide, soulignant le caractère pragmatique de ce rapprochement⁴. Nous avons repris cette idée et concentré notre attention sur les entreprises allemandes, acteurs privés autonomes d'abord soucieuses de profit qui, en Chine, développent une logique ambitieuse de coopération avec leurs partenaires locaux. Les conditions particulières de ce pays font que leur

« Les Allemands face à l'ouverture économique de la Chine. Du "rêve chinois" à la "ChinAllemagne" (1978-1989) », a été soutenu en mai 2017.

² *Bundesrepublik Deutschland und China 1949 bis 1995. Politik – Wirtschaft – Wissenschaft – Wissenschaft – Kultur. Eine Quellensammlung*, Berlin, Akademie-Verlag, 1995.

³ Werner Abelshauser, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte seit 1945*, Munich, C.H. Beck Verlag, 2004.

⁴ Martin Albers, *Britain, France, West Germany and the People's Republic of China 1969-1982: The European Dimension of China's Great Transition*, Londres, Palgrave Macmillan, 2016.

rôle dépasse le simple cadre économique. C'est sur l'adaptation des entrepreneurs allemands à un environnement juridique, politique et économique contraignant que nous avons axé notre recherche.

Plusieurs périodiques allemands ont apporté des éléments, en premier lieu le magazine *China aktuell* qui, à partir de 1972, publie mois après mois des comptes rendus sur l'actualité chinoise et devient la principale source d'informations ouest-allemande pour se tenir au courant de la situation intérieure souvent confuse du pays. Le ministère fédéral des Affaires étrangères, premier acteur de la diplomatie économique, suit évidemment aussi les entreprises ; nous avons appuyé notre réflexion sur ses archives consultables à Berlin, en tentant de les croiser avec les documents diplomatiques français conservés à La Courneuve. Enfin, autant que ces sources le permettaient, nous avons cherché à mettre en avant le point de vue, plus difficile à cerner, des dirigeants chinois, dont certains sont des partisans actifs d'un renforcement des liens avec l'Europe de l'Ouest. Ces sources font ressortir l'idée que les Allemands déploient une stratégie commerciale originale, fondée sur une collaboration active entre des acteurs de nature différente, qui leur permet de se démarquer de leurs rivaux occidentaux et de conforter leur place de première puissance exportatrice européenne acquise dans les années 1950.

Déceptions de l'ouverture

1978, point de départ d'une nouvelle politique économique

Après la brutale querelle successorale qui suit la mort de Mao Zedong en 1976, le XI^e Congrès du parti communiste chinois, en décembre 1978, marque le tournant de la politique chinoise. Il consacre la victoire de Deng Xiaoping sur ses adversaires et ouvre une décennie de réformes ambitieuses autour de deux piliers : l'ouverture et la modernisation. En rupture avec le modèle soviétique copié par Mao, l'accent est désormais

mis sur les biens de consommation et l'industrie agro-alimentaire, longtemps négligés, pour sortir la population chinoise d'une situation économique très sombre. L'importance du marché chinois et le retard technologique ouvrent des perspectives encourageantes aux entreprises étrangères, désormais autorisées à s'installer. Le marché chinois s'était déjà entrouvert dans les années précédentes : dès 1972, des contacts avaient été établis et des contrats conclus. Les « années Deng », à partir de 1978, représentent néanmoins un changement d'échelle et suscitent un fort enthousiasme chez les investisseurs. Les Zones économiques spéciales (ZES⁵) sont un élément central dans l'ouverture chinoise et en montrent en même temps l'insuffisance. Délimitées sur le littoral, elles accueillent les investissements d'entreprises étrangères qui installent des sites de production. Mais elles sont surtout des « lieux-symboles » de l'ouverture, selon la formule de Thierry Sanjuan⁶ : les conditions d'accès y sont strictes ; l'implantation dans une ZES ne signifie pas prendre pied sur le marché chinois : la production est souvent exportée vers d'autres marchés asiatiques. Les Allemands, dans le cadre de colloques réunissant des investisseurs, se plaignent que ces zones soient surtout des enclaves à la main-d'œuvre coûteuse par rapport au reste du pays. Cette semi-ouverture est cohérente avec la politique d'indépendance que Deng professe : accepter capitaux et technologies de l'étranger, mais uniquement dans la mesure où ils servent la modernisation du système productif national. L'enjeu principal est de faire entrer des devises étrangères, la Chine en étant fort dépourvue après plusieurs décennies d'autarcie et de marasme économique.

Les acteurs chinois

⁵ Ouvertes en 1980 à Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen, puis en 1988 à Hainan.

⁶ Thierry Sanjuan, « Zone économique spéciale », in *Dictionnaire de la Chine contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 277-278.

Le développement encadré laisse peu de place à l'entreprise individuelle. Il est mené par le sommet de l'État qui englobe de multiples ministères techniques (Industrie, Commerce extérieur et relations économiques, Énergie, etc.). Il n'est pas rare que les contrats les plus importants soient traités au niveau suprême lors de visites bilatérales : Deng Xiaoping et Zhao Ziyang, Premier ministre de 1980 à 1987, s'impliquent personnellement dans les affaires économiques. En-deçà du niveau ministériel, l'identification des acteurs chinois s'avère difficile. Tous appartiennent à une administration publique en pleine transformation. Une institution créée en 1952 pour le commerce extérieur, le *China Council for the Promotion of International Trade* (CCPIT), marque la décennie d'ouverture. Le gouvernement chinois, pour se moderniser rapidement, cherche à attirer investissements et technologies, sans veiller nécessairement à établir des partenariats commerciaux où s'équilibreraient exportations et importations. Le thème de l'indépendance vis-à-vis des partenaires est sans cesse invoqué, car la présence économique étrangère reste associée à la domination coloniale qu'a subie la Chine jusqu'à 1949. Les implantations chinoises à l'étranger sont encore peu nombreuses et servent surtout à attirer en Chine entrepreneurs et investisseurs. En 1987, après plusieurs années de négociations, une représentation du CCPIT, compétente pour toute l'Europe de l'Ouest, ouvre à Francfort. Le choix de cette ville, centre financier de premier plan, prouve l'importance du partenaire ouest-allemand pour les autorités chinoises. Cette antenne remplit une mission de conseil auprès des entreprises européennes et organise, par exemple, des voyages de délégations d'affaires dans les deux sens. Enfin, dans le contexte de la décentralisation prônée par Deng Xiaoping, les administrations provinciales et municipales reçoivent des compétences commerciales et juridiques pour traiter avec les entreprises étrangères. Mais les échelons administratifs et les organisations de commerce se font concurrence, créant parfois des conflits dont pâtissent les entreprises étrangères.

La difficile implantation des Allemands de l'Ouest

Passée l'euphorie des débuts, les difficultés s'accumulent pour les investisseurs et les entrepreneurs confrontés à un pouvoir autoritaire, soucieux de canaliser le flux d'investissements, de personnes et d'entreprises. Les premières années de réforme sont instables : en 1980 et 1981, le gouvernement décide d'un « réajustement », car ses ressources financières sont au plus bas. Cela entraîne l'annulation ou le report de contrats, mais surtout, éveille la crainte que Deng ne revienne sur les promesses d'ouverture. L'ambassade allemande à Pékin, dans un télégramme de février 1981, dit « la profonde amertume » des hommes d'affaires face à la « légèreté » des Chinois. Mais les perspectives qu'offre le marché chinois sont trop considérables pour que les entreprises étrangères abandonnent. Les expatriés, quant à eux, expriment fréquemment leur mécontentement sur les conditions de vie : ils ne peuvent faire venir leur famille faute de logements adaptés – le marché de l'immobilier leur est fermé –, et les activités culturelles sont rares. Ils travaillent dans des « chambres d'hôtels transformés en bureau [où] perdure un caractère d'improvisation⁷ », décrit un télégramme diplomatique. Enfin, le décalage est net avec l'extérieur : confort supérieur, produits de consommation étrangers et nécessité, pour en sortir, de passer par des intermédiaires chinois⁸. Cela suscite un sentiment de confinement et ils restent rarement plus de deux ou trois ans. Un dernier défi qui se pose aux investisseurs est le coût dissuasif d'une présence en Chine : malgré la médiocrité des conditions d'accueil, ils doivent s'acquitter de loyers élevés dans les grandes villes et les zones côtières où ils sont obligés de s'installer. La plupart se contentent donc d'intermédiaires comme les maisons de commerce spécialisée⁹ qui assurent la liaison avec

⁷ Archives du Ministère allemand des Affaires étrangères, dossier 133654, Note de l'ambassade d'Allemagne à Pékin, 18 décembre 1984.

⁸ « Le grand hôtel. Le temps des "ouvertures" chinoises », in Thierry Sanjuan (dir.), *Les grands hôtels en Asie. Modernité, dynamiques urbaines et sociabilité*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 77-98.

⁹ Ainsi Jebsen & Co., implantée à Hong Kong en 1895 et utilisée par Siemens jusqu'aux années 1980.

les autorités et les entreprises chinoises, et remédient à une difficulté souvent relevée : celle d'identifier ses interlocuteurs dans la multiplicité des instances administratives. La situation ne s'améliore pas dans ce domaine : la décentralisation entraîne des transferts de compétence du pouvoir central vers les autorités provinciales, et il est souvent impossible de savoir à quelle administration s'adresser.

L'action coordonnée des acteurs économiques allemands

Anciens et nouveaux acteurs

Plusieurs entreprises peuvent s'appuyer sur leur ancienne présence en Extrême-Orient. Ainsi Siemens, déjà pionnière en Chine au XIX^e siècle – elle pose, dans les années 1870, des fils télégraphiques à Hong Kong et Shanghai – réussit à l'être à nouveau dans les années 1970 et 1980¹⁰. L'entreprise sidérurgique emporte des contrats jugés impressionnants. En 1978, elle jouit déjà d'une image de marque favorable, incarnant le haut niveau de l'ingénierie allemande. Dotée de moyens considérables, elle peut financer l'ouverture d'une représentation en 1982 à Pékin. Son carnet de commandes connaît alors une forte croissance. Le principal atout du groupe munichoïse est de répondre aux exigences chinoises : non seulement livrer un équipement moderne, mais aussi former la main-d'œuvre chinoise et transférer les technologies.

Les entreprises allemandes s'organisent en plusieurs fédérations selon leur taille et leur secteur d'activité. La plus active d'entre elles est le

¹⁰ Mathias Mutz, « „Der Sohn, der durch das West-Tor kam.“ Siemens und die wirtschaftliche Internationalisierung Chinas vor 1949 », in Sabine Dabringhaus (hrsg.), *China auf dem Weg in die Moderne aus globaler Perspektive*, Münster, Lit Verlag, 2005, p. 4-40.

Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI), représentant les intérêts des principales sociétés telles Siemens et Schloemann-Siemag, deux géants de l'industrie. Nous observons la stabilité des institutions économiques dans l'histoire de l'Allemagne. Le *Deutscher Industrie- und Handelstag* (DIHT), créé en 1861, est aujourd'hui encore actif. Cette conférence des chambres de commerce et d'industrie organise notamment des colloques réunissant chercheurs, hommes d'affaires et employés des différents ministères fédéraux ; ces événements offrent des sources utiles pour connaître l'état d'esprit de ces différents acteurs. L'histoire de ces acteurs économiques collectifs reste encore à écrire.

Ces institutions trouvent des équivalents dans les autres pays européens, mais jouent un rôle original dans le cas de l'Allemagne. L'étroitesse des liens entre les chefs d'entreprise allemands et les responsables politiques chinois s'est construite depuis les années 1950 grâce à l'absence de relations diplomatiques officielles entre le Gouvernement fédéral et la République populaire. Les représentants de l'économie allemande se sont substitués aux diplomates et ont posé les bases d'une relation axée sur le commerce, à l'abri des aléas du dialogue politique. Dans ce processus, une institution a joué un rôle crucial, l'*Ostausschuss der Deutschen Wirtschaft* (comité oriental de l'économie allemande), fondé en 1952 pour entretenir des relations avec les pays du bloc socialiste et dont la compétence s'étend jusqu'à la Chine¹¹. Otto Wolff von Amerongen, industriel ouest-allemand né en 1918¹², est un personnage central. Président du DIHT de 1969 à 1988 et de l'*Ostausschuss* de 1955 à 2000, il décrit ce dernier comme « l'enfant du besoin pour rouvrir à la jeune République fédérale les marchés d'exportation traditionnels à l'Est » qu'elle a perdus avec la Seconde Guerre mondiale¹³ ; l'objectif est de reconstruire l'économie

¹¹ Sven Jüngerkes, *Diplomaten der Wirtschaft, Die Geschichte des Ost-Ausschusses der Deutschen Wirtschaft*, Osnabrück, Fibre, 2012.

¹² *Der Weg nach Osten. Vierzig Jahre Brückenbau für die deutsche Wirtschaft*, München, Droemer Knauer, 1992.

¹³ *Id.*, p. 12.

extérieure allemande, ce à quoi le pays parvient à la faveur du « miracle économique ». L'expansion des entreprises allemandes sur le marché chinois s'inscrit dans la poursuite d'une politique exportatrice très dynamique.

L'impulsion politique

Une ère nouvelle se dessine dans les années 1980 lorsque des hommes politiques au plus haut niveau entament un dialogue régulier ponctué de visites officielles ; elles permettent de surmonter les obstacles rencontrés aux niveaux inférieurs et de signer de nouveaux grands contrats. Deux hommes politiques de premier plan ressortent. Le premier est le chancelier fédéral entre 1982 et 1998, Helmut Kohl. Son voyage à Pékin en octobre 1984 est un jalon pour les relations bilatérales ; il intervient à un moment où les entreprises allemandes sont déjà implantées sur le marché chinois. Le second, Hans-Dietrich Genscher, ministre fédéral des Affaires étrangères de 1974 à 1992, effectue plusieurs voyages en Chine et incarne les bonnes relations entre les dirigeants chinois et les conservateurs des partis chrétien démocrate et chrétien social (CDU-CSU). Le soutien infaillible qu'il apporte à la coopération sino-allemande lui vaut les reproches des Européens critiques envers le non-respect des libertés civiles en Chine. En réponse, les partisans d'une consolidation du partenariat brandissent la doctrine « *Wandel durch Handel* », le changement par le commerce, ce qui investit les acteurs économiques d'une mission ambitieuse : ils deviennent le moteur de la transformation politique de ce pays à régime autoritaire. Une normalisation des relations diplomatiques se dessine entre Bonn et Pékin. Le domaine économique reste prédominant, mais les échanges se diversifient : des mesures sont prises en faveur de l'enseignement de la langue allemande en Chine – ouverture d'un Institut Goethe à Pékin en 1988 –, les échanges universitaires s'étoffent. De telles initiatives permettent de ne pas limiter la relation aux quelques expatriés et acteurs institutionnels. Elles ont le soutien actif des entreprises qui y voient un moyen indirect d'intensifier les échanges commerciaux.

Le cadre juridique de la coopération

C'est sur deux accords, signés le 9 octobre 1978 et le 24 octobre 1979, que se fonde la coopération scientifique et technique, dynamique essentielle du partenariat sino-allemand. Le premier texte prévoit des rencontres régulières et ouvre la coopération à tous les domaines possibles. Les ambassades allemande et chinoise jouent le rôle d'interlocuteur. Le second texte, sur la coopération économique, réaffirme les principes de l'accord précédent et les précise, appelant à favoriser les échanges de savoir-faire, d'informations, de personnels et d'équipements et à faire de la coopération avec l'Allemagne un moteur du développement économique de la Chine. Le traité commercial entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Chine du 3 avril 1978, mentionné en préambule, sert de cadre. Enfin sont instituées les commissions mixtes pour réunir chaque année des représentants du gouvernement et des acteurs économiques. L'accent est ainsi mis sur la logique de concertation. Ces commissions jouent effectivement un rôle important dans les années 1980 ; tenues alternativement en Chine et en Allemagne, et ayant laissé d'épais dossiers aux archives diplomatiques allemandes, elles montrent l'action des deux gouvernements pour fluidifier les échanges. Dirigées par les ministres de l'Économie, elles établissent des contacts entre responsables chinois et allemands, et sont l'occasion d'évoquer les difficultés rencontrées. La coopération scientifique et technique est centrale dans les années 1980 : elle permet aux entreprises chinoises de monter en gamme à partir de technologies importées sans dépenser les liquidités qui leur font encore défaut. Ensuite, elle mobilise des acteurs tant publics que privés : les ministères fédéraux de la Coopération économique, de l'Économie et des Affaires étrangères jouent un rôle moteur, mais la réalisation des projets met activement à contribution les entreprises.

Les positions économiques allemandes sortent renforcées des années de transition menant la Chine d'un régime de fermeture à sa pleine intégration aux réseaux économiques mondiaux. Cependant, seul un nombre réduit de grandes entreprises – les fleurons traditionnels de l'industrie allemande :

Volkswagen, Siemens, Schloemann-Siemag, etc. – ont eu les moyens de s'y implanter, en remportant des grands contrats pour des projets ponctuels, mais surtout en consolidant leur présence dans les domaines de la formation et de la coopération technologique. Une stratégie originale est déployée, qui semble singulariser l'Allemagne par rapport à ses rivaux. Le contexte change à partir de 1989 : les années d'instabilité et de transition étant surmontées, le marché peut s'ouvrir à une plus grande variété d'acteurs.

La défense spirituelle : la contre-propagande en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale

MATHIEU MOHLER

Résumé

Avec la Seconde Guerre mondiale, la Suisse craint de connaître à nouveau les divisions internes et les troubles sociaux qui l'animèrent pendant la Grande Guerre. Encerclée et menacée par les forces de l'Axe et cible des propagandes étrangères, elle renforce ses défenses militaires. L'action psychologique, elle aussi, est loin d'être négligée. Exercée sous le vocable de « défense spirituelle », elle se traduit par des campagnes de conférences traitant de thèmes variés, allant de l'unité suisse aux questions sociales.

Mots-clés : Suisse – Seconde Guerre mondiale – Contre-propagande – Défense spirituelle – Questions sociales.

Abstract

The Spiritual Defence: Counter-Propaganda in Switzerland During World War II

During WWII, Switzerland feared experiencing once again the internal divisions and social unrest that disrupted it during the Great War. Encircled and threatened by the Axis forces, targeted by foreign propaganda, it reinforced its military defences. Psychological action too was far from being neglected. Conducted under the name of "spiritual defence", it triggered campaigns of conferences focusing on various themes from Swiss unity to social issues.

Keywords: *Switzerland – World War II – Counter-propaganda – Spiritual Defence – Social issues.*

« Penser en Suisses, agir en Suisses¹ »

Depuis les années 1990, l'histoire de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale fait l'objet d'un vif débat historiographique². On s'interroge sur le maintien de la neutralité³ et de la souveraineté de ce petit État, qui se retrouva, malgré lui, au centre du champ de bataille européen. L'attitude de la Suisse à l'égard de l'Allemagne nazie suscite des débats passionnés sur ses échanges économiques et diplomatiques ; en particulier, la Suisse est-elle coupable de « favoritisme » pour l'un ou l'autre belligérant ? A-t-elle respecté sa neutralité diplomatique, économique, politique, militaire et humanitaire ? Pouvait-elle faire plus dans le domaine humanitaire ? Cependant, la question de l'affrontement des propagandes étrangères⁴ et de la contre-propagande suisse est délaissée. Seul André Lasserre y a consacré un ouvrage⁵, illustrant le courant intellectuel de la Défense spirituelle et la principale organisation chargée d'en diffuser les idées : la section Armée et Foyer. La plupart de ses – nombreuses – archives se consultent aux Archives fédérales suisses à Berne. André Lasserre ne les a exploitées que partiellement. Divers cartons d'archives ont constitué la source principale de notre étude et permettent de poser un nouveau regard

¹ Ordre du jour du Général Guisan, commandant en chef de l'armée suisse de 1939 à 1945, 1^{er} août 1940.

² Le présent article présente un mémoire réalisé en 2016 dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Frédéric Dessberg, « La défense spirituelle et la section Armée et Foyer en Suisse entre 1939 et 1945 », soutenu en janvier 2017 aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan. Augmenté sous la direction d'Alya Aglan, il a été soutenu en juillet 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. L'auteur, officier de l'Armée de Terre, sert actuellement dans l'arme du génie.

³ Antoine Fleury, « La neutralité suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 194, 1999, p. 53.

⁴ Une étude exhaustive sur la propagande étrangère en Suisse reste à établir.

⁵ André Lasserre, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, Lausanne, Payot, 1989, 406 p.

sur cette action psychologique. Ces archives⁶ rassemblent principalement les textes de conférences et des cours donnés aux soldats mobilisés et à la population civile, ainsi que de très nombreux rapports sur le moral des Suisses. Ces documents révèlent les préoccupations majeures des autorités suisses durant la Seconde Guerre mondiale : maintenir l'unité du pays et éviter que ne se reproduisent les troubles connus durant la Grande Guerre. En effet, quoique neutre, la Suisse a toujours eu à subir les conséquences des conflits européens. État confédéral, partagé en trois aires culturelles et linguistiques, le pays s'était divisé entre partisans de l'Allemagne et partisans de la France, et avait connu de graves troubles sociaux. En mai 1940, la France, alors considérée comme le plus solide rempart de la démocratie dans une Europe progressivement conquise aux totalitarismes, est vaincue par l'Allemagne nazie. La Suisse est désormais complètement encerclée par les forces de l'Axe ; les neutralités du Danemark, de la Norvège et de la Belgique ont été violées sans scrupule. Exception démocratique en Europe continentale, peuplée de quatre millions d'habitants et défendue par une armée de milice⁷, la Suisse est dans une situation d'extrême vulnérabilité. Par ailleurs, le pays ne risque-t-il pas de connaître des troubles similaires à ceux du temps de la Grande Guerre ? Que faire ? Être prêt à se défendre ou s'intégrer à la « Nouvelle Europe » ? Les autorités suisses répondirent par les mots d'ordre de strict respect de la déclaration de neutralité et de ferme volonté de défense. Leurs déclinations dans les relations diplomatiques, les échanges économiques, et dans la mobilisation des moyens militaires (notamment dans le cadre de la stratégie du Réduit national) suscitent encore de

⁶ Aux Archives fédérales suisses (AF), les documents de la section Armée et Foyer sont classés dans la section E27 *Eidgenössisches Militärdepartement* (Département militaire fédéral). La section E27 est elle-même divisée en « cartons » numérotés. Par exemple, le carton 9050 est côté « AF/E27/9050 ».

⁷ L'armée suisse repose sur le système de milice. Elle est formée de citoyens-soldats car l'exercice de la citoyenneté est considéré comme indissociable du devoir de défense. Ainsi, tous les citoyens suisses – de sexe masculin – étaient astreints à un entraînement militaire régulier de 20 ans à 60 ans.

nombreux débats historiographiques. Pourtant, ces mesures pratiques sont toutes liées à un courant intellectuel constitué dès l'Entre-deux-guerres sous le vocable de Défense spirituelle. Les autorités suisses ont accordé une attention considérable à l'opinion publique sans se donner les moyens de l'informer. Le Général Guisan, commandant en chef de l'armée suisse, n'avait-il pas déclaré « Notre organisation défensive serait insuffisante si elle ne faisait pas appel à l'esprit⁸ » ? Comment satisfaire ce but ? D'une manière pragmatique, l'Armée a mis en place une organisation civilo-militaire en charge d'une action psychologique : la section Armée et Foyer. Intellectuels, économistes, historiens, écrivains, scientifiques, de sensibilités politiques et religieuses diverses ont été convaincus de la nécessité d'une « défense spirituelle » du pays.

La Défense spirituelle⁹ et la section Armée et Foyer

Dès 1938, les autorités fédérales, conscientes de la menace que représente l'Allemagne nazie, appellent à la « mobilisation [des] forces intellectuelles, artistiques et morales, qui doivent s'employer à lutter pour l'indépendance de [l'] État¹⁰ ». Des organisations privées de « défense spirituelle » voient ainsi le jour : Pro Helvetia, la Ligue du Gothard, l'Action de résistance nationale¹¹. Avec les membres de la Nouvelle Société Helvétique, association plus ancienne (fondée en 1914) qui promeut la culture helvétique, elles forment un réseau influent, notamment constitué

⁸ Ordre d'armée du 3 novembre 1939.

⁹ L'expression vient vraisemblablement d'une traduction littérale de l'allemand « Geistige Landesverteidigung », employé par le conseiller fédéral Philipp Etter.

¹⁰ « Message du Conseil fédéral concernant les moyens de maintenir et de faire connaître le patrimoine spirituel de la Confédération » (9 décembre 1938) in Section Armée et Foyer, *Bréviaire du citoyen*, Lausanne, s.n., 1941, p. 25.

¹¹ Plus connue sous son appellation allemande d'*Aktion nationaler Widerstand*.

d'intellectuels (comme Gonzague de Reynold, Charles-Ferdinand Ramuz, Denis de Rougemont) et de membres des services de renseignement (comme August Lindt, Hans Hausamann, Walter Allgöwer). Après la mobilisation générale du 2 septembre 1939¹², une action publique coordonnée depuis Berne devient nécessaire. En effet, la Suisse n'échappe pas à la guerre totale et subit les assauts redoublés des propagandes étrangères¹³ (allemande et soviétique) qui incitent au « défaitisme » militaire et attisent les divisions internes (par exemple, les Suisses alémaniques sont invités à demander leur rattachement au Reich) et les tensions sociales. Ainsi, parallèlement à la mise en place d'une forme de censure par la création d'une « Division Presse et Radio », le Conseil fédéral accepte la création d'une « Section Armée et Foyer¹⁴ », « Heer und Haus » dans les cantons alémaniques. Cette organisation est placée sous commandement militaire mais comprend aussi bien des militaires que des civils. Elle reçoit pour mission de « maintenir une liaison spirituelle entre le front et l'arrière, rassembler les forces constructives des deux secteurs, leur permettre de s'exprimer, consolider l'union [du] peuple [suisse], fortifier sa volonté de défense et défendre ses biens spirituels¹⁵ », d'après les mots d'Hans Ziegler, qui en fut l'un des principaux chefs avec Oscar Frey.

Jusqu'au choc de la défaite française de juin 1940, l'action d'Armée et Foyer se focalise sur les troupes mobilisées : la mobilisation est considérée comme l'occasion privilégiée pour instruire le soldat qui doit revenir dans son foyer meilleur citoyen qu'il ne l'était au moment de son appel sous les drapeaux. Le citoyen-soldat ainsi informé contribue à affermir le moral de la

¹² 450 000 Suisses sont mobilisés aux frontières pour dissuader toute incursion étrangère.

¹³ AF/E27/9071 « Propagande étrangère et écrits de la propagande intérieure extrémiste 1939-1945 ». Fonds privé : Antoine Schülé.

¹⁴ AF/E27/9050 « Organisation d'un service des conférences à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée ».

¹⁵ Hans Ziegler, *Histoire de la section Armée et Foyer (1939-1945)*, s.l., s.n., 1945, p. 3.

population civile par sa bonne influence et par la confiance dont il dispose auprès des siens. Armée et Foyer développe ainsi différents services pour diffuser les idées de la Défense spirituelle et combattre les propagandes étrangères tout autant que la lassitude du mobilisé : Service des conférences¹⁶, Service de la radio, Service des livres¹⁷, Service des films militaires¹⁸, Section des loisirs (qui organise concerts, représentations théâtrales¹⁹, jeux et activités sportives).

En juillet 1940, le Général Guisan adopte la stratégie du Réduit, qui concentre les moyens de défense dans le centre montagneux du pays, mais qui, en cas d'attaque nécessite d'« abandonner » le Plateau au Nord, région la plus densément peuplée. La probabilité d'un tel sacrifice et le manque d'information dû à la censure amenèrent l'Armée à étendre son action psychologique auprès des civils. C'est non sans de longs débats entre Guisan et le Conseil fédéral, que cette tâche revient finalement à l'Armée en novembre 1940²⁰, après que l'idée de créer un organe officiel de propagande fut rejetée²¹. La Section Armée et Foyer ne peut donner ses premiers cours à des civils qu'en juillet 1941, mais dès lors, elle s'organise en un dense réseau de conférenciers et de correspondants (appelés « personnes de confiance ») recrutés dans tous les milieux – politiques, linguistiques, religieux – de la société suisse. Ceux-ci ont tant pour mission « d'informer » la population que de renseigner les autorités sur son moral et ses préoccupations. Dans un esprit de fidélité à la tradition démocratique helvétique, les conférenciers ont pour consigne de « se borner à donner des informations objectives, à décrire des faits, à analyser des problèmes,

¹⁶ AF/E27/9050.

¹⁷ AF/E27/9116 « Livres et journaux 1939-1944 ».

¹⁸ AF/E27/9313 « Rapports et commentaires sur les séquences cinématographiques 1941-1945 ».

¹⁹ AF/E27/9082 « Organisation de tournées d'artistes pour la troupe, et de tournées de troupes de théâtre militaires 1939-1947 ».

²⁰ AF/E27/9050 : ordre d'armée du 23 novembre 1940.

²¹ André Lasserre, *La Suisse...*, *op. cit.*, p. 25-34.

à montrer les raisons des mesures prises²² ». Ils doivent ensuite faire suivre leur exposé d'une discussion libre avec les participants et les inviter à répondre à un questionnaire ou à produire un rapport. Ces rapports constituent une source d'information précieuse sur les préoccupations de la population et sur les « faux bruits » répandus par les propagandes étrangères. Ils permettent, à Armée et Foyer de sans-cesse adapter son discours à un contexte changeant et de couper court aux rumeurs visant à discréditer les autorités. Ainsi, les cours « d'éducation nationale²³ » cèdent peu à peu la place à des conférences sur le rationnement alimentaire et sur les questions économiques et sociales²⁴. L'évolution de la situation militaire et internationale est régulièrement expliquée. D'autres thèmes variés sont évoqués comme la question des réfugiés et des internés, ou encore la « question juive »²⁵.

D'après Hans Ziegler, 4 043 conférences ont été organisées de 1943 à 1945 avec un total de 485 160 participants²⁶ : l'influence d'Armée et Foyer n'a pas été négligeable, d'autant plus qu'elle a été relayée par un vaste réseau associatif (outre les sociétés citées précédemment, de nombreuses associations militaires, les Églises nationales – catholiques et protestantes –, les mouvements de jeunesse – scouts, associations sportives).

Gonzague de Reynold (1880-1970) et la quête « d'unité spirituelle »

²² Hans Ziegler, *Histoire ...*, *op. cit.*, p. 29-30.

²³ Traduction de l'allemand « Heimatkunde ». En France, on parlerait plus volontiers « d'éducation civique ».

²⁴ AF/E27/9069 « Exposés des Services d'information et d'orientation 1939-1945 ».

²⁵ Section Armée et Foyer, *Plan de causerie d'éducation nationale*, s.l., s.n., 1943, n° 22 « La question juive ».

²⁶ Hans Ziegler, *Histoire ...*, *op. cit.*, p. 73.

*Unitas firmat, dispersum fragile*²⁷

Gonzague de Reynold est, pour ainsi dire, le père de la Défense spirituelle et de l'idée d'Armée et Foyer. Intellectuel catholique, issu d'une vieille famille fribourgeoise, il se forme à Paris où il soutient sa thèse sur *Le Doyen Bridel (1757-1845) et les origines de la littérature suisse romande* (à la Sorbonne en 1909). De retour en Suisse, il fonde en 1914 la Nouvelle Société Helvétique avec Charles-Ferdinand Ramuz et Paul de Vallière (plus tard actif au sein d'Armée et Foyer). Pendant la Grande Guerre, il est appelé à la tête d'un « Bureau des conférences de l'Armée »²⁸, organe précurseur d'Armée et Foyer, mais s'adressant seulement aux soldats mobilisés. Il enseigne par la suite dans les universités de Genève (francophone et calviniste), de Berne (germanophone et luthérienne), et de Fribourg (francophone et germanophone, catholique). En même temps qu'il publie plusieurs ouvrages sur l'histoire et l'identité suisse, il se consacre grandement à l'idée européenne par ses recherches et sa participation à divers colloques internationaux. Il fut notamment membre de la Commission internationale de coopération intellectuelle, organe de la Sociétés des Nations.

Sa pensée porte la marque d'influences diverses : des idées contre-révolutionnaires (il se dit volontiers disciple de Joseph de Maistre), de la doctrine sociale de l'Église, mais aussi du personnalisme. Son analyse historique accorde de l'importance à la compréhension des systèmes théologiques et philosophiques, et se subordonne manifestement à la recherche d'une synthèse unificatrice. « Le centre de la vie humaine est au-dessus de l'homme, de la société, de l'État. Il est urgent d'y raccrocher l'homme, la société, l'État. Tout le problème est un problème de centre, et de centre spirituel [...] »²⁹ écrit-il en 1934 dans *L'Europe tragique*. Dans cet

²⁷ « L'union renforce, la division affaiblit », in Gonzague de Reynold, *Grandeur de Suisse*, Neuchâtel, La Baconnière, 1940, p. 38.

²⁸ Hans Ziegler, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 4.

²⁹ Gonzague de Reynold, *L'Europe tragique ; la révolution moderne, la fin d'un monde*, Paris, Spes, 1934, p. 38.

ouvrage, rédigé peu après l'accès au pouvoir d'Hitler en Allemagne, Reynold dépeint une Europe engluée dans une crise généralisée – économique et sociale au premier plan, politique et idéologique au second plan – et juge sévèrement le « nouvel État » – fasciste ou nazi – qui en émerge : « Ce nouvel État [...] est extrêmement dangereux. Pour la religion, pour la personne humaine, pour l'Europe, pour la paix³⁰. ». Il voit dans l'« étatisme » une tendance totalitaire et matérialiste, négatrice de la personne. La « défense spirituelle » de la Suisse consiste ainsi selon lui à défendre le primat du spirituel et un principe politique cohérent avec celui-ci : la subsidiarité, qui se traduit par le respect de la souveraineté des cantons et le refus de tout centralisme excessif.

René Lalive d'Épinay (1904-1957) et les questions sociales en Suisse romande

René Lalive d'Épinay joue aussi un rôle important dans la Défense spirituelle même s'il est méconnu, encore de nos jours, de ses compatriotes. Issu d'une famille de tradition libérale, né à la Chaux-de-Fonds, ville horlogère et acquise au socialisme, il entre au service de la Confédération en qualité d'ingénieur agronome. Devenu secrétaire de l'Office fédéral de l'alimentation, il intervient au sein d'Armée et Foyer, d'abord comme conférencier, puis, à partir de 1942, comme chef du Détachement romand³¹. La Suisse romande est alors en proie à de vives tensions sociales, dans les centres industriels et ouvriers de Genève et de la Chaux-de-Fonds en particulier. Les autorités redoutent que les difficultés

³⁰ *Ibid.*, p. 259.

³¹ La Section Armée et Foyer se divisait en trois détachements : un en Suisse alémanique, un en Suisse romande (francophone), un au Tessin (italophone).

matérielles accrues par la guerre³² ne rendent la population plus vulnérable à la propagande communiste. Lalive concentre ainsi l'activité du Détachement romand particulièrement dans les milieux ouvriers et syndicalistes. Il souhaite maintenir la confiance dans les autorités en montrant que « la Suisse est capable d'apporter des solutions aux problèmes économiques et sociaux qui bouleversent le monde et qui sont unes des causes essentielles des guerres révolutionnaires du XX^e siècle³³ ». S'éloignant des thèmes traditionnels de la Défense spirituelle (l'attachement au christianisme, au fédéralisme, à la neutralité), il privilégie dans son discours les questions économiques et sociales qui animent les débats des années 1944-1945 : l'assurance maladie, l'assurance-vieillesse et survivants, la communauté professionnelle³⁴... Cette proximité avec les milieux de gauche le rend suspect aux yeux des tenants d'une version « conservatrice » de la Défense spirituelle, d'autant plus qu'à la fin de la guerre l'URSS exerce une attraction intellectuelle grandissante. En 1945, les Soviétiques sont aux portes de l'Europe occidentale et constituent une nouvelle menace totalitaire pour la Suisse. Dans ce contexte, Lalive est accusé d'être « un cheval de Troie³⁵ » du communisme au sein de l'Armée. Le Général Guisan en est informé par le Major Paul de Vallière, lui aussi actif au sein d'Armée et Foyer et proche de Gonzague de Reynold. Toutefois, Hans Ziegler préfère couvrir son subordonné Lalive et en profite pour écarter Vallière d'Armée et Foyer : il défend ainsi son service et règle un différend personnel avec ce dernier, jugé trop proche du Général.

³² Entourée par des nations en guerre, et malgré tout dépendante des importations de matières premières, la Suisse eut à mettre en place un rationnement des denrées alimentaire et du charbon.

³³ AF/E27/9069/3 « Communication aux conférenciers et aux responsables du Détachement romand d'Armée et Foyer, n° 2, 28 décembre 1942 ».

³⁴ *Ibid.* « Questions sociales et solutions suisses, 20 mai 1944 ».

³⁵ AF/E27/9064 « Différends entre le Major de Vallière et le Major Ziegler concernant les opinions de Lalive d'Epinaï, chef du Département romand de la Section Armée et Foyer (extrême gauche, etc.) (1945) ».

« La section Armée et Foyer disparaît, mais l'idée d'Armée et Foyer doit continuer à vivre³⁶ »

Armée et Foyer ne survit pas au climat de la fin de la guerre et aux divisions internes. La section est dissoute en septembre 1945, après avoir été le « porte-voix » de la Défense spirituelle pendant près de six ans. Mais, conscientes de l'influence considérable qu'elle a exercée dans tous les milieux de la société suisse, les autorités en gardent l'idée. Elle est d'ailleurs réactivée dès la guerre de Corée. En 1961, elle est intégrée à la troupe. Vivement contestée par la gauche, elle est définitivement remplacée par un Service d'information de la troupe (SIT) en 1978, et dès lors, cesse tout lien avec la Défense spirituelle.

³⁶ Hans Ziegler, *Histoire...*, *op. cit.*, p. 72.

D'instrument de propagande à miroir de la guerre d'Algérie :
l'équipe de football du Front de Libération Nationale,
1954-1962

VINCENT JACQUET

Résumé

À la suite d'une série d'attentats sur l'ensemble du territoire algérien le 1^{er} novembre 1954, la France connaît un climat de guerre civile. Ne souhaitant pas débattre d'une indépendance de sa colonie, le gouvernement minimise les « événements d'Algérie » et muselle la presse. Pour contourner la censure et sensibiliser l'opinion publique au conflit en cours, le Front de libération nationale algérien décide de créer une équipe de football destinée à devenir l'étendard de la cause algérienne. Au cours de ses quatre années d'existence, celle-ci met progressivement en lumière les tensions et dynamiques inhérentes à la guerre d'Algérie, tant sur le plan national qu'international, au point d'en devenir un véritable reflet.

Mots clés : Guerre d'Algérie – Football – Propagande – Presse – Guerre froide.

Abstract

***From A Propaganda Tool To A Reflection Of The Algerian War:
The National Liberation Front's Football Team, 1954-1962***

Since the outbreak of a series of attacks throughout the Algerian territory on the 1st of November 1954, an atmosphere of civil war was underway in France. Wishing not to debate the independence of its colony, the government minimized the "events of Algeria" and muzzled the press. In order to circumvent censorship and raise awareness on the current conflict among the public opinion, the National Liberation Front of Algeria decided to create a football team destined to become the spearhead of the Algerian cause. During its four years of existence, it gradually highlighted the tensions and dynamics inherent to the Algerian War on both a national and global level and became a real reflection of this conflict.

Keywords: *Algerian War – Football – Propaganda – Press – Cold War.*

Lorsque les attentats de la « Toussaint rouge » ont lieu, l'Algérie est une colonie française depuis plus d'un siècle suite à son rattachement au territoire national par la constitution de 1848¹. Si elle bénéficie d'un statut particulier qui la distingue des autres colonies de l'Empire, tous ses habitants ne sont pas pour autant égaux puisque depuis 1881 le Code de l'Indigénat instaure une véritable ségrégation entre les populations européenne et musulmane. Celle-ci apparaît de plus en plus évidente à mesure que le nombre de musulmans en Algérie augmente, passant de 2,3 millions dans les années 1850 à près de 10 millions en 1960, alors que les Européens peinent à atteindre le million².

C'est avec le retour des vétérans de la Première Guerre mondiale que le football se développe en Algérie et en 1919 est créée la Ligue d'Oran de football³. Celui-ci devient rapidement le sport favori des Algériens, qu'ils soient indigènes ou pieds noirs et dans les années 1930, le département d'Alger compte plus de licenciés que l'Île-de-France⁴. Du fait de l'importance croissante du football pour les Algériens, celui-ci est rapidement instrumentalisé par les nationalistes désireux d'obtenir l'indépendance.

¹ Cet article est issu du mémoire de Master 2 « Un miroir de la guerre d'Algérie : l'équipe de football du Front de Libération National au prisme de la presse française et indépendantiste (1954-1965) », réalisé sous la direction d'Alya Aglan et soutenu en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il repose sur l'étude des archives et sources imprimées de la presse généraliste et sportive française de l'époque, ainsi que des articles et ouvrages consacrés au lien entre football et nationalisme en Algérie et à l'équipe de football du FLN.

² Philip Dine, Didier Rey, « Le football en guerre d'Algérie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 106/2, 2012, p. 27.

³ Alfred Wahl, « Football et jeux de ballon », in Daniel Hick (dir.), *L'Empire du sport : les sports dans les anciennes colonies françaises*, Aix-en-Provence, Centre des Archives d'Outre-mer, 1992, p. 44-45.

⁴ Matthew Taylor, *Moving with the ball. The migration of professional footballers*, Oxford/New York, Berg, 2001, p. 172.

L'aboutissement d'un usage politique du football par les nationalistes algériens

Parallèlement aux ligues de football locales se multiplient des clubs dits « indigènes ⁵ ». Ceux-ci sont composés exclusivement de joueurs musulmans et leurs noms et couleurs les apparentent selon les cas à l'islam ou au nationalisme algérien ⁶. Ainsi lors de la saison 1923-1924 la Ligue d'Oran en compte dix sur les quarante formations qui la composent ⁷. Ils sont particulièrement importants pour les musulmans qui voient en eux un moyen d'exprimer une identité algérienne niée par l'Indigénat. Ainsi en Algérie le stade devient rapidement un « microcosme des affrontements ethniques ⁸ » comme en témoigne un rapport du préfet de Constantine évoquant des violences provoquées par les supporters du club musulman de la Jeunesse Sportive Djidjellienne en 1937 ⁹.

Avec la « Toussaint rouge », le football algérien entre définitivement dans le champ de la lutte politique. Dès 1954 le Front de libération nationale (FLN) s'en empare afin de servir sa propagande et d'augmenter son prestige. En 1956 il exige que les clubs musulmans se retirent des compétitions locales afin de protester contre la domination coloniale ¹⁰. Au cœur de la bataille d'Alger, le 10 février 1957, le FLN organise des attentats dans plusieurs stades de la capitale. Il frappe également en

⁵ Le Mouloudia Club Algérois, arborant les couleurs verte rouge et blanche de l'islam et du drapeau algérien et nommé en référence à la fête de Mouloud célébrant la naissance du prophète Mahomet est par exemple fondé en 1921.

⁶ Philip Dine, Didier Rey, « Le football en guerre d'Algérie », *op. cit.*, p. 28.

⁷ Alfred Wahl, « Football et jeux de ballon », *op. cit.*, p. 44-45.

⁸ Youcef Fatès, *Sport et Tiers-Monde*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, p. 30-31.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Kader Abderrahim, *L'indépendance comme seul but*, Paris, Paris Méditerranée, 2008, p. 34.

métropole, comme en témoigne l'assassinat au stade de Colombes d'Ali Chekkal, ancien vice-président de l'Assemblée algérienne accusé de collusion avec les colons¹¹.

Constatant l'impact de ces actions sur l'opinion, des membres de la Fédération de France du FLN décident d'aller plus loin en mettant sur pieds une équipe composée de joueurs algériens professionnels évoluant en métropole¹². Ce projet a d'abord pour but de marquer les esprits en exfiltrant des joueurs vedettes du championnat. Il s'agit ensuite d'amputer l'équipe de France de certains de ses meilleurs éléments avant la Coupe du monde 1958. Enfin, le FLN veut faire jouer cette équipe contre les meilleures sélections disponibles afin d'imposer l'idée d'une Algérie forte et indépendante¹³. Il est décidé que l'équipe s'enfuirait dans la nuit du 13 au 14 avril 1958 afin de déstabiliser le championnat de France qui touche à sa fin, mais aussi l'Équipe de France censée affronter la Suisse en préparation au Mondial avec dans ses rangs plusieurs joueurs ciblés comme les stars Mustapha Zitouni (défenseur de l'AS Monaco) et Rachid Mekhloufi (attaquant de l'AS Saint-Étienne¹⁴). Étant majoritairement favorables au FLN, au contraire de ce qu'annoncent les journaux français suite à leur exil¹⁵, la plupart des candidats acceptent de rejoindre Tunis où le président Habib Bourguiba, solide soutien du FLN, a permis au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) d'installer son siège¹⁶. À la suite d'un départ clandestin, un premier noyau de dix

¹¹ Philip Dine, Didier Rey, « Le football en guerre d'Algérie », *op. cit.* p. 30.

¹² Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance : L'incroyable histoire de l'équipe de football du FLN algérien*, Issy-les-Moulineaux, Prolongations, 2008, p. 76.

¹³ *Ibid.*, p. 78.

¹⁴ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance...*, *op. cit.*, p. 52.

¹⁵ Les joueurs sont notamment qualifiés le 22 avril 1958 « d'otages de la politique » du FLN par *France Football*. De son côté *L'Aurore* du 15 avril 1958 évoque des footballeurs partis « sous la menace du FLN ».

¹⁶ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance*, *op. cit.*, p. 106.

joueurs¹⁷ arrive dans la capitale tunisienne et l'équipe est créée. Après un premier match officiel disputé le 9 mai 1958 contre le pays hôte et lors duquel retentit pour la première fois le *Kassaman*, l'hymne algérien, le « onze de l'indépendance » dispute jusqu'à 91 matchs entre 1958 et 1962 pour 65 victoires, 13 matchs nuls et 13 défaites¹⁸.

Un instrument de propagande internationale face à de multiples réactions de la métropole

Comme espéré, la disparition des footballeurs provoque un raz de marée médiatique¹⁹. Le FLN profite de cette exposition pour communiquer une déclaration indiquant que les exilés ont vocation à créer une Équipe Nationale Algérienne qui demandera son adhésion à la FIFA²⁰. Par ce procédé, le FLN reconnaît officiellement l'équipe comme son ambassadrice dans le monde et ce malgré le refus prévisible de sa candidature par la FIFA du fait de l'appartenance de l'Algérie à la France. L'impact de cette action est mis en lumière par le quotidien sportif *L'Équipe* qui évoque :

¹⁷ Abdelaziz Ben Tifour, Kaddour Bekhloufi, Abderrahmane Boubekour et Mustapha Zitouni (AS Monaco), Mokhtar Arribi (Avignon), Amar Rouai (SCO Angers), Rachid Mekhloufi (AS Saint-Etienne), Hamid Kermali (Olympique Lyonnais), Saïd Brahimi et Abdelhamid Bouchouk (Toulouse FC).

¹⁸ Selon la *Recreational Sport Soccer Statistics Foundation*. Ces chiffres sont débattus car ils comptabilisent tous les matchs, même ceux pouvant être qualifiés de matchs de préparation ou d'entraînements. Si l'on décide de ne pas prendre en compte ce bilan, le plus pertinent reste celui de Michel Nait-Challal qui comptabilise 83 rencontres pour 57 victoires, 14 matchs nuls, 12 défaites, 349 buts marqués et 119 encaissés.

¹⁹ Kader Abderrahim, *L'indépendance comme seul but*, *op. cit.*, p. 17-18.

²⁰ La Fédération Internationale de Football Association est l'instance qui gère l'ensemble des fédérations nationales de football dans le monde et qui est notamment en charge de la Coupe du Monde de football.

« l'Équipe de France demeure, même si le mot France prend une signification plus étroite²¹ ».

Par la suite, le FLN organise des tournées internationales qui entre 1958 et 1962 amènent les désormais surnommés « globetrotters de l'indépendance » à disputer des matchs au Maghreb, au Moyen-Orient, mais aussi dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est et en Asie. Au cours de ces voyages l'équipe sert notamment à sensibiliser les populations locales sur la véritable nature du conflit qui a lieu en Algérie. En effet, la violence de ce dernier est depuis le début minimisée voire niée par les autorités françaises. Par ailleurs, la guerre est soumise à un régime de censure progressivement mis en place à la suite de la « Toussaint rouge ». Les publications considérées comme portant « atteinte à la sûreté de l'État²² » sont ainsi saisies, modifiées ou censurées.

Il est vraisemblable que cet état de fait ait touché l'équipe du FLN. En effet la fuite des joueurs avait fait la Une des médias français qui se sont d'ailleurs illustrés à de rares exceptions²³ près par une ligne éditoriale hostile. Néanmoins cette tendance a progressivement laissé place à un désintérêt vis-à-vis d'une formation dans le même temps internationalement reconnue pour son haut niveau de performances²⁴. Ainsi durant quatre ans elle n'est quasiment jamais mentionnée, hormis dans quelques rares articles de la presse sportive qui se limite à évoquer en milieu de journal les vagues successives de départs des joueurs

²¹ Bibliothèque nationale de France (BNF), archives du journal *L'Équipe* : numéro du mardi 15 avril 1958.

²² Article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

²³ Le quotidien *L'Humanité* salue notamment une action qui frapperait « des millions de Français, de toute opinion, et même ceux, s'il en est, qui n'ont pas d'opinion » dans son édition du 16 avril 1958.

²⁴ Lors des rencontres effectuées en Roumanie les joueurs algériens sont notamment surnommés les « diamants bruns » par la presse locale. Archives du journal *El Moudjahid*, Bibliothèque nationale de France (Paris), *El Moudjahid* n°46 du 20 juillet 1959.

algériens vers Tunis²⁵. On retrouve d'ailleurs parfois dans ces journaux des formules rappelant les périphrases gouvernementales. Le 22 avril 1958, *France Football* mentionne par exemple « l'événement des Nord-Africains²⁶ ». De son côté *L'Humanité* cesse complètement d'évoquer l'équipe algérienne, ce qui interroge quant à la potentielle censure dont a pu être victime un quotidien ayant été saisi à près de 150 reprises durant la guerre²⁷.

Par ailleurs, l'équipe du FLN se heurte à des réactions frontales de la part des instances dirigeantes du football français soucieuses de préserver les intérêts du ballon rond tricolore. Suite au départ des premiers joueurs, elles décident de nier l'impact de leur initiative sur leur sport. Le président du Comité directeur de la Ligue nationale déclare notamment que « ce n'est pas le départ d'une douzaine de joueurs algériens qui va freiner l'évolution du football français²⁸ ». Or il est évident que le préjudice subi par les clubs tant sur le plan sportif que financier est conséquent, ce qui rend cette posture intenable. Ainsi la Fédération française de football essaye d'empêcher les joueurs de jouer leur rôle d'ambassadeurs de la cause indépendantiste et annonce la suspension de leur contrat afin de les rendre inaptes à effectuer légalement leur métier²⁹, bien que ceux-ci n'en tiennent pas rigueur du fait de leur exil. Elle exige par ailleurs de la FIFA des sanctions à l'encontre des fédérations ignorant les interdictions formulées

²⁵ BNF, archives du journal *L'Équipe* et de *France Football*, 1958-1962. Ainsi de décembre 1958 au 5 juin 1959 *L'Équipe* ne consacre aucun article à la formation algérienne. Par la suite le quotidien élude à nouveau l'actualité du onze du FLN jusqu'en août 1960, soit plus d'un an après. Ce n'est qu'à partir de mars 1961 que *L'Équipe* et *France Football*, qui n'avaient plus évoqué l'équipe algérienne depuis sa création en avril 1958, accordent un espace plus important aux Algériens au cours de leur deuxième tournée en Europe de l'Est.

²⁶ BNF, archives de *France Football*, n°631 du 22 avril 1958.

²⁷ René Andrieu, *La Guerre d'Algérie n'a pas eu lieu*, Paris, Messidor, 1992.

²⁸ Archives du journal *L'Équipe*, Bibliothèque nationale de France (Paris), *L'Équipe* du vendredi 18 avril 1958.

²⁹ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance...*, *op. cit.*, p. 101.

par celle-ci de rencontrer l'équipe algérienne³⁰. Enfin, il faut préciser que face à l'usage politique du sport par les indépendantistes, la France continue d'utiliser le football comme vitrine de la colonisation. En 1959 est par exemple créé le Championnat de France Amateur de football composé de six groupes dont un réservé aux équipes algériennes non-musulmanes. C'est la réponse footballistique apportée par de Gaulle qui veut « amarrer l'Algérie à la France ³¹».

Les tournées de l'équipe du FLN, reflet du contexte géopolitique de la guerre d'Algérie

Malgré tout, l'équipe du FLN effectue durant quatre ans des tournées afin de rallier de nouveaux soutiens à sa cause et de consolider les appuis déjà existants³². Cet usage diplomatique du sport permet de souligner l'état du contexte international de l'époque, à savoir celui de la Guerre froide et des conflits de décolonisation. En effet le « onze de l'indépendance » n'est pas un objet politique quelconque et son accueil n'est pas neutre.

Au moment d'organiser ces voyages, le FLN est vite confronté aux réalités géopolitiques induites par son combat. Du fait de son opposition à la France ainsi que des solidarités induites par la Guerre froide, les pays du bloc occidental sont inaccessibles aux joueurs algériens³³. Cela affecte la

³⁰ Archives du journal *L'Équipe*, Bibliothèque Nationale de France (Paris), *L'Équipe* du lundi 21 avril 1958.

³¹ Bernard Droz, Evelyne Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 272.

³² En quatre ans l'équipe dispute des rencontres face à des formations issues de quatorze pays : Tunisie, Maroc, Libye, Irak, Jordanie, Chine, Nord Viet-Nam, URSS, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, République tchèque et Yougoslavie.

³³ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance...*, *op. cit.*, p. 140.

portée de l'action de l'équipe du FLN puisqu'un grand nombre d'équipes prestigieuses évoluent dans des nations fermant leur porte aux ambassadeurs algériens³⁴. Néanmoins le contexte international permet aussi aux joueurs du FLN de bénéficier d'un soutien explicite de nombreux États. En vertu de la doctrine du panarabisme, ils profitent de l'appui de la Tunisie, du Maroc et de la Libye ainsi que de différents pays du Moyen-Orient. De leurs côtés les matchs disputés en Europe de l'Est sont nombreux du fait du soutien de pays comme la Tchécoslovaquie ou l'URSS à la lutte du FLN contre « l'impérialisme colonial occidental ». Enfin, l'accueil enthousiaste reçu en Chine ou en Yougoslavie est tout autant le fait de la lutte contre l'impérialisme que de l'influence croissante dans les relations internationales du récent mouvement des « non-alignés³⁵. »

Quel que soit le contexte envisagé, les matchs disputés par le onze du FLN démontrent que l'intérêt porté au combat algérien est globalisé. Les populations des pays visités expriment majoritairement un soutien massif aux joueurs³⁶, état de fait facilité par les discours idéologiques prononcés avant chaque match devant le public par le commissaire politique affilié au onze du FLN³⁷. On peut donc considérer que les joueurs ont participé à affermir la volonté de reconnaissance internationale du droit à l'indépendance de l'Algérie de la part de ces États. De fait, tous font partie en 1961 des votes favorables à cette perspective à l'Assemblée générale

³⁴ La possibilité d'une rencontre contre le club allemand de l'Eintracht Frankfurt est notamment rapidement écartée en décembre 1959 du fait de l'intervention de la FIFA menaçant la fédération de football de RFA de sanctions en cas de tenue du match. Michel Nait-Challal, *op. cit.*, p. 163.

³⁵ Emmanuelle Colin-Janvoine et Stéphanie Derozier, *Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*, Saint-Denis, éd. Bouchène, coll. « Histoire du Maghreb », 2008, p. 37-88.

³⁶ En témoigne le franc succès des « journées Amirouche » au cours desquelles des photographies de l'équipe sont vendues aux spectateurs des pays visités dans le but de financer le FLN.

³⁷ Jean-Pierre Vedel (réal.), *Le onze de l'indépendance*, France 5, 23 juin 2002, VM Group, 52 min.

des Nations Unies et ont reconnu le GPRA comme représentant officiel de l'Algérie en lutte³⁸. On peut par conséquent penser que « le football est un reflet » qui « peut-être un signe avant-coureur d'une situation qui se dégrade ou s'améliore³⁹ ».

À la suite des accords d'Évian, Ferhat Abbas a déclaré aux joueurs de l'équipe du FLN qu'ils avaient « fait avancer de dix ans la cause de l'indépendance algérienne⁴⁰ ». Au-delà de la formule prononcée dans la fièvre de la victoire, cet hommage interroge l'impact réel de l'action des « globetrotters du football ». En effet celui-ci réside ailleurs que dans l'appréhension de données purement sportives. À l'instar de celles de nombres d'instruments de propagande, les retombées de la mise en place de l'équipe par le FLN sont difficiles à évaluer avec précision. Son influence sur la durée du conflit algérien, ou l'ampleur des soutiens internationaux est aujourd'hui encore incertaine. Il est en revanche évident que le « onze de l'indépendance » a permis de faire connaître à l'opinion internationale les réalités de l'affrontement en cours en Algérie en touchant grâce à la qualité de son jeu⁴¹ des millions de personnes dans le monde, ce qui lui a permis de s'attirer les faveurs des gouvernements des pays visités. Elle a également participé au financement du FLN grâce aux dons et recettes récoltés lors des tournées internationales⁴². Au cours de celles-ci, ainsi que par le biais des réactions ayant fait suite à leur exil, les footballeurs

³⁸ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance...*, *op. cit.*, p. 169.

³⁹ Pascal Boniface, « Géopolitique du football », *Manière de voir*, n°39, mai-juin 1998, « Football et passions politiques », p. 10-12.

⁴⁰ Michel Nait-Challal, *Dribbleurs de l'indépendance...*, *op. cit.*, p. 8.

⁴¹ Même le journal *L'Équipe* finit par la reconnaître en qualifiant les joueurs algériens de « magiciens » au cours de la tournée en Europe de l'Est de 1961. Kader Abderrahim, *L'indépendance comme seul but*, *op. cit.*, p. 116.

⁴² Les dirigeants irakiens offrent par exemple en février 1959 aux joueurs la somme de 2 milliards de dirhams marocains soit aujourd'hui près de 180 millions d'euros. Michel Nait-Challal, *op. cit.*, p. 139.

algériens ont par ailleurs mis en lumière les rapports de forces internationaux et les tensions propres à la société française. Ainsi, s'il est possible d'étudier la guerre d'Algérie sans s'arrêter sur l'épopée de l'équipe de football du FLN, celle-ci est néanmoins un pan indéniable de cette fraction pacifique que Charles-Robert Ageron considère comme « plus déterminante que les opérations militaires⁴³ » dans le règlement du conflit.

⁴³ Charles-Robert Ageron cité in Jean-François Sirinelli et Jean-Pierre Rioux, *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 28-29.

Casinos en terre indienne : impact sur la population tribale du Minnesota

CAROLINE LAURENT

Résumé

Ces trente dernières années témoignent de changements significatifs en terre indienne, depuis l'avènement des casinos amérindiens. Ancrée dans le centre-est du Minnesota, la tribu Ojibwe de Mille Lacs sert de point de référence pour analyser les évolutions politique, économique, sociale et culturelle d'une nation indienne parmi d'autres, depuis l'ouverture de son premier casino en 1991. Les choix tribaux relatifs à l'utilisation de ce nouveau capital ont un impact conséquent sur la vie des membres de la tribu, ainsi que sur le pouvoir politique auquel les tribus peuvent prétendre.

Mots-clés : Américains – Minnesota – Casino – Jeu – Réserve.

Abstract

Casinos in Indian Country: Impact on the Tribal Population of Minnesota

The past thirty years have witnessed significant changes in Indian Country following the advent of Native American casinos. The Ojibwe tribe of Mille Lacs in East Central Minnesota serves as a reference point to analyze the political, economic, social, and cultural evolutions of one Indian nation among others since the opening of their first casino in 1991. The choices made by the tribe concerning the use of this new revenue have a tremendous impact on the lives of tribal members, as well as on the political power tribes can affirm.

Keywords: Indians – Minnesota – Casino – Gaming – Reservation.

Aujourd'hui encore les Indiens d'Amérique fascinent, que ce soit les Européens ou les Américains, par la richesse de leurs cultures, la nostalgie d'un Far West américain maintenant disparu, et par un sentiment de regret devant l'effacement du passé¹. La littérature concernant les guerres avec

¹ Le présent article est le compte rendu du mémoire de thèse réalisé dans le cadre d'un doctorat, sous la direction d'Annick Foucrier, intitulé « The Impact of Gaming on Minnesota Tribal Nations », soutenu en décembre 2016 à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

les Amérindiens, leur déplacement vers l'Ouest, et leur perte progressive d'identité est abondante et nécessaire pour comprendre leur situation actuelle. Les Amérindiens du XXI^e siècle souffrent des taux de mortalité, d'addiction (à l'alcool, à l'héroïne, et méthamphétamine), de chômage, de suicide, et de pauvreté les plus élevés des États-Unis. Ce travail de recherches effectué entre 2011 et 2016 dans le Minnesota est né du sentiment que les tragédies du passé ne pouvaient servir de leçon que si l'on pouvait les lier aux conséquences actuelles et remédier aux injustices qui sont faites, en toute impunité, aux premiers habitants du continent.

Chacune des 566 nations indiennes reconnues par le gouvernement fédéral peut prétendre à une relation privilégiée avec Washington, qui, au nom des lois et des décisions juridiques qui ont bâti le droit indien fédéral, doit protéger les intérêts des tribus lorsque leurs droits sont lésés (par les États fédérés, les comtés, ou les villes environnantes, par exemple). Les traités ont été signés entre les tribus et l'État fédéral, ne donnant ainsi aux États que peu de pouvoir sur les tribus.

Une question peu traitée

Très peu d'historiens français se sont penchés sur la question amérindienne. Parmi eux, Philippe Jacquin, Elise Marienstras, Joëlle Rostkowski, et Nelcya Delanoë sont les auteurs qui ont largement influencé les recherches menées dans cette thèse. Aux États-Unis, trois chercheuses ont analysé le phénomène des casinos indiens dans des États ou réserves spécifiques, après le passage de l'*Indian Gaming Regulatory Act (IGRA)* ou loi de réglementation du jeu indien, en 1987. Cette loi avait pour but de réglementer l'ouverture et la tenue des casinos indiens qui commençaient alors à fleurir et elle définissait le rôle et les droits de chacun (tribus, États membres, et État fédéral) dans la gestion de cette nouvelle économie en terre indienne. L'anthropologue Jessica

Cattelino a étudié la tribu séminole de Floride, la première tribu à ouvrir un bingo sur sa réserve à la fin des années 1970, et a démontré combien l'afflux de capitaux liés au jeu avait permis aux Séminoles de renforcer leur pouvoir politique et économique à l'échelle locale. L'impact du jeu sur l'identité tribale des Chippewa de Sault Ste Marie a été examiné par la professeure Julie Pelletier, qui a souligné le lien ténu entre jeu, culture, et identité pour cette nation (comme pour beaucoup d'autres). Et enfin dans le Minnesota, Katherine Spilde a écrit dans les années 1990 (donc au début du lancement des casinos sur les réserves) son mémoire de Master sur l'impact du jeu sur la réserve de White Earth, l'une des plus pauvres du Minnesota.

Les entretiens avec des Indiens contemporains : de nouvelles sources

La tribu qui permettrait non seulement à la chercheuse de faire son travail (en étant ouverte et en collaborant selon les besoins des recherches) et qui pourrait servir de point de repère pour également aborder la situation des dix autres tribus du Minnesota s'est révélée au bout de deux ans de recherches. Mille Lacs est une petite réserve située au centre de l'État du Minnesota. Elle compte environ 4 300 membres et emploie 4 000 personnes dans ses deux casinos. Elle n'est ni la plus riche, ni la plus pauvre tribu du Minnesota, et rencontre des problèmes auxquels la majorité des autres nations indiennes est confrontée (addiction, traumatisme historique et générationnel, gangs, et pauvreté systémique, par exemple).

La thèse, organisée de manière chrono-thématique, s'appuie sur plus de quarante entretiens semi-structurés dans lesquels des figures politiques de la tribu, des employés, ou de simples membres, ont été interrogés sur leur perception de l'état de leur nation, les problèmes qu'elle rencontrait, et les solutions possibles pour y remédier. L'auteure a également assisté à des

réunions de toutes les tribus du Minnesota (*Minnesota Indian Affairs Council*), ce qui lui a permis d'assimiler les difficultés communes à l'ensemble des tribus, et de les incorporer aux recherches plus restreintes concernant Mille Lacs.

Une évolution significative dans tous les domaines examinés

Les revenus des casinos ont profondément transformé la vie tribale pour les nations qui se sont lancées dans cette économie. Les Amérindiens utilisent les casinos avant tout pour protéger leur mode de vie et tentent à présent de redéfinir leur propre identité grâce à plus de stabilité économique. Que signifie être Amérindien au XXI^e siècle ? Les membres tribaux occupent, pour la première fois depuis le début de la colonisation américaine, une position suffisamment puissante pour que leur voix soit entendue et qu'ils puissent participer à cette définition de l'indianité.

À l'échelle politique, tout d'abord, les revenus des casinos ont permis aux tribus d'être représentées par des avocats et des lobbyistes à tous les niveaux du pays, que ce soit auprès du comté, de l'État du Minnesota, ou de l'État fédéral. Cette nouvelle représentation politique leur a souvent permis d'obtenir des fonds supplémentaires dans les domaines de l'éducation et de la santé, ou d'empêcher la réduction des sommes qui leur sont versées afin d'assurer le bien-être de leurs citoyens (auprès du Service de santé indien, par exemple, qui ne fournit pas suffisamment de ressources aux cliniques et hôpitaux indiens pour couvrir les besoins des communautés indiennes). Bien que le lobbying indien soit souvent accusé par ses détracteurs de ne protéger que les intérêts des casinos tribaux (principale source de revenus pour les tribus qui en ont), le travail de ces employés tribaux s'étend à toutes les branches du gouvernement où les ressources indiennes sont menacées (que ce soit la santé, l'éducation, la culture, l'environnement, les droits de chasse et de pêche).

Le chômage en terre indienne, supérieur à la moyenne nationale, a considérablement baissé grâce aux emplois fournis par les casinos, qui emploient des Amérindiens de préférence, mais pas uniquement. Lorsque l'établissement est situé dans un centre urbain, la majorité des employés est non-indienne, faisant parfois d'une tribu l'un des premiers employeurs de la région, renforçant son pouvoir politico-économique. Par exemple, les candidats aux élections représentant les régions où la population tribale est dense doivent prendre en compte les revendications indiennes.

Les gains de certaines tribus comme Mille Lacs ont permis aux gouvernements tribaux de construire de nouvelles écoles et de fournir des bourses universitaires. Des cliniques et établissements pour personnes âgées ont également été construits, recrutant eux aussi des employés tribaux. Des musées, ou centres culturels, permettent à présent de valoriser et de faire découvrir l'histoire de chaque nation et les productions artisanales de ses membres. Mille Lacs a fait construire une station d'épuration et d'assainissement qui a mis fin à des problèmes d'insalubrité, de santé et d'environnement causés par des systèmes d'égouts défectueux.

Sur le plan culturel, il ne s'agit pas uniquement de préserver des coutumes ancestrales telles que les cérémonies traditionnelles particulières pour chaque tribu, mais également de protéger un mode de vie écologique et proche de la nature fondé sur la chasse, la pêche, et la cueillette. Pour ce faire, il faut défendre les droits des traités, souvent signés au XIX^e siècle, et que les non-Indiens considèrent comme « dépassés » et n'ayant plus aucune importance de nos jours. En effet, lorsque les tribus ont cédé des territoires au gouvernement américain, elles ont néanmoins conservé des droits de chasse et de pêche sur ces territoires aujourd'hui gérés par les comtés qui n'apprécient pas qu'une partie de la population (les Indiens) ait des droits que les autres citoyens n'ont pas. Pourtant, selon la loi américaine, les traités sont la loi suprême du pays et ne peuvent être annulés ou modifiés que si les deux parties l'acceptent. Encore une fois, l'argent des casinos a joué un rôle clef dans certains

procès par lesquels les non-Indiens tentaient de supprimer les droits que les traités réservent aux Indiens.

L'utilisation de la recherche pour limiter les incompréhensions et désaccords entre communautés

Le succès de certains casinos tribaux et les gains enregistrés par ces établissements ont encouragé certaines tribus à allouer un revenu mensuel, appelé « *per cap* » à ses membres. Pour Mille Lacs, il s'agit de 900 dollars par mois ; pour une autre tribu du Minnesota, les Shakopee, chaque membre touche 90 000 dollars mensuels tant la tribu est riche. Ces revenus ont inévitablement créé des jalousies de la part de certains habitants du Minnesota et la volonté souvent affirmée des politiques de s'octroyer une part du gâteau du jeu tribal. Mais les casinos indiens ne peuvent pas être taxés légalement, du moins dans le Minnesota où les accords signés avec les tribus ne permettent pas à l'État de prendre une part des bénéfices. Il est primordial d'étudier l'impact de ce revenu mensuel sur les tribus et leurs membres afin de clarifier ce sujet sensible.

Les disparités économiques et sociales entre tribus sont un autre thème de discordance qu'il faut mieux comprendre, tout d'abord sur le plan juridique et légal. Chaque tribu est une nation à part entière avec son propre gouvernement tribal, même si ses membres sont, dans certains cas, relativement peu nombreux. La solution parfois proposée de considérer tous les Amérindiens comme les citoyens d'une seule et même nation indienne va à l'encontre de toute l'histoire de ces tribus très diverses, et parfois ennemies héréditaires. L'idée de souveraineté des peuples autochtones est indissociable de toute conversation relative à la façon dont ces nations s'autogouvernent. Par conséquent, la connaissance de l'histoire de chaque tribu et du droit indien est indispensable pour pouvoir

comprendre les mécanismes en jeu encore aujourd'hui qui influencent les affaires indiennes contemporaines.

Le rôle du chercheur ici est d'éclairer une population souvent rendue hostile par le manque de connaissances sur le sujet et les incompréhensions concernant l'histoire et les lois qui structurent l'économie du jeu indien. Cette recherche permet par exemple de mieux analyser les conséquences d'un revenu mensuel (considérable ou réduit) sur une population donnée afin de contribuer à une prise de décision politique avertie. Les effets du développement économique des réserves sur les taux d'addiction sont complexes et forment un autre sujet d'étude qui mérite réflexion.

L'ambassade et les ambassadeurs de France à Washington, 1893-1981

Évolution du poste, du profil des ambassadeurs et de leurs missions

SÉVERINE BOUÉ

Résumé

Cette thèse de doctorat visait à analyser comment, à mesure que les États-Unis se sont affirmés sur la scène internationale, l'ambassade, le profil des ambassadeurs et leur mission ont évolué. Pour cela, nous avons étudié l'appareil diplomatique et consulaire, le profil des dix-huit ambassadeurs qui se sont succédé au cours de la période 1893-1981 à Washington, et leurs rôles principaux : représenter, négocier, informer, maintenir l'amitié et développer les relations entre la France et les États-Unis.

Mots-clés : Ambassade – Ambassadeurs – France – États-Unis – XX^e siècle.

Abstract

***The Embassy and Ambassadors of France in Washington, 1893-1981
Evolution of The Position, The Profile of The Ambassadors and Their
Missions***

This work aims to show how the United States embassy, the profile of their ambassadors, and their missions have evolved as the United States asserted itself on the international scene. To this end, we analyse the diplomatic and consular apparatus, the profile of the eighteen ambassadors who succeeded each other during this period, as well as their main missions – representing, negotiating, informing, maintaining friendship and developing relations between France and the United States.

Keywords : Embassy – Ambassadors – France – United States – 20th century.

Cette thèse a pour objet de montrer une triple évolution sur près d'un siècle : l'évolution du poste diplomatique de Washington, celle du profil des ambassadeurs et celle de leurs missions, en dépassant celle de l'histoire

de la représentation diplomatique et consulaire de la France aux États-Unis¹.

Pour mener à bien cette recherche j'ai mobilisé essentiellement les archives diplomatiques, conservées aux Centres de La Courneuve et de Nantes, et à l'ambassade à Washington. Elles ont été complétées en recourant à certains fonds privés, telles les archives de Gaston Henry-Haye, qui se trouvent aux Archives communales de Versailles, ou encore celles de Jacques Kosciusko-Morizet aux Archives nationales. Pour un tel sujet, les archives strictement diplomatiques ne sont en aucun cas suffisantes. Les mémoires, carnets, journaux et autres témoignages de diplomates constituent une source d'information inestimable, même s'il convient de les prendre avec précaution car il s'agit souvent de plaidoyers *pro domo*. Je me suis également appuyée sur la presse française² et américaine³ ainsi que sur des sources orales (huit entretiens avec des diplomates dont quatre avec des ambassadeurs ou anciens ambassadeurs de France à Washington).

La première partie de ma thèse (« Le cadre de la représentation diplomatique française à Washington (1893-1981) »), elle-même divisée en deux chapitres, s'attache à l'ambassade, comprise comme poste diplomatique et comme bâtiment, et au cadre juridique dans lequel l'ambassadeur inscrit sa mission, notamment en développant le moment

¹ Le présent article est le compte rendu de la thèse de doctorat « L'ambassade et les ambassadeurs de France à Washington (1893-1981). Évolution du poste, du profil des ambassadeurs et de leurs missions », soutenue en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, devant un jury composé de Marie-Pierre Arrizabalaga, professeur à l'université de Cergy Pontoise, Laurence Badel, professeur à l'université Paris 1, François Bujon de l'Estang, diplomate, ambassadeur de France, Isabelle Dasque, maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne, Annick Foucrier, professeur à l'université Paris 1 (directrice de recherche) et Stanislas Jeannesson, professeur à l'université de Nantes.

² *Le Temps, Le Monde, L'Éclair, La Vie Illustrée.*

³ *The New York Times, The Washington Post, Chicago Daily Tribune/Chicago Tribune, Los Angeles Times, Life.*

clé que constitue la prise de fonction. Le poste de Washington, diplomatique et consulaire, considéré de faible importance à la fin du XIX^e siècle, prend rapidement une ampleur nouvelle à mesure que la puissance américaine s'affirme sur la scène internationale. Il passe en quelques décennies de poste diplomatique secondaire à la mission diplomatique la plus importante et la plus grande du réseau diplomatique français. J'ai étudié également les avantages et les inconvénients du poste, qui sont variables selon l'époque et l'ambassadeur. Dans les premières années de la période étudiée, les ambassadeurs exercent leur mission dans des conditions qui leur sont favorables : éloignement de la France, faible charge de travail, longs congés, contacts privilégiés avec le président et ses ministres, importante vie mondaine, etc. Le poste comporte également des inconvénients. Le climat subtropical humide qui caractérise Washington en est un. De plus, au fil du temps, le poste devient de plus en plus prenant et contraignant. Je me suis également intéressée à la place qu'occupe le poste dans la « hiérarchie » des ambassadeurs. Si à la fin de la période étudiée, l'ambassade se situe au sommet de la « hiérarchie » des ambassadeurs, il n'en a pas toujours été ainsi. Si l'on considère tant l'image que les diplomates français ont de ce poste que les moyens matériels et humains dont ils disposent, le poste n'occupe pas une position prééminente dans leur « hiérarchie » dans les premières décennies de cette étude. En revanche, à partir des années 1920, les États-Unis se situent au premier rang des ambassades françaises dans le monde et Washington devient un poste prisé des diplomates. Enfin, j'ai expliqué les modalités de nomination, d'installation et de départ des ambassadeurs à Washington, qui suivent un protocole finement établi et appliqué à la fois par l'Élysée et la Maison-Blanche.

La deuxième partie (« Sociologie des ambassadeurs de France à Washington : des ambassadeurs pionniers aux ambassadeurs engagés »), propose en quatre chapitres une analyse sociologique des ambassadeurs de France à Washington. Le chapitre trois présente leurs origines sociales

et éducatives, leurs stratégies individuelles⁴ et de carrière et leurs rapports, expériences et connaissances des États-Unis. Les trois chapitres suivants épousent l'évolution du choix des ambassadeurs, leurs missions et leurs chantiers diplomatiques. Le chapitre quatre est dédié aux ambassadeurs pionniers piliers de la construction des relations entre la France et les États-Unis (1898-1924) : Jules Patenôtre (1893-1897), Jules Cambon (1897-1902) et Jules Jusserand (1902-1924). Ces ambassadeurs étaient éloignés de Paris, à une époque où les États-Unis se construisaient économiquement et où la France s'intéressait peu à ses relations avec le nouveau continent. Néanmoins, ils ont su poser les jalons de relations franco-américaines solides, voire uniques, notamment lors du conflit hispano-américain de 1898 à Cuba et la signature du traité de paix qui eut lieu grâce à l'intervention de Jules Cambon. Le chapitre cinq est consacré à la période dite de transition de l'histoire de l'ambassade et d'ambassadeurs que l'on pourrait qualifier de ponctuels ou de transition, entre 1924 et 1945. La période critique de l'entre-deux-guerres est marquée par la délicate affaire des dettes de guerre. Pour la régler, la France nomme tour à tour à Washington des diplomates (Émile Daeschner, Paul Claudel, André Lefebvre de La Boulaye) et des non diplomates (Henry Bérenger, Georges Bonnet). Il convient d'ajouter à ce groupe les quatre ambassadeurs de la Seconde Guerre mondiale : René Doynel de Saint-Quentin (1938-1940), Gaston Henry-Haye (1940-1942), Adrien Tixier (1941-1943) et Henri Hoppenot (1943-1944). En dépit des événements politiques et diplomatiques de l'époque, l'arrivée de ces ambassadeurs a permis à la France de nouer des liens de plus en plus étroits avec la Maison-Blanche entre 1924 et 1945. Enfin, le chapitre six, à travers six ambassadeurs, que l'on pourrait qualifier d'ambassadeurs de l'après-guerre (Henri Bonnet, 1944-1954 ; Maurice Couve de Murville, 1955-1956 ; Hervé Alphand, 1956-1965 ; Charles Lucet, 1965-1972 ; Jacques

⁴ Le mariage pouvait être un atout. Épouser une femme ayant un capital relationnel et économique pouvait faciliter leur entrée dans les réseaux d'influence.

Kosciusko-Morizet, 1972-1977, et François Lefebvre de Laboulaye, 1977-1981), souligne combien les relations entre les États-Unis et la France ont rapidement évolué dès la fin de la Seconde Guerre mondiale en raison du nouveau destin des États-Unis devenus première puissance mondiale mais aussi de la personnalité du général de Gaulle et de ses choix stratégiques diplomatiques. La France est ainsi un partenaire important des États-Unis, dès 1945. L'ambassade et les ambassadeurs français entre 1945 et 1981 sont devenus des outils et instruments essentiels à la représentation française à Washington car ils ont permis à la France de consolider ses liens avec la première puissance du monde et d'asseoir son rôle et ses pouvoirs à l'échelle internationale.

La troisième partie (« Les missions des ambassadeurs de France à Washington : vers un accroissement de leurs compétences à défaut de leur influence »), étudie leur métier, à travers chacune des missions principales du diplomate : la représentation (chapitre 7) ; la négociation (chapitre 8) ; l'information (chapitre 9) ; le maintien et la promotion des relations amicales et le développement des coopérations entre la France et les États-Unis (chapitre 10). J'ai étudié en quoi elles consistent, comment les ambassadeurs les exercent et quel est leur évolution au cours de la période. À chaque fois, j'ai tenté de montrer ce qui relève des évolutions propres au poste de Washington et ce qui s'insère dans le cadre plus large des mutations profondes que connaît au XX^e siècle le métier de diplomate – et par contrecoup l'exercice et la conception même de la diplomatie – qui bien entendu ne concernent pas seulement la diplomatie française, ni la seule capitale américaine.

L'objectif de cette recherche était de rendre compte sur la longue durée de l'évolution du poste de Washington, de son importance dans la carte diplomatique et la politique étrangère de la France, mais aussi du travail et des missions qui lui incombent ; de faire la part des choses entre les mutations fondamentales qui affectent le métier d'ambassadeur, qui suivent celles des relations et des pratiques internationales et qui ne concernent pas seulement les dix-huit ambassadeurs qui se sont succédé à

Washington, et les évolutions propres au poste, capitale d'un pays qui au cours de la période s'affirme progressivement comme la plus grande puissance mondiale.

Les sports, le scoutisme et les élites indochinoises

De l'entre-soi colonial à la libération nationale, 1858-1945

BRICE FOSSARD

Résumé

L'histoire culturelle de la colonisation française permet d'appréhender autrement le processus d'indépendance de l'Indochine. La consultation de nouvelles archives fait apparaître que certaines activités sportives et scoutistes ont participé à la construction d'une identité locale et à la diffusion du nationalisme moderne. Certains jeunes indochinois ont découvert alors les héros de leur histoire grâce au travail de chefs Éclaireurs indigènes, et ont tenté de les imiter en combattant la France, parce que de nombreux jeunes leaders étaient des indigènes et des nationalistes.

Mots-clés : Sports – Scoutisme – Acculturation – Indochine – Indépendance.

Abstract

Sports, Scouting and Indochinese Elites. From the Colonial Interior to the National Liberation, 1858-1945

The cultural history of the French colonization allows us to analyse the process of independence in Indochina with a different perspective. By using new archives it appears that sports and scouting activities could play a part in the building of a local identity and could fuel the spread of modern nationalism. Young members of the "Éclaireurs" movement discovered their local heroes and tried to mimic them by fighting France because many youth leaders were indigenous and nationalists.

Keywords: *Sports – Scouting – Acculturation – Indochina – Independence.*

L'influence des sports et du scoutisme dans l'empire colonial français a déjà été maintes fois analysée mais relativement peu en ce qui concerne l'Indochine¹. Les précédents travaux sont surtout des articles ponctuels sur

¹ Ce document est le compte rendu de ma thèse de doctorat, sous la direction de Nicolas Bancel et Hugues Tertrais, « Les sports, le scoutisme et les élites indochinoises. De l'entre-soi colonial à la libération nationale (1858-1945) », soutenue en 2017 à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

une activité ou un Indochinois². Par contre les années 1940-1945 ont été l'objet de très nombreuses études car l'Indochine est le territoire d'outre-mer qui a subi la plus longue occupation par Vichy, jusqu'au 9 mars 1945: par exemple, Éric Jennings et Jacques Cantier ont analysé la politique sportive du régime Decoux qui encadre la jeunesse pendant cinq ans ; Chizuru Namba a démontré que le Japon a eu une faible influence sur la jeunesse indochinoise parce que son offre sportive et scoute était très restreinte ou n'a pas su les séduire³.

Nous avons travaillé sur l'hypothèse selon laquelle la pratique des sports⁴ et la participation aux mouvements de jeunesse ont contribué à produire de nouvelles élites locales⁵ dont certaines sont impliquées dans la lutte pour

² Daniel Denis, « Le sport et le scoutisme, ruses de l'Histoire », in Nicolas Bancel, Daniel Denis, Youssef Fates, *De l'Indochine, à l'Algérie. La jeunesse en mouvement des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, Paris, La Découverte, 2003, p. 195-209 ; dans le même ouvrage, Pierre Brocheux, « Une adolescence indochinoise », p. 32-53 et Hoang Dao Thuy, « La constitution du scoutisme indochinois », p. 54-55 ; Agathe Larcher-Goscha, « Du football au Vietnam (1905-1949) », *Outre-Mers*, T. 97, n° 364-365 (2009), p. 61-89 ; Évelyne Combeau Mari (dir.), « Volonté de puissance coloniale et puissance de volonté nationaliste : aux origines de la création de l'École d'Éducation Physique d'Hanoi (1913-1922) », in *Sports et loisirs dans les colonies*, Sedes, 2004.

³ Éric Jennings, *Vichy sous les tropiques, la Révolution Nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine 1940-1944*, Paris, Grasset, 2004, 386 p. ; Soren Ivarsson, *Creating Laos*, Copenhagen, Niaspress, 2008, 238 p. ; Chizuru Namba, *Français et Japonais en Indochine (1940-1945). Colonisation, propagande et rivalité culturelle*, Paris, Karthala, 2012, 279 p.

⁴ Christian Bromberger les définit comme une « classe de pratiques ludiques à dominante agonistique » ; voir « De quoi parlent les sports ? », *Revue Terrain*, n° 25, 1995, p. 5-12. Nous élargissons cette définition pour y inclure des activités non compétitives dont les finalités sont le loisir et l'hygiène.

⁵ Pierre Brocheux, *Histoire du Vietnam contemporain. La nation résiliente*, Paris, Fayard, 2014, p. 71-78 ; Christophe Charle, « Élitisme politiques et enseignement supérieur. Sociologie historique d'un divorce et d'un échec », *Pouvoirs*, n° 161, 2017, p. 3 ; Serge Berstein, *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, p. 11 ; Daniel Gaxie, « La France et ses élites », *Pouvoirs*, n° 161, 2017, p. 5 ; Pierre Singaravelou, Claire Laux, François-Joseph Ruggiu, *Au sommet de l'empire. Les élites européennes dans les colonies (XVI^e-XX^e siècle)*, Bruxelles,

l'indépendance. Cette hypothèse nous a amenés à expliquer comment ces activités culturelles ont pu transformer certaines catégories sociales et dans quelques cas provoquer une réflexion et des actions anticoloniales. Par voie de conséquence, nous avons expliqué pourquoi certains Indochinois ont été attirés par ces activités et quelles ont été leurs réactions lorsque le pouvoir colonial a utilisé les sports et le scoutisme à des fins politiques. Nous avons utilisé les critères de James A. Mangan pour analyser le processus d'acculturation⁶, auxquels nous avons ajouté le thème de la formation locale ou internationale des sportifs et scouts. Notre étude porte sur des phénomènes culturels occidentaux dont se sont emparées certaines élites locales pour préparer leur émancipation politique.

Pour ce faire nous avons utilisé des sources inédites extraites de treize sites différents en France et en Asie : le fonds Auguste Pavie à la bibliothèque de Dinan, le Centre des archives d'outre-mer (CAOM) à Aix-en-Provence, le Service historique de l'armée de Terre (SHAT) à Vincennes, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) et la Bibliothèque nationale de France (BNF) à Paris ; les centres n° 1 à Hanoi, n° 3 à Hô Chi Minh Ville, n° 4 à Dalat ; la Bibliothèque nationale du Vietnam à Hanoi, celle des Sciences à Hô Chi Minh Ville ; les archives nationales et le centre Bophana à Phnom Penh ; enfin des archives privées à Luang Prabang, Hanoi, Hô Chi Minh Ville, Paris et Nîmes. Les activités des clubs apparaissent au travers de ces documents administratifs ainsi que les formes de sociabilité. Par contre pour saisir les enjeux autour de la mixité

Lang, 2009, 326 p. ; Félix Bühlmann, Marion Beetsche *et alii*, « Transformation des élites en Suisse », *Social change in Switzerland*, n° 1, Lausanne, Université de Lausanne, 2015, p. 4. ; Gregor Muller, *Colonial Cambodia's "Bad Frenchmen". The rise of French rule and the life of Thomas Caraman, 1840-1887*, New York, Routledge, 2006, 294 p.

⁶ James A. Mangan, *The cultural Bond: Empire, Sport, Society*, New York, F. Cass, 1992, 228 p. Il s'agit de déterminer si le phénomène est intentionnel ou non ; direct ou indirect ; accidentel ou pas ; formel ou informel.

des associations, ces archives doivent être complétées par la presse, coloniale et indochinoise.

Cette enquête nous a permis de mettre en évidence six éléments essentiels. Le premier est relatif aux vecteurs qui ont diffusé, volontairement ou pas, les sports occidentaux. Il s'agit de l'armée de Terre et de la Marine, de l'école républicaine et des missions religieuses dans un premier temps ; puis de certains Indochinois eux-mêmes dans un second temps. Le rôle de l'armée coloniale est essentiel car elle sert de modèle, elle entraîne ses troupes et forme les instituteurs indochinois qui devront diffuser des sports collectifs comme le football auprès d'un jeune public rapidement conquis.

Le second élément porte sur les quatre phases de développement des pratiques sportives et de plein air qui ont participé à l'acculturation de la jeunesse urbaine. La première est celle du mimétisme, comme lors de la création des premières sociétés hippiques ou des premiers matchs de football : les sociétés occidentales sont le modèle que l'on copie intégralement. La deuxième se réalise grâce à des sociétés de sport françaises à Hué ou Haiphong qui accueillent des membres annamites, contrairement aux clubs de l'élite coloniale de Saïgon, Hanoi ou Phnom Penh⁷. La troisième est celle de la recherche du bien-être personnel, du plaisir de jouer et de vivre comme les Français, l'équipe de Giadinh incarne le prototype de ces sociétés réservées à une certaine élite locale, fortement insérée dans les réseaux coloniaux de par leur profession. Enfin la dernière répond au vœu de moderniser le pays en adoptant la culture intellectuelle et les pratiques d'exercices corporels des Français afin de renforcer musculairement la population. Le développement du scoutisme s'organise en deux étapes : l'intégration dans un scoutisme colonial importé ; puis le

⁷ Cette situation nous oblige à nuancer le jugement de Daniel Denis sur le degré d'ouverture des clubs coloniaux. Cf. « La revanche des dominés. Le sport, allégorie des nations en mouvement », *Quasimodo*, n° 3-7, 1997, p. 47-60.

développement de troupes autochtones composées presque exclusivement de jeunes indochinois.

Le troisième porte sur l'appartenance sociale des premiers sportifs et scouts indochinois : ce sont les élites lettrées, anciennes ou nouvelles puis certains éléments des catégories urbaines supérieures qui s'investissent dans ces activités. Hoang Dao Thuy et Pham Van Binh incarnent cette nouvelle élite tonkinoise : le premier est instituteur, le second journaliste ; alors que le premier entraîne ses élèves sur les terrains de l'École d'éducation physique d'Hanoi, le second fait une brillante carrière tennistique et se présente comme un modèle pour les jeunes ; tous deux sont cadres du mouvement des Éclaireurs tonkinois ; tous deux diffusent le nationalisme vietnamien auprès des jeunes indochinois (noms des troupes inspirés de héros vietnamiens ; slogans appelant à l'unité du Vietnam). Mais après 1945, Hoang Dao Thuy rejoint Hô Chi Minh ; Pham Van Binh soutient Bao Dai ; chacun d'eux entraîne dans son sillage ses élèves, ses Éclaireurs ou ses sportifs.

Le quatrième point a trait aux enjeux et aux débats qui ont animé les choix de ces acteurs indochinois. Le fait de s'approprier ces pratiques sportives permettait par exemple de s'intégrer dans un nouvel ensemble colonial pour certains ; de participer uniquement à des activités ludiques pour d'autres ; de faire des affaires commerciales ou de se protéger des maladies enfin. Développer le scoutisme devait permettre de construire intellectuellement, physiquement et moralement une nouvelle élite, alors que la colonisation avait amoindri l'influence confucéenne et désorienté une partie de la jeunesse. En outre, l'émancipation féminine grâce aux sports est combattue par de nombreux hommes qui craignent de perdre leur autorité traditionnelle. Les débats autour de ces pratiques occidentales sont fréquents et déterminent de véritables projets de société pour des partis ou mouvements politiques dès 1908 avec Gilbert Chieu en Cochinchine ou l'École hanoïenne de la Juste Cause au Tonkin. Ces recherches complètent les travaux de Pierre Brocheux ou de David G. Marr

sur le Vietnam des années 1920-1930⁸ mais contestent les conclusions d'Emmanuelle Affidi⁹.

Le cinquième élément concerne l'extension géographique et le nombre réel des associations sportives et scoutes. Nous avons produit à cet effet un ensemble cartographique inédit qui permet de mesurer les progrès de la sportivisation de certaines populations indochinoises : après les capitales, ce sont les chefs-lieux de province puis certaines campagnes qui voient apparaître ces activités puis des clubs. Le phénomène est essentiellement urbain ; certaines populations rurales sont concernées par les sports quand les militaires au Tonkin organisent une compétition entre villages ou si des Indochinois de Hué entreprennent de vulgariser ces activités pour transformer la société rurale.

De plus nous avons comparé les chiffres officiels du nombre de sociétés ou de stades, cités par Pierre Brocheux, Anne Raffin et Éric Jennings, à ceux trouvés dans la presse et les documents administratifs ; nous démontrons qu'ils sont largement surévalués et qu'il faut donc relativiser l'ampleur des transformations opérées par Decoux dans le domaine sportif.

Cet essor des activités physiques est aussi le résultat d'une politique volontariste menée par l'administration coloniale, timidement avant 1914 puis énergiquement dans les années 1920. L'État découvre à ce moment que « le sport peut être un puissant moyen de transformation sociale¹⁰ ». Le maître d'œuvre de cette entreprise est le gouverneur général Pierre Pasquier (1919-1934). Cette première politique des sports¹¹ avait comme

⁸ David G. Marr, *Vietnamese traditions on trial, 1920-1945*, Berkeley, University of California Press, 1981, 468 p.

⁹ Emmanuelle Affidi, « La revue Dong Duong Tap Chi, une expérience franco-vietnamienne dans le sillage de l'école Dong Kinh Nghia Thuc », in Gilles de Gantès, Nguyen Phuong Ngoc, *Vietnam : le moment moderniste*, Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, 2009, p. 249-264.

¹⁰ Mickael Attali, *Le sport et ses valeurs*, Paris, La dispute, 2004, p. 17.

¹¹ Jean-Paul Callède, « L'invention des politiques publiques du sport en France (1919-1939) », *Stadion*, n° XVII, 2001, p. 49.

objectif de regagner la confiance d'une partie de la jeunesse indochinoise, gagnée aux thèses anticoloniales développées par des partis nationalistes ou communistes. C'est d'abord au Tonkin, en Cochinchine et au Cambodge, où vit une importante communauté annamite, que les associations sportives sont devenues une arme anticoloniale, à l'instar de ce que se produit en Algérie¹².

Ces premières conclusions sur les liens entre les activités physiques et le nationalisme en Indochine doivent être complétées par l'étude des archives de la résistance au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Nous pourrions ainsi analyser ce sujet du point de vue des Indochinois non francophones, ceux qui étaient majoritaires à l'époque. De plus il est tout à fait souhaitable d'entreprendre une monographie régionale afin de produire une histoire à hauteur d'homme et compléter ou nuancer notre bilan. Ce qui devrait faire surgir la réalité du terrain, à savoir une extrême diversité des situations et des engagements vis-à-vis de ces phénomènes culturels.

¹² Youssef Fates, *Sport et politique en Algérie, de la période coloniale à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2009, 341 p.

